

# Résultats et analyses de la Journée citoyenne

*Le débat national par et pour les citoyens*



## Synthèse de la Journée citoyenne du 25 mai 2013

**MERCI**



aux **1 115** citoyens

dans **14 régions**  
métropole et outre-mer



qui ont participé



à la journée du **25 mai 2013**



# Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Partie 1.....</b>   | <b>2</b>  |
| <b>Consultation citoyenne à l'échelle nationale .....</b>  | <b>2</b>  |
| 1.1- La Journée citoyenne : pourquoi ?.....  | 3         |
| 1.2 - La Journée citoyenne, une première en France à cette échelle .....   | 3         |
| 1.3 - Quelle est la méthode ?.....   | 4         |
| 1.4- Qu'est ce qu'un point de vue éclairé ?.....   | 6         |
| 1.5 - 14 Régions en simultané .....  | 7         |
| 1.6 - Qui sont les citoyens participants ?.....  | 8         |
| 1.7 - Déroulement de la journée et supports d'information .....  | 14        |
| <b>Partie 2.....</b>   | <b>16</b> |
| <b>Vision citoyenne sur la transition énergétique à travers les résultats nationaux et régionaux.....</b>            | <b>16</b> |
| 2.1 – Enseignements généraux .....   | 17        |
| 2.2 - Pourquoi la transition énergétique maintenant ?.....   | 19        |
| 2.3 - Jusqu'où et de quelle manière la société française est-elle prête à maîtriser sa consommation d'énergie ?..... | 26        |
| 2.4 - Choix stratégiques : quels risques, bénéfiques et moyens de la transition énergétique ? .....                  | 37        |
| 2.5 - La mise en œuvre concrète de la transition énergétique .....   | 44        |
| 2.6 - Evaluation de la Journée citoyenne par les citoyens participants .....   | 55        |
| 2.7 - Les spécificités régionales dans les résultats de la Journée citoyenne .....                                   | 62        |
| <b>Partie 3.....</b>   | <b>64</b> |
| <b>Apport et limite de la démarche participative au débat national .....</b>   | <b>64</b> |
| 3.1 - Une mise en citoyenneté du débat avec les Régions .....  | 65        |
| <b>Annexes .....</b>   | <b>68</b> |
| <b>Statistiques comparées des résultats régionaux et nationaux.....</b>  | <b>69</b> |
| Rapport du Danish Board of Technology .....  | 93        |

# **Partie 1**

## **Consultation citoyenne à l'échelle nationale**

## 1.1- La Journée citoyenne : pourquoi ?

**Les citoyens doivent être au cœur des décisions sur l'avenir de notre modèle énergétique.**

Une des innovations du débat national sur la transition énergétique est de donner la parole à des acteurs trop peu écoutés jusqu'alors sur les questions énergétiques, tant les citoyens que les territoires, alors qu'ils sont les premiers impactés par les évolutions et concernés par les décisions à venir : prix de l'énergie, choix de notre bouquet (ou mix) énergétique ou encore développement des énergies renouvelables et de nouvelles filières industrielles porteuses d'emplois. La transition énergétique ne peut réussir que si l'on donne aux citoyens les moyens d'agir, en tant que consommateur, propriétaire, locataire, automobiliste, contribuable,... **Leur rôle est déterminant.**

Il s'agit de chercher ensemble le nouveau modèle énergétique pour la France et, comme la plupart des pays européens qui s'y attellent, l'implication des citoyens et de la société civile est une des conditions pour réussir le changement souhaité.

**La Journée citoyenne a été créée afin de donner la parole à des citoyens qui ne sont pas des spécialistes du sujet de l'énergie, de s'assurer que leurs préoccupations, qui sont celles de tout un chacun, soient entendues avec toute la force nécessaire dans le débat national.**

Cette préoccupation fait l'objet d'une attention permanente du Comité de pilotage et du Conseil national du débat, c'est pour cela qu'a été installé un Comité citoyen et mis en œuvre des débats décentralisés et qu'il a été souhaité l'usage de méthodes de démocratie participative qui ont fait leurs preuves.

Les différentes formes de débat, qui se déroulent dans toute la France depuis plusieurs mois, traduisent cette volonté de donner les moyens à chaque groupe d'acteurs de prendre part, à sa manière et à partir de son expérience, aux discussions. Il s'agit d'accompagner la production de points de vue différents avec des outils et une méthodologie adaptés.

Pour entendre la voix des citoyens, une démarche de participation citoyenne de grande ampleur a été mise en place de façon inédite en France : la **Journée citoyenne du 25 mai 2013** organisée en partenariat avec les Régions françaises.

## 1.2 - La Journée citoyenne, une première en France à cette échelle

**Pour la première fois, des centaines de citoyens ont été réunis simultanément dans plusieurs régions pour débattre sur les mêmes questions et selon la même méthodologie. Cette démarche innovante s'appuie sur la diversité des citoyens et des territoires au moment où il faut faire des choix importants pour le pays.**

La Journée citoyenne relève **d'un exercice national de consultation citoyenne** réalisé pour la première fois en France à cette échelle. Le même jour, dans 14 régions, des citoyens ont débattu et donné leur avis selon un protocole identique.

La mise en œuvre de cette Journée s'appuie sur la mise en place d'un partenariat étroit avec les conseils régionaux.

**Ce partenariat est porteur de sens** à double titre :

- l'échelon régional –et, plus largement, l'échelon territorial et décentralisé- est un levier de la transition énergétique du fait de la capacité des territoires à innover et expérimenter des solutions ;
- les Régions sont fortes d'un savoir-faire à conduire des dynamiques d'actions avec la société civile, les citoyens, les chefs d'entreprises, les universités, centres de formations, les autres collectivités locales, et les services déconcentrés de l'Etat...

**Le volet territorial du débat lancé depuis le mois de février est très actif.** Les Régions avec les autres collectivités locales se sont saisies du débat et font la preuve de leur intérêt sur les questions énergétiques. Les conférences et les débats organisés localement donnent à voir **une France déjà en transition énergétique** qui s'organise pour faire face à la précarité énergétique, à l'étalement urbain... ; une France qui cherche des solutions et invente à partir des ressources naturelles.

Confier la mise en œuvre de la Journée citoyenne aux Régions permet de s'appuyer sur un savoir-faire en matière de démocratie participative. La transition énergétique ne peut réussir que si les citoyens ont les moyens d'agir.

La Journée citoyenne invite les Français près de chez eux, à s'exprimer et à débattre sur les choix à faire pour l'avenir de notre modèle énergétique.

## En chiffre

### Le volet territorial

- **850 débats** labellisés ont eu lieu ou sont programmés sur tout le territoire jusqu'à fin juin.
- **10 000 personnes**, à ce jour, ont débattu dans toute la France

## Journées de l'énergie

Les 29, 30 et 31 mars,

- **200 000 visiteurs**
- **500 installations énergétiques** ouvertes dans toute la France

## 1.3 - Quelle est la méthode ?

**La démarche permet aux citoyens de s'approprier les enjeux de la transition énergétique afin qu'ils puissent se positionner sur les quatre grandes questions du débat et donc donner un point de vue éclairé, contrairement à un sondage d'opinion.**

La Journée citoyenne s'appuie sur le protocole des rencontres World Wide Views, développé et promu dans le monde par le Danish Board of Technology, équivalent danois de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologique (OPECST).

Grâce à cette méthode, des citoyens mobilisés dans quatorze régions françaises dont trois en Outre-mer, débattent **simultanément des enjeux de la transition énergétique.**

Le dispositif permet d'explorer des objectifs politiques, de caractériser des priorités, d'argumenter des options en assurant des temps d'information et de délibération entre les participants.

L'objectif de la méthode appliquée au débat national sur la transition énergétique est donc de faire remonter une parole citoyenne non spécialiste et non engagée. Les participants ont ainsi discuté avec d'autres citoyens des enjeux de la transition énergétique et de leur implication au niveau local et au niveau national.

Les citoyens sont mis en mesure d'exprimer leurs attentes en matière de transition énergétique, leurs priorités en termes de mesures à prendre et **leurs visions du modèle énergétique souhaité**.

Cette consultation à grande échelle répond au besoin d'une **implication qualitative et quantitative** des citoyens dans le débat.

### + INFO +

#### Qui est le Danish Board of Technology ?

Reconnu mondialement pour avoir développé de nombreuses méthodes de participation citoyenne : la méthode dite de Conférence de consensus et les auditions ou conférences de citoyens.

Par ces moyens, il recherche les avis et recommandations de « citoyens ordinaires », (non-élus, non-experts) concernant les grandes questions de société.

La méthode a déjà été utilisée à plusieurs reprises lors d'événements internationaux :

- ▶ **Opération World Wide Views (2009)** organisée dans le cadre du « Sommet de Copenhague sur le climat » : 4500 citoyens participants réunis dans 38 pays ont répondu à plusieurs questions sur de grands enjeux mondiaux ;
- ▶ **Opération World Wide Views on Biodiversity (2012)** organisée sous l'égide du Secrétariat de la "Convention sur la diversité biologique" des Nations-Unies : cette consultation mondiale organisée simultanément dans plus de 40 pays a concerné 4000 citoyens.

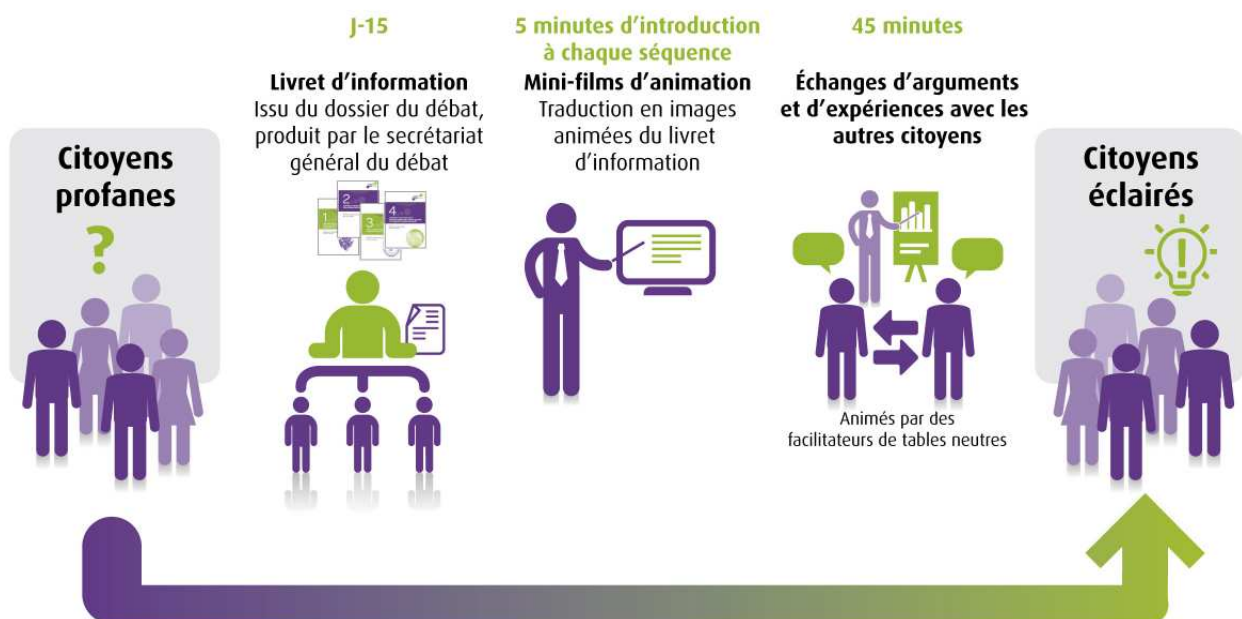
## 1.4- Qu'est ce qu'un point de vue éclairé ?

**Un processus participatif permettant en un temps court (une Journée) :**

- ▶ une prise de connaissance des enjeux de la transition énergétique par les citoyens ;
- ▶ la délibération collective ;
- ▶ le positionnement sur les enjeux et les options ;
- ▶ l'agrégation d'expressions individuelles.

Contrairement à la pratique des sondages qui captent l'opinion sur le vif, cette méthode a pour objectif d'aller chercher un point de vue éclairé.

Les citoyens avaient accès à trois sources d'information « accessible et équilibrée » sur les enjeux du débat :







La répartition des tâches pour la préparation, l'animation et le suivi de la Journée citoyenne entre le Secrétariat général du débat sur la transition énergétique et chacune des Régions décidant d'être co-organisatrices de la Journée citoyenne, s'est effectuée sur les bases énoncées dans la Charte d'engagements réciproques.

- **Le Secrétariat général du débat** pilote la Journée citoyenne, s'engage à apporter un cadre méthodologique global et un appui à la préparation, au déroulement et à l'évaluation de la Journée citoyenne.

- **La fondation Danish Board of Technology est partenaire** afin de garantir une mise en œuvre selon un protocole identique offrant des conditions équitables et similaires de participation au débat et d'expression des points de vue à tous les citoyens qui y prendront part en France. Ce protocole s'inspire de la méthode World Wide Views mise au point par la fondation **Danish Board of Technology**.

- **La Région co-productrice** assure l'organisation de la Journée et veille à ce que les résultats soient pris en compte par la conférence régionale du débat national sur la transition énergétique.

## 1.6 - Qui sont les citoyens participants ?

**L'objectif de la Journée citoyenne était de constituer dans chaque territoire un panel de 100 à 150 citoyens qui reflètent au mieux la diversité de la population régionale et tiennent compte de sa géographie.**

### **La méthode de recrutement des citoyens**

Les citoyens ont été recrutés par des instituts de sondage mandatés par les Conseils régionaux afin de garantir la neutralité nécessaire à la démarche. Le recrutement répondait à un cahier des charges unique comptant sept critères, dont certains ont trait particulièrement à l'énergie (type d'habitat, mobilité ... ). Ces instituts ont également veillé à ce que les participants ne soient pas impliqués dans la transition énergétique, à titre professionnel ou militant.

L'objectif du panel est de pouvoir faire discuter des citoyens dont « l'expérience énergétique » se révèle différente selon :

- ▶ leur âge : certains auront connu les chocs pétroliers et la « chasse au gaspi »,
- ▶ leur lieu d'habitation : certains auront déjà abandonné leur véhicule personnel pour les transports collectifs, quand d'autres, éloignés des villes, pourront exprimer leur manque d'alternative,
- ▶ leur façon de consommer : certains plaideront pour une consommation responsable et en circuits-courts, quand d'autres pourront dire leur attachement aux grandes surfaces.

Les panels ne sont pas statistiquement représentatifs de la population française. A la différence d'un sondage, la méthode ne cherche pas à recueillir l'opinion des Français sur la transition énergétique, mais à faire émerger des positionnements de citoyens à travers l'information et la délibération.

Si le protocole WWV ne fixe pas de limite au panel, si ce n'est d'assurer les bonnes conditions d'accueil et de travail des citoyens, dans le cadre de la Journée citoyenne, le recrutement devait permettre la livraison d'un fichier de 150 personnes correspondant aux critères similaires pour chaque opération de recrutement. Ce nombre anticipait la déperdition naturelle, de 30% en moyenne pour une population dont la participation est bénévole, entre une inscription déclarée et une présence effective.

### Les point clefs du recrutement

Les Régions accompagnées par le Secrétariat général du débat national sur la transition énergétique ont un rôle de facilitateurs dans l'opération de recrutement à savoir :

#### Pour le Secrétariat général du débat

- Définition des critères de recrutement applicables à toutes les régions par les prestataires retenus afin de garantir une comparabilité des processus et des panels ;
- Définition des éléments de langage pour l'élaboration de la lettre type adressée à l'échantillon initial des 3000 personnes ;
- Définition des argumentaires pour la prise de contact téléphonique.

#### Pour la Région

- Assurer le pilotage du recrutement local et la relation avec le prestataire ;
- Envoi du courrier de sensibilisation signé par la Région à 3000 personnes ;
- Assurer le « *brief* » de l'argumentaire au prestataire pour la prise de contact aux 3000 personnes ;
- Envoi d'un courrier de confirmation aux 150 personnes retenues pour participer à la Journée citoyenne du 25 mai, accompagné des livrets d'information ;
- Assurer un accompagnement des citoyens jusqu'au jour J : *hotline* pour tous les aspects pratiques ;
- Assurer une relance par mail J-2

#### Critères de sélection des participants

**Catégorie socioprofessionnelle des individus** : répartition d'ouvriers, d'employés, de catégories intermédiaires, de cadres, de retraités, de chômeurs et d'inactifs ;

**Sexe** : parité hommes et femmes ;

**Classes d'âge** : équilibre des âges entre 18 à 60 ans et plus ;

**Origine géographique et type d'agglomération** : contextes résidentiels différenciés. ;

**Type d'habitat et statut d'occupation** : propriétaires d'une maison individuelle ou d'un appartement locataires, en habitat social ou en habitat privé ;

**Structure du foyer** : personnes en couple, sans enfants, en couple avec enfants, seules ;

**Mode de transport** : voiture, transports en commun, à pied, temps de trajet quotidien (long, moyen,

## Portrait des participants à la Journée citoyenne

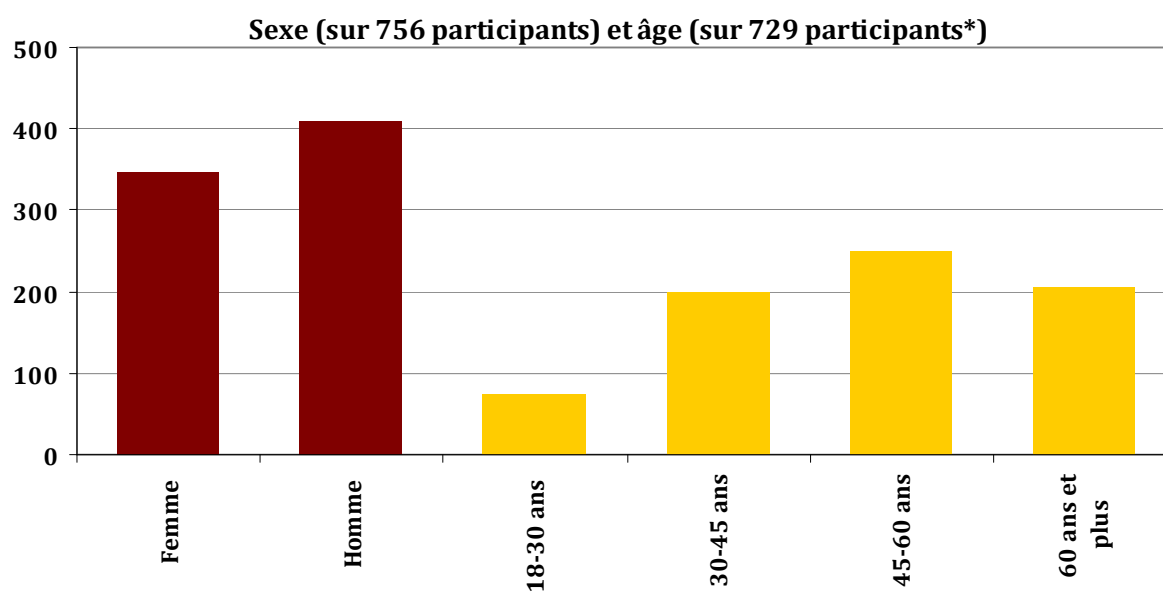
**1115 citoyens** ont participé à la Journée citoyenne, répartis dans 14 Régions. Si ce nombre est légèrement inférieur au nombre attendu (au moins 100 citoyens par région, soit 1400 citoyens), il reste satisfaisant au regard du temps très court accordé aux instituts de sondage pour le recrutement, et à la méthode de recrutement choisie (tirage au sort, critères d'exclusion systématique de tous citoyens engagés professionnellement ou associativement dans la transition énergétique pour garantir le caractère profane des groupes, pas d'indemnisation).

### Effectifs de présence par région pour les différentes séquences de la journée

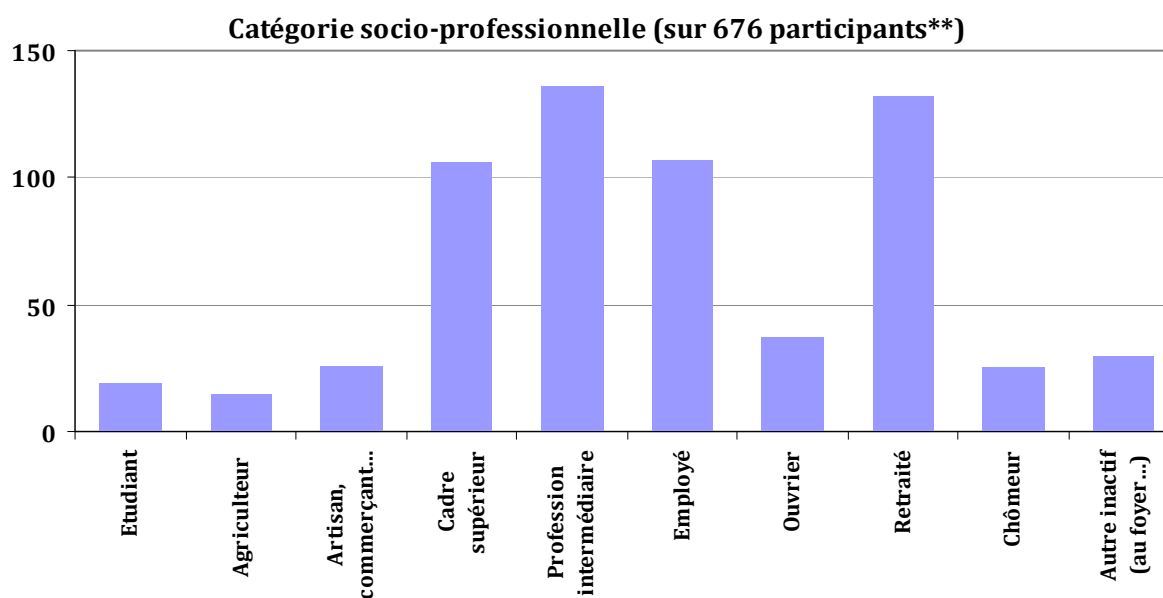
|                            | Séquence 1  | Séquence 2  | Séquence 3  | Séquence 4  | Séquence 5  | Taux de perte |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| <b>Total national</b>      | <b>1126</b> | <b>1115</b> | <b>1107</b> | <b>1080</b> | <b>1035</b> | <b>-8%</b>    |
| <b>Total métropole</b>     | <b>933</b>  | <b>926</b>  | <b>930</b>  | <b>920</b>  | <b>885</b>  | <b>-5%</b>    |
| <b>Total outre-mer</b>     | <b>193</b>  | <b>189</b>  | <b>177</b>  | <b>160</b>  | <b>150</b>  | <b>-22%</b>   |
| Alsace                     | 84          | 84          | 84          | 84          | 84          | 0%            |
| Auvergne                   | 76          | 74          | 75          | 75          | 67          | -12%          |
| Centre                     | 102         | 102         | 103         | 96          | 95          | -7%           |
| Champagne-Ardenne          | 44          | 45          | 44          | 44          | 44          | 0%            |
| Franche-Comté              | 85          | 84          | 85          | 85          | 84          | -1%           |
| Haute-Normandie            | 90          | 89          | 90          | 90          | 82          | -9%           |
| Ile-de-France              | 109         | 105         | 113         | 112         | 112         | 3%            |
| Midi-Pyrénées              | 102         | 102         | 99          | 99          | 93          | -9%           |
| Nord-Pas-de-Calais         | 84          | 84          | 82          | 82          | 81          | -4%           |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 72          | 73          | 71          | 69          | 69          | -4%           |
| Rhône-Alpes                | 85          | 84          | 84          | 84          | 74          | -13%          |
| Guyane                     | 67          | 71          | 67          | 49          | 43          | -36%          |
| Martinique                 | 90          | 91          | 84          | 84          | 81          | -10%          |
| Réunion                    | 36          | 27          | 26          | 27          | 26          | -28%          |

## Profil des participants

Profil établi à partir des renseignements fournis sur tout ou partie des catégories retenues par neuf régions sur les panels de participants présents : Auvergne, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Ile-de-France, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Martinique.

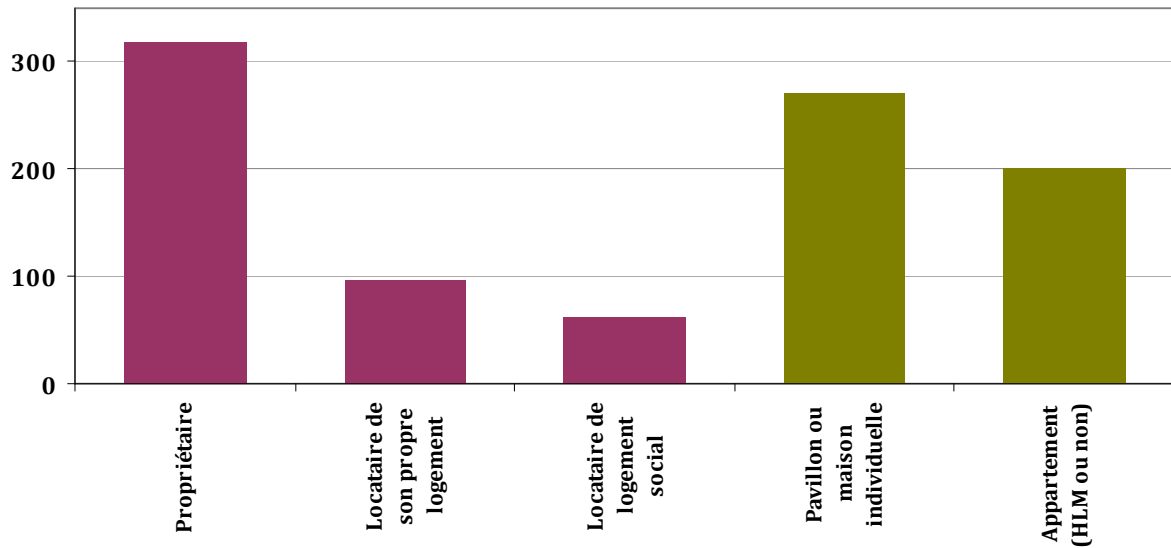


\* Pour tenir compte des écarts entre les catégories d'âge retenues par région, des hypothèses de répartition ont été introduites sur 30 % de l'échantillon.

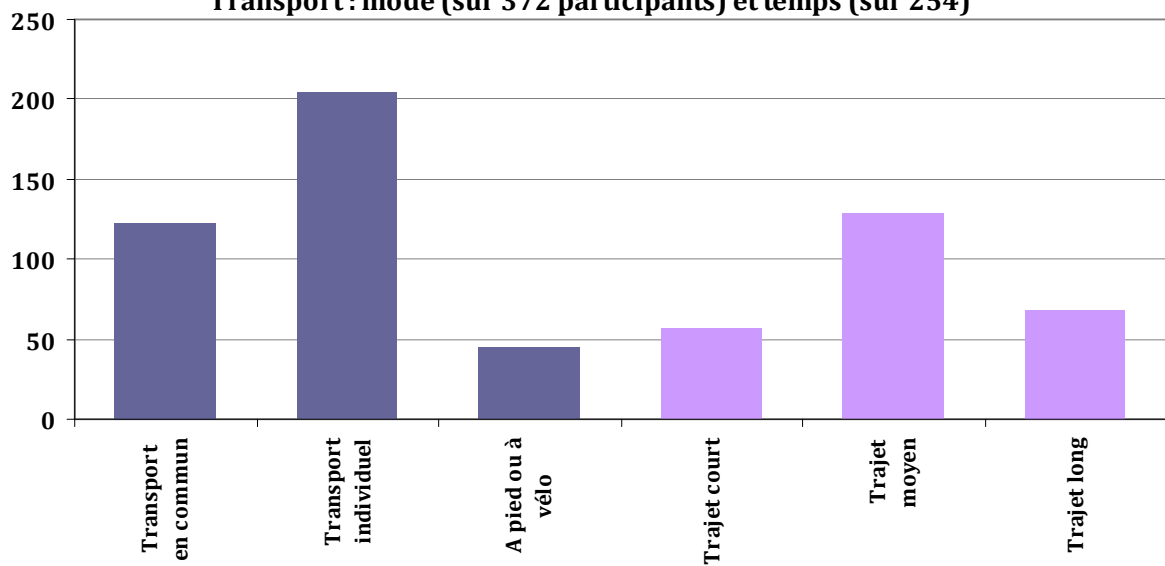


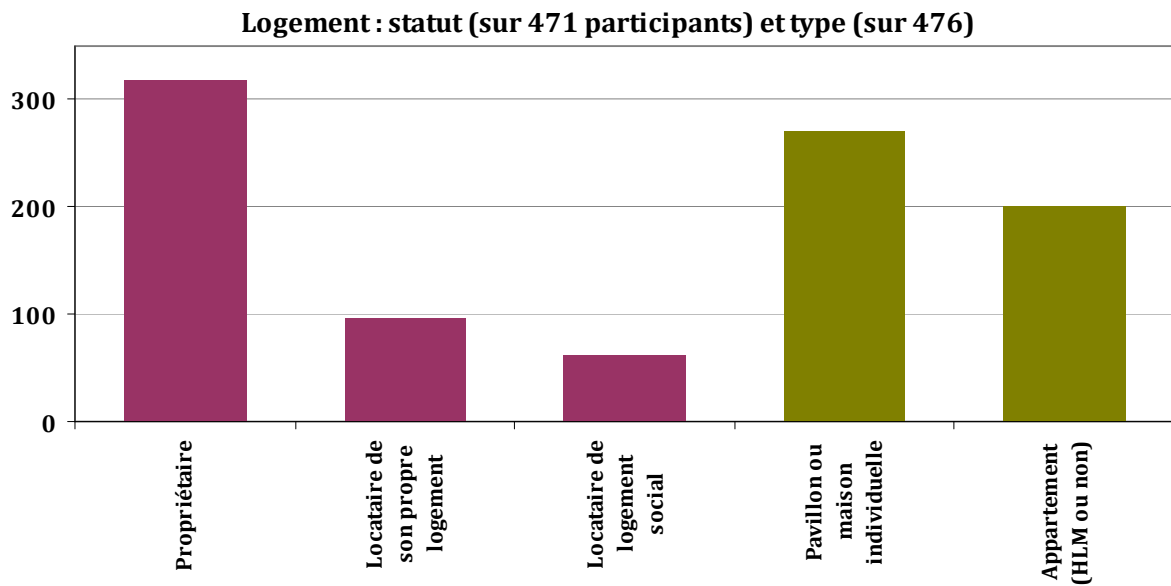
\*\* Pour tenir compte des différences d'agrégation de CSP par région, des hypothèses de répartition ont été introduites sur 20 % de l'échantillon.

Logement : statut (sur 471 participants) et type (sur 476)



Transport : mode (sur 372 participants) et temps (sur 254)





Les profils socio-démographiques des participants ont témoigné d'une réelle diversité et le caractère profane a été validé. Toutefois la diversité n'a pas été optimale : certaines classes d'âge (notamment les plus de 60 ans) ont été surreprésentées, alors que certaines catégories de population (les plus jeunes, les catégories sociales populaires) étaient sous-représentées. En cela, cette démarche, malgré sa méthode de sélection rigoureuse, s'est heurtée aux mêmes difficultés que toutes les démarches de participation citoyenne : la difficulté à faire participer de manière effective ceux qui se sentent le plus éloignés du sujet, et les plus éloignés de l'espace public. Le recours au tirage au sort n'évite pas une prime aux plus motivés (qui passent plus facilement le pas de se libérer une journée pour venir débattre), mais il évite bel et bien de n'avoir que des citoyens déjà très engagés dans la sphère privée (militants associatifs, membres de conseils de quartier, etc.) ou déjà engagés dans la question de la transition énergétique.

## 1.7 - Déroulement de la journée et supports d'information

Le déroulement de la Journée citoyenne suit le même protocole et s'articule autour de 4 séquences d'une heure chacune, construites de la même manière.

- ▶ **Accueil** : les citoyens s'installent autour de tables, par 8 ou 10 ;
- ▶ **Information vidéo** : pendant 5 minutes, ils regardent une courte vidéo afin de s'appropriier les sujets de la séquence ;
- ▶ **Délibération en groupe** : ils échangent entre eux pendant 40 minutes ;
- ▶ **Positionnement individuel sur les questionnements** : ils répondent individuellement à une même série de questions.



En préalable à la Journée citoyenne, chaque participant a reçu un document comprenant 4 livrets d'information afin qu'il puisse s'approprier en amont les grands enjeux du débat national sur la transition énergétique.

Cette base documentaire s'appuie sur le « Socle de connaissances » qui pose les termes du débat, et s'enrichit des travaux menés pendant les premiers mois, notamment dans le cadre du Conseil national du débat et des recommandations du Comité citoyen.

Lors de la Journée, chaque séquence de discussion est introduite par des vidéos, sous la forme de films d'animation qui reprennent les éléments principaux des livrets.

Les films, destinés à la Journée du 25 mai, sont disponibles sur le site du débat.

- **Livret 1 : Pourquoi s'engager dans la transition énergétique, aujourd'hui ?**

Ce premier livret explique pourquoi la transition énergétique est nécessaire, et pourquoi aujourd'hui : en quoi la situation énergétique actuelle de la France appelle ce changement de nos modes de consommation et de production d'énergie, quelles sont les orientations à prendre et les engagements pris.

- **Livret 2 : Comment agir sur la consommation des énergies ?**

Ce deuxième livret explore la question de la maîtrise de la demande d'énergie : comment pouvons-nous agir sur nos consommations d'énergie ? En quoi consiste une politique allant dans ce sens ? Jusqu'où peut-elle aller et quelles questions pose-t-elle ?

- **Livret 3 : Quel chemin prendre pour la transition énergétique ?**

Ce troisième livret porte sur les choix à faire en matière de trajectoire énergétique, c'est-à-dire sur le chemin que nous voulons suivre pour mener cette transition. Il fait le lien entre nos choix en matière de consommation d'énergie et les options dont nous disposons sur la production d'énergie. Il liste les principaux critères à intégrer dans ces décisions.

- **Livret 4 : Comment pouvons-nous concrètement mettre en œuvre la transition énergétique ?**

Ce quatrième livret aborde les aspects de mise en œuvre concrète de la transition énergétique : comment s'assurer de la cohérence des décisions, à quelle échelle est-il le plus pertinent d'agir ? Quel rôle donner aux citoyens dans cette politique, et comment assurer la juste répartition des efforts et des bénéfices ?

#### **Comment ont été rédigés les 4 livrets d'information à destination des citoyens ?**

Rédigés par le Secrétariat général du débat, les livrets ont fait l'objet de multiples consultations afin que l'information soit « exacte, adéquate et équilibrée » selon les exigences de la méthode.

**Un Comité de relecture scientifique** a été constitué pour vérifier la rigueur et l'exactitude des informations fournies. Ce comité a été formé au sein du Groupe des experts constitué pour le Débat.

Ont participé à cette relecture : Michel COLOMBIER, directeur scientifique de l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales), Dominique DRON, ingénieure générale des Mines, Alain GRANDJEAN, président du Groupe des experts, directeur associé de Carbone 4, Gérard MAGNIN, délégué général d'Energy Cities, François MOISAN, directeur scientifique de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), Cédric PHILIBERT, expert de l'AIE, Cyril ROGER-LACAN, directeur de Tilia-Umwelt, Thierry SALOMON, président de Négawatt.



# **Partie 2**

## **Vision citoyenne sur la transition énergétique à travers les résultats nationaux et régionaux**

## 2.1 – Enseignements généraux

**Premier enseignement, le sentiment**, dégagé par nombre de participants eux-mêmes à ces journées d'échanges et de positionnement, **d'avoir pu contribuer à ce premier exercice de démocratie participative encore jamais organisé simultanément à cette échelle en France.** « *C'est la première fois qu'on nous demande notre avis* » a-t-on entendu dans le panel d'Ile-de-France, « *Une journée qui permet aux citoyens de s'exprimer sans filtre* » a-t-on dit en Rhône-Alpes.

**Second enseignement**, le fait que, **lorsque les citoyens sont en situation d'être informés et de débattre ensemble, ils s'approprient les enjeux, même quand ces enjeux sont complexes.** Dès lors que les citoyens sont institués en acteurs du débat, la transition énergétique n'est plus une contrainte, environnementale ou économique, mais un objet de choix, une « *chance de s'engager dans un nouveau modèle de société plus sobre, avec une nouvelle qualité de vie, plus respectueuse de l'environnement* » pour 67% d'entre eux, une opportunité où convergent développement économique et social et préoccupation environnementale. Pour les citoyens consultés, **la transition énergétique, c'est à la fois une urgence environnementale, une « chance » et des opportunités de développement économique.**

**Troisième enseignement**, 75% des participants considèrent en effet que **la transition énergétique aura des effets positifs pour la société et 52 % des effets positifs pour les citoyens.** Effets positifs sur le plan environnemental, mais également sur l'économie (réduction de notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur et rééquilibrage favorable de notre balance commerciale, développement des filières technologiques et industrielles -notamment pour les énergies renouvelables- permettant d'assurer la transition) et sur l'emploi. De façon générale, la volonté d'indépendance énergétique (44%) et d'autonomie (32%) est significativement mise en avant.

En sens inverse, les attitudes frileuses sont en retrait. Ceux qui considèrent que la transition énergétique serait « *un retour en arrière* » (1,24%) ou « *un risque fort* » (3,51%), qu'il ne faut pas agir pour réduire la demande d'énergie (0,63%), que « *à titre personnel, je ne suis pas disposé à réduire ma consommation énergétique* » (1,57%), que cette réduction de la consommation d'énergie se traduirait par « *une mise en cause trop importante du libre choix de nos modes de vie et de nos modes de consommation* » (3,53%) ou « *par un ralentissement d'un des moteurs de la croissance et de la compétitivité française* » (2,18%) sont très peu nombreux. **Pour les citoyens consultés, la transition énergétique n'est pas une contrainte extérieure mais un moteur interne à la société française.** La France a des réponses et des atouts. Un lien fort est ainsi fait entre transition énergétique et innovation, au service d'une nouvelle croissance. **A contrario, les participants mettent fortement en avant les enjeux de l'inaction :** le risque pour les générations futures (49%), l'augmentation du coût de l'énergie (43%) et la dépendance énergétique (44%).

**Quatrième enseignement**, les participants expriment aussi leur propre capacité à transformer leurs pratiques, dès lors que les pouvoirs publics (Etat et collectivités locales) et les entreprises sont exemplaires : la responsabilité des uns (Etat et collectivités locales) et des autres (entreprises) est jugée première pour initier la transition par environ 50% des citoyens et pour créer les conditions d'une dynamique collective, qui ne se limite pas aux efforts individuels : la recherche et la disposition de solutions technologiques (67%) sont privilégiées pour améliorer notre efficacité énergétique, tant dans le domaine du bâtiment que dans celui de la mobilité et des déplacements.

L'action des pouvoirs publics est, en particulier, souhaitée dès lors qu'elle permet d'accompagner (42%) et de soutenir (30%) les démarches de chacun et qu'elle est incitative et non coercitive, notamment dans l'usage de la fiscalité et dans celui de la réglementation : la voie réglementaire ne recueille l'approbation que de 8% des participants.

Comme l'ont souligné de façon constante de nombreuses enquêtes antérieures, les citoyens sont prêts à se mobiliser dans leurs gestes quotidiens, dès lors que l'impératif du changement ne repose pas sur eux seuls, mais constitue un effort partagé. C'est à ces conditions que les citoyens sont prêts à modifier leurs propres pratiques et prêts à se mettre en mouvement.

Cependant, se voyant volontiers comme acteurs de la transition, pour 64% d'entre eux, **les citoyens pensent d'abord que l'Europe (53%) et le niveau national (50%) sont les niveaux légitimes du cadrage politique nécessaire**. Toutes strates de collectivités confondues, l'échelon public territorial apparaît également comme un cadre politique pertinent pour 63% des participants. Ce résultat est cohérent avec les enquêtes qui témoignent d'une attente forte à l'égard de l'Europe sur les questions environnementales.

**Cinquième enseignement**, les citoyens consultés sont prêts à agir à la fois pour aller vers un nouveau modèle, mais aussi pour réduire la pression sur leur facture énergétique, la leur comme, d'ailleurs, celle des entreprises : 11% se considèrent en précarité énergétique et 43% craignent de le devenir.

Ce dernier chiffre confirme les données généralement enregistrées dans toutes les enquêtes, quel qu'en soit le sujet économique ou social, qui traduisent, au-delà de la seule question de l'énergie, la peur de l'exclusion et le sentiment d'une fragilisation globale de la classe moyenne.

**Enfin, sixième enseignement** et non le moindre, cette Journée citoyenne confirme que la compréhension du sujet, même lorsqu'il est complexe, et la capacité à se considérer non plus comme témoin passif mais comme acteur du changement varient fortement dès lors que le changement est porté de façon inclusive, avec tous, et non vécu comme imposé de façon exogène.

70 % des citoyens participants ont indiqué avoir un niveau de connaissance faible ou très faible des questions énergétiques avant d'être sollicités, mais plus de 65% se sont déclarés «assez ou très à l'aise » avec le sujet dès les premiers moments de la journée.

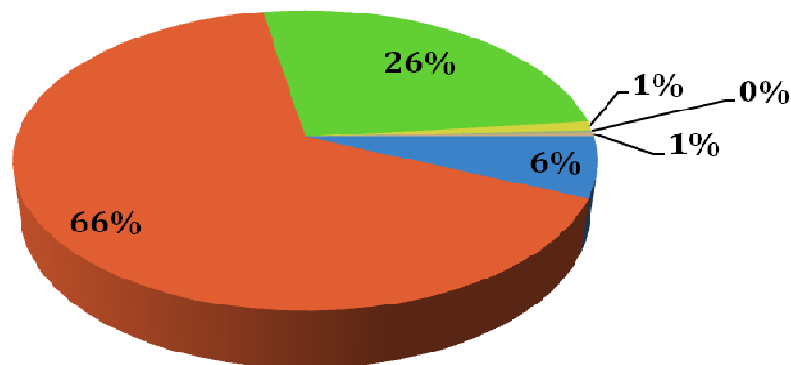
## 2.2 - Pourquoi la transition énergétique maintenant ?

### Résultats complets et analyse détaillée

L'analyse de cette séquence est basée sur **1126 enregistrements** dans 14 régions.

#### 1.1. Avant de vous engager dans cette Journée citoyenne, quel était votre niveau de connaissance sur les questions énergétiques en France ?

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) Je ne connaissais pratiquement rien au sujet.            | 73  | 6,48 %  |
| 2) Je connaissais un peu le sujet.                          | 741 | 65,81 % |
| 3) Je connaissais bien le sujet.                            | 293 | 26,02 % |
| 4) J'étais déjà un-e expert-e de la transition énergétique. | 11  | 0,98 %  |
| 5) Je ne sais pas.  | 2   | 0,18 %  |
| Sans réponse  | 6   | 0,53 %  |

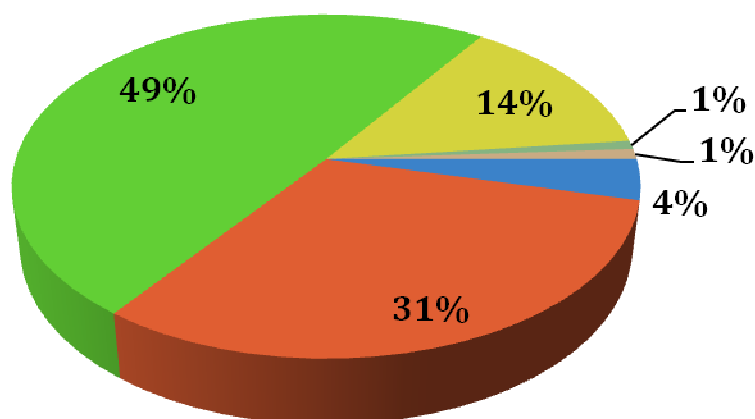


#### Enseignements

- Plus de 70 % des participants déclarent un niveau de connaissance préalable sur les questions énergétiques globalement peu élevé (total des réponses « je ne connaissais rien à ce sujet » / « je connaissais un peu le sujet »).
  - Moins de 30 % des participants considèrent connaître plutôt bien le sujet.
- ⇒ **Ce résultat confirme le caractère majoritairement non spécialiste des participants. Une partie non négligeable des participants se considère relativement compétente sur le sujet de l'énergie au démarrage de la journée.**

**1.2. Dans quelle mesure vous sentez-vous à l'aise, en terme de compréhension avec le sujet de la transition énergétique maintenant ?**

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| 1) Je ne me sens pas du tout à l'aise. | 43  | 3,82 %  |
| 2) Je me sens un peu à l'aise.         | 353 | 31,35 % |
| 3) Je me sens assez à l'aise.          | 556 | 49,38 % |
| 4) Je me sens très à l'aise.           | 154 | 13,68 % |
| 5) Je ne sais pas.                     | 9   | 0,80 %  |
| Sans réponse                           | 11  | 0,98 %  |



**Enseignements**

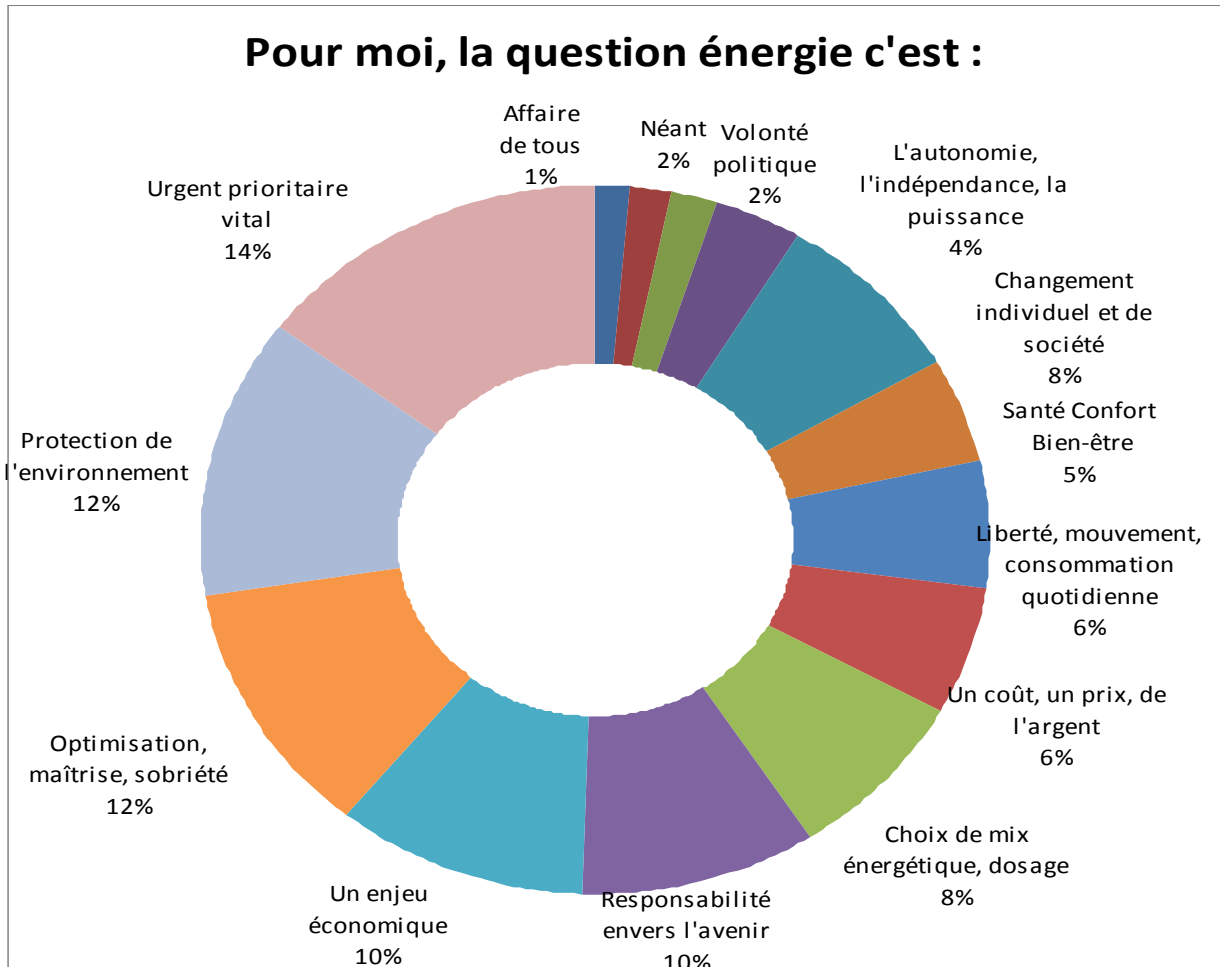
*Cette question cherche à mesurer l'effet informatif sur la transition énergétique sur les participants du livret d'information, des vidéos diffusées en séance et des échanges entre citoyens aux tables.*

- Les participants se déclarent davantage à l'aise avec le sujet de la transition énergétique qu'ils ne semblaient l'être avant la participation à cette démarche et la lecture des livrets, à 65 %.
- Un effet « d'apprentissage » semble pouvoir être observé, ce point étant fondamental dans une démarche participative, visant la construction d'une opinion éclairée des citoyens. Toutefois, le sujet reste difficile d'accès ou complexe pour un tiers des participants.

### 1.3. Pour moi, la question énergie, c'est d'abord : .....

Question ouverte.

Les citoyens pouvaient répondre avec un mot ou une idée.



Interrogés en début de Journée citoyenne sur leurs représentations spontanées autour de l'énergie, les réponses des participants renvoient à des registres de préoccupations divers, sans que ressorte nettement une grande famille de représentations (voir schéma ci-dessus).

Cinq thèmes concentrent chacun plus de 10% des réponses : l'urgence liée à la question énergétique, la protection de l'environnement, la maîtrise de l'énergie, les enjeux économiques, et la responsabilité envers l'avenir.

- Pour 15% des participants la **question énergie constitue un enjeu fondamental** : l'énergie est vue comme indispensable, vitale, et de ce fait il est urgent d'agir.
- **La protection de l'environnement** est une préoccupation qui rassemble 13% des participants : ils lient intimement choix et usages de l'énergie avec la protection de la planète (préservation des ressources fossiles et de la nature, maîtrise de la pollution, lutte contre le changement climatique). L'énergie doit être compatible avec écologie, terme qui revient fréquemment, ainsi qu'éco-citoyen, preuve que les participants se considèrent aussi acteurs de l'énergie.

- La notion de **maîtrise de la consommation en énergie** ressort fortement (11% des réponses) : il s'agit de consommer moins et/ ou mieux l'énergie, par la lutte contre le gaspillage d'énergie, par une maîtrise des coûts, par une optimisation de la consommation. Les registres de la sobriété comme de l'efficacité sont présents dans les réponses des participants.
- Pour 10% des participants, l'énergie est immédiatement identifiée **aux enjeux économiques**, en ce qu'elle est indispensable au modèle économique actuel qui repose sur une énergie abondante et bon marché, mais dont l'approvisionnement impacte la balance commerciale. L'énergie renvoie au « pouvoir ». Dès lors, repenser l'énergie nécessite pour les participants des « investissements » et de la « recherche et développement »
- **10% des participants associent également spontanément énergie et générations futures.** Nos choix présents impacteront l'avenir. Les mots clés des participants gravitent autour de « intergénérationnel », « futur », « long terme », « descendance », « responsabilité humaine ».

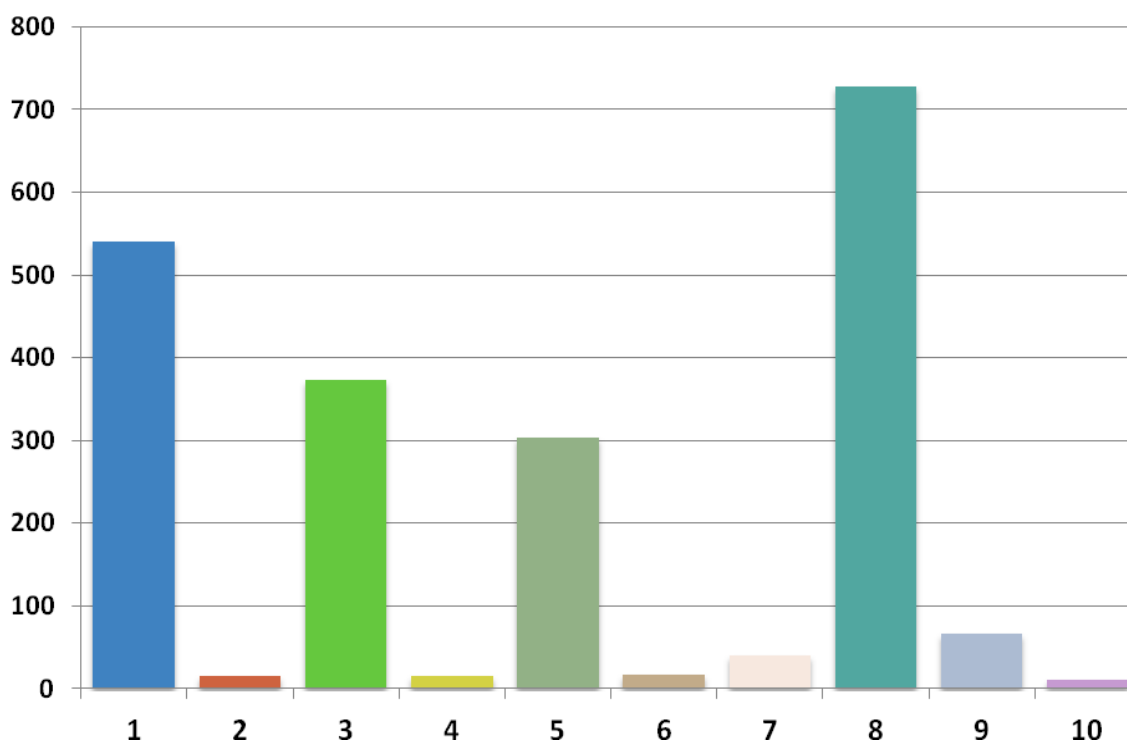
Ces grandes polarités font bien apparaître **le caractère multidimensionnel de l'énergie**, bien identifié par les participants : à la fois enjeu macroéconomique et microsocial (impacts sur le collectif des choix individuels), à la fois structurant de l'activité économique actuelle et nécessitant une anticipation des effets des choix d'aujourd'hui sur les générations futures et l'environnement au sens large.

Les autres thèmes associés à l'énergie, mais à une moindre fréquence, sont :

- **la question du mix énergétique** (7%) (avec de nombreux mots clés autour des énergies renouvelables « vent », « solaire », « mer », avec autant de demandes d'abandon ou de prolongement du nucléaire, et des mentions autour d'une « énergie libre », « énergie locale », « énergie équitable »)
- plusieurs thèmes renvoient **au vécu au quotidien de l'énergie : la question du coût et du prix de l'énergie** (6%), avec la préoccupation du poids de l'énergie dans le budget des ménages et le risque de précarité énergétique ; la **question du besoin en énergie au quotidien** (6%) (pour le chauffage, les déplacements) vu comme un levier de liberté de mouvement, et de confort de vie, tout en étant porteur de menaces éventuelles (catastrophes sanitaires notamment liées au nucléaire) (5%). Une part non négligeable des participants évoque la nécessité de prendre conscience du lien entre nos modes de vie et le modèle énergétique et économique, et invite à réfléchir à ses besoins réels, en intégrant l'intérêt général (8%)
- **la question de l'autonomie énergétique** est évoquée par 4% des participants sous un angle à la fois local (« production locale », « autonomie des territoires » que géopolitique (« indépendance », « autonomie », « vulnérabilité de la France si elle stoppe complètement la production nucléaire d'électricité »).

**1.4. La transition énergétique pour la France, selon moi, c'est ... (2 réponses au plus)**

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) Une urgence, car le modèle énergétique actuel n'est plus soutenable du point de vue de l'environnement.  | 541 | 48,05 % |
| 2) Une erreur, cela n'a rien de prioritaire pour la France aujourd'hui.   | 15  | 1,33 %  |
| 3) Une opportunité : en terme de choix d'investissement qui permettent de créer de nouvelles filières d'emplois.  | 373 | 33,13 % |
| 4) Il n'y a pas besoin d'en débattre : le modèle énergétique de la France est en constante évolution depuis le premier choc pétrolier.                  | 16  | 1,42 %  |
| 5) Une occasion de rééquilibrer notre balance commerciale avec moins d'importation et plus de production en propre.                                     | 304 | 27,00 % |
| 6) Un retour en arrière, cela va nous contraindre à renoncer à notre niveau de confort actuel.  | 17  | 1,51 %  |
| 7) Un risque fort, car cela met en danger les emplois actuels dans l'énergie dans un ensemble de secteurs lié directement ou indirectement à l'énergie. | 40  | 3,55 %  |
| 8) Une chance de s'engager dans un modèle de société plus sobre, avec une nouvelle qualité de vie, plus respectueuse de l'environnement.                | 728 | 64,55 % |
| 9) Une obligation, pour répondre aux engagements internationaux de la France.   | 67  | 5,95 %  |
| 10) Je ne sais pas.   | 11  | 0,98 %  |





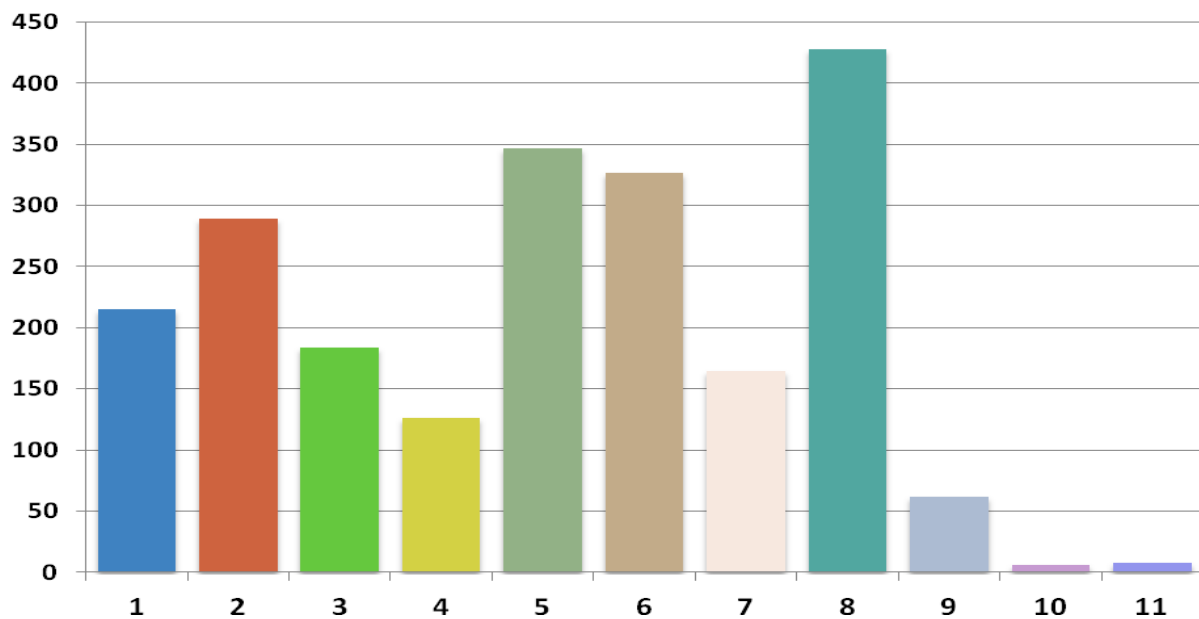
## Enseignements

- La transition énergétique est perçue **très positivement** comme une opportunité forte de changement. Les réponses contenant les mots « opportunité », « chance », « occasion » sont majoritaires.
- Pour près de deux tiers des participants, c'est avant tout **un projet de société** qui suscite l'adhésion : la transition énergétique est comme « une chance de s'engager dans un modèle de société plus sobre, avec une nouvelle qualité de vie, plus respectueuse de l'environnement » (65 %).
- La transition énergétique constitue également une urgence, du point de vue environnemental, pour près de la moitié des participants (48 %).
- La transition énergétique apparaît comme une **opportunité sur le plan économique** à la fois pour créer des nouvelles filières d'emplois (32 %) et pour réduire la dépendance énergétique de la France (et donc rééquilibrer la balance commerciale) (27 %).
- La transition énergétique est donc perçue dans l'ensemble de ses **dimensions environnementale, économique, et sociale**.
- Les perceptions de la transition énergétique comme « une erreur », « un retour en arrière » et même « un risque », restent très marginales. Elles portent essentiellement (moins de 4 % des participants) sur la menace qui pèserait sur les emplois actuels des secteurs de l'énergie ou liés à ces secteurs.

Très peu de participants remettent en question l'importance de débattre de la transition énergétique (un peu plus de 1 %), ce qui semble accréditer la **pertinence du débat actuel**.

### 1.5. Pour vous, quelles sont les principales motivations pour la France d'engager la transition énergétique ? (2 réponses au plus)

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) Lutter contre le changement climatique.  | 215 | 19,09 % |
| 2) Anticiper la raréfaction des ressources en pétrole et en gaz.  | 289 | 25,67 % |
| 3) Prévenir l'augmentation prévisible des prix de l'énergie d'ici 2020 (carburant, fioul, gaz, électricité...). | 184 | 16,34 % |
| 4) Lutter contre la précarité énergétique des ménages.  | 126 | 11,19 % |
| 5) Réduire l'importation d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon) pour devenir plus indépendant.               | 347 | 30,82 % |
| 6) Développer les énergies renouvelables.   | 327 | 29,04 % |
| 7) Réduire la consommation d'énergie des ménages comme des entreprises.   | 165 | 14,65 % |
| 8) Réduire la pollution et protéger l'environnement (santé, biodiversité, qualité de l'eau ...).                | 428 | 38,01 % |
| 9) D'autres pays européens l'ont fait, il est temps que la France s'y engage.                                   | 62  | 5,51 %  |
| 10) Aucune.   | 6   | 0,53 %  |
| 11) Je ne sais pas.   | 8   | 0,71 %  |



### Enseignements

- Les **problématiques environnementales et de sécurité énergétique** sont au cœur des motivations pour engager la transition énergétique :
  - La réduction de la pollution et la protection de l'environnement sont citées par plus d'un tiers des participants (38 %), et la lutte contre le changement climatique par près d'un cinquième (19 %).
  - La réduction des importations d'énergie fossile constitue un enjeu prioritaire (31 %), en lien avec la nécessité d'anticiper la raréfaction des ressources (26 %).
- La maîtrise des prix de l'énergie (16 %) et la lutte contre la précarité des ménages (11 %) constituent également des préoccupations importantes.
- Le développement des énergies renouvelables et la réduction de la consommation d'énergie des ménages et des entreprises, qui sont parmi les principaux leviers de la transition énergétique, constituent des motivations importantes en soi pour 29 % et 15 % des participants respectivement.

## 2.3 - Jusqu'où et de quelle manière la société française est-elle prête à maîtriser sa consommation d'énergie ?

La maîtrise de la consommation d'énergie relèverait pour le citoyen d'une dynamique positive notamment quand il s'agit de l'efficacité énergétique. La perspective de maîtrise, à la manière d'un challenge, est vue comme **une chance pour la société**, à la fois pour soutenir l'économie par de nouveaux équipements et activités (31% d'entre eux) et pour les ménages et les citoyens (26%).

La maîtrise de la consommation reposerait sur une double réponse :

- **Sur le plan individuel**, les participants se disent majoritairement prêts à agir sur leur consommation (seul 1% ne souhaite pas repenser leur consommation et seuls 11 % estiment avoir déjà réduit au maximum). Une motivation supplémentaire serait de prévenir le risque de la précarité énergétique. Les participants, sans être aujourd'hui en situation de précarité énergétique (seuls 11 % d'entre eux se sentent en précarité énergétique), craignent la vulnérabilité énergétique à l'avenir à 42 %.
- **Sur le plan collectif**, il s'agit d'assurer une dynamique partagée de la réduction de la consommation d'énergie. Les citoyens font aussi reposer « l'effort à faire » sur les acteurs collectifs. Tout d'abord par une demande **d'exemplarité** des entreprises, dans leur process de production, et des pouvoirs publics. Les participants interpellent également les producteurs de services et de produits pour qu'ils participent aux objectifs de la maîtrise d'énergie à 50%. *« Une demande forte de stopper le gaspillage sous toutes ses formes, en particulier l'obsolescence des appareils, programmée par les industriels mais aussi les parcours « planétaires » de certains produits entre le début et la fin de leur chaîne de production ».* (Auvergne)

### Comment ?

Les participants dégagent deux logiques d'action pour mieux maîtriser la consommation d'énergie :

- l'une consiste à adapter les **comportements et les usages** dans une logique de sobriété. (36 % se déclarent prêts à adopter des comportements plus sobres) ;
- l'autre à **investir** dans les équipements (33%) et dans l'isolation thermique de leur habitation (32 %) dans une logique d'efficacité.

**La mobilité et les déplacements** sont les secteurs où les individus (45%) ont le plus le sentiment d'avoir une marge d'action (perception de solutions possibles). Ce champ d'action est sans doute mieux identifié car investi depuis plus de 10 ans par les politiques publiques locales avec des solutions visibles : tramway, covoiturage, pistes cyclables... Ce qui touche à l'habitat autour du chauffage, de la climatisation et de l'électricité spécifique est sans doute vu comme davantage contraint du fait d'une offre unique, celle de l'opérateur ou du propriétaire, et reposant donc sur les choix de ce dernier, notamment en habitat collectif.

A noter, peu de participants pensent (12 %) avoir aujourd'hui une capacité à agir dans le cadre de leurs entreprises ou leurs lieux d'activités.

## Quels leviers pour agir et dépasser les freins ressentis ?

Pour agir, les participants sont demandeurs d'accompagnement (seuls 2% pensent que celui-ci est inutile) et de soutien, quand les leviers coercitifs sont plutôt rejetés (augmentation des prix, réglementation renforcée).

A travers les résultats, **deux grands leviers de politiques publiques se dessinent** :

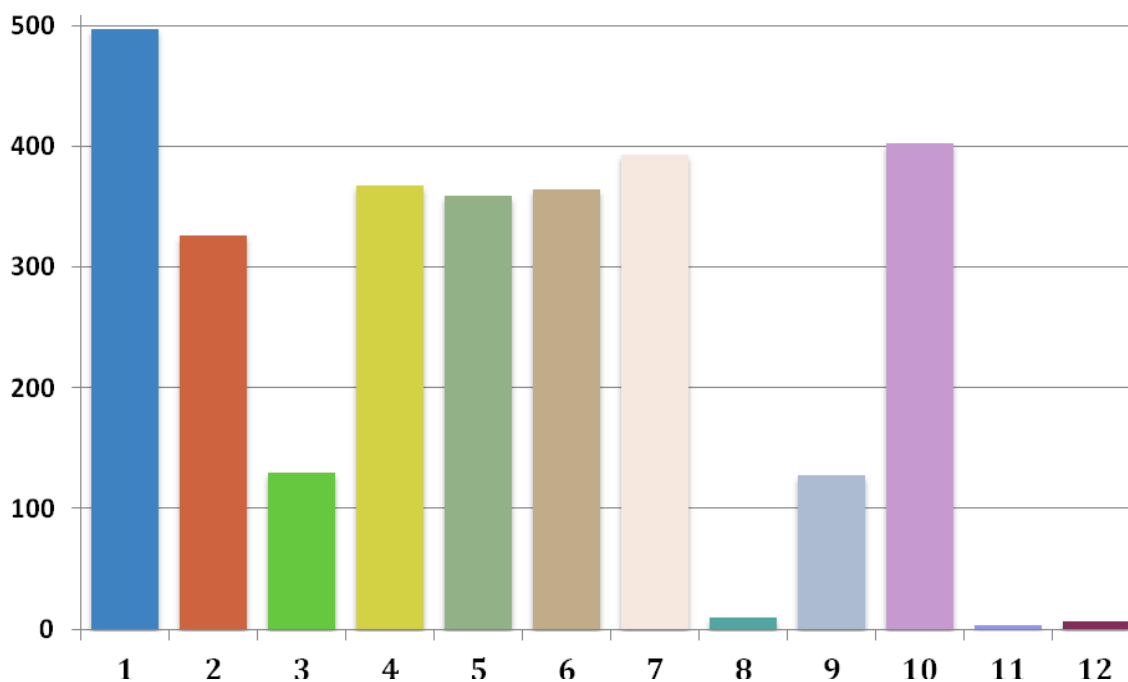
- Le premier levier porte sur **l'accessibilité à une offre de services et d'équipements** à travers deux actions complémentaires, l'une autour d'une **information fiable** (43 %) sur les solutions comme sur la mesure des consommations et l'autre autour de **soutiens financiers** (63 %). « *Une attente forte d'informations simples, claires, neutres, honnêtes et cohérentes entre différentes sources / des conseils opérationnels, indépendants de lobbying industriels ou de logiques électorales* » Auvergne.
- Le second levier vise à **soutenir l'initiative citoyenne individuelle et collective** (29%), la faire connaître et la faciliter. Donner à voir, créer les conditions de mutualisation des expériences pour équiper les citoyens dans leur initiative individuelle et collective. Les participants font part d'un besoin de dynamique collective stimulante, insuffisante aujourd'hui à leurs yeux, pour les inciter à agir : facilitation des solutions collectives locales (34 %), campagnes d'information ou d'utilité publique (21 %), informations sur les solutions existantes (21%). Il s'agit donc de reconnaître une compétence à agir des citoyens, à organiser et expérimenter (20%).

## Résultats complets et analyse détaillée

L'analyse de cette séquence est basée sur **1115 enregistrements** dans 14 régions.

### 2.1. Sur quels postes de consommations d'énergie avez-vous le sentiment de pouvoir agir ? (3 réponses au plus)

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) Les déplacements.  | 497 | 44,57 % |
| 2) Le chauffage - la climatisation à la maison.   | 326 | 29,24 % |
| 3) Le chauffage - la climatisation au travail ou dans mes lieux d'activité.   | 130 | 11,66 % |
| 4) Les actions courantes dans la maison : mode de cuisson, lumière, eau chaude.   | 368 | 33,00 % |
| 5) Les investissements sur l'isolation thermique de mon logement.   | 359 | 32,20 % |
| 6) L'achat d'équipements pour une plus grande efficacité énergétique ; appareils plus performants.  | 365 | 32,74 % |
| 7) La consommation courante, en choisissant des produits et des services qui demandent peu d'énergie (alimentation, pratique sportive, culture, loisirs, etc.). | 393 | 35,25 % |
| 8) Je ne souhaite pas repenser ma consommation d'énergie.   | 10  | 0,90 %  |
| 9) J'ai déjà réduit au maximum ma consommation d'énergie et ne peux pas aller plus loin.  | 128 | 11,48 % |
| 10) Je peux faire plus attention à mes comportements : petits gestes, régler la température, éteindre lampes et appareils électriques...                        | 403 | 36,14 % |
| 11) Je n'ai jamais réfléchi à la question jusqu'à maintenant.   | 3   | 0,27 %  |
| 12) Je ne sais pas.   | 6   | 0,54 %  |

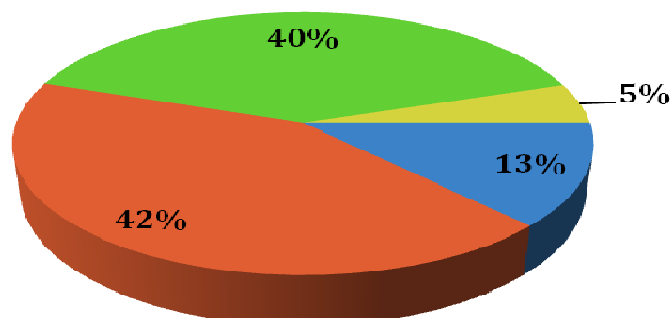


### Enseignements

- Interrogés sur les postes de consommation d'énergie sur lesquels ils pensent pouvoir agir, près d'un tiers des participants estime pouvoir réduire leur consommation sur tous les postes (chauffage, actions courantes dans la maison, équipement, choix de produits et services moins énergivores), avec **un pic pour les déplacements**, qui est le champ où la marge d'action semble la plus forte (45 %).
- A contrario, ils sont peu nombreux à estimer pouvoir agir sur le lieu de travail ou d'activité (sur le chauffage et la climatisation) : 12 %.
- Un tiers des participants se dit prêt à **investir** dans des équipements plus efficaces (33 %) ou dans l'isolation thermique de leur habitation (32 %).
- Plus d'un tiers également se déclare prêt à adopter des **comportements plus sobres** (36 %).
- A l'inverse, seule une faible minorité ne pense pas pouvoir agir sur sa consommation d'énergie. Pour l'essentiel, ces participants déclarent avoir déjà réduit leur consommation autant que possible (11 %).
- **Moins de 1% des participants affirme ne pas souhaiter repenser leur consommation d'énergie.**

## 2.2. Vous-même, vous considérez-vous en précarité énergétique ?

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| 1) Oui.                                | 141 | 12,65 % |
| 2) Pas encore, mais j'ai des craintes. | 475 | 42,60 % |
| 3) Pas du tout.                        | 443 | 39,73 % |
| Sans réponse.                          | 56  | 5,02 %  |

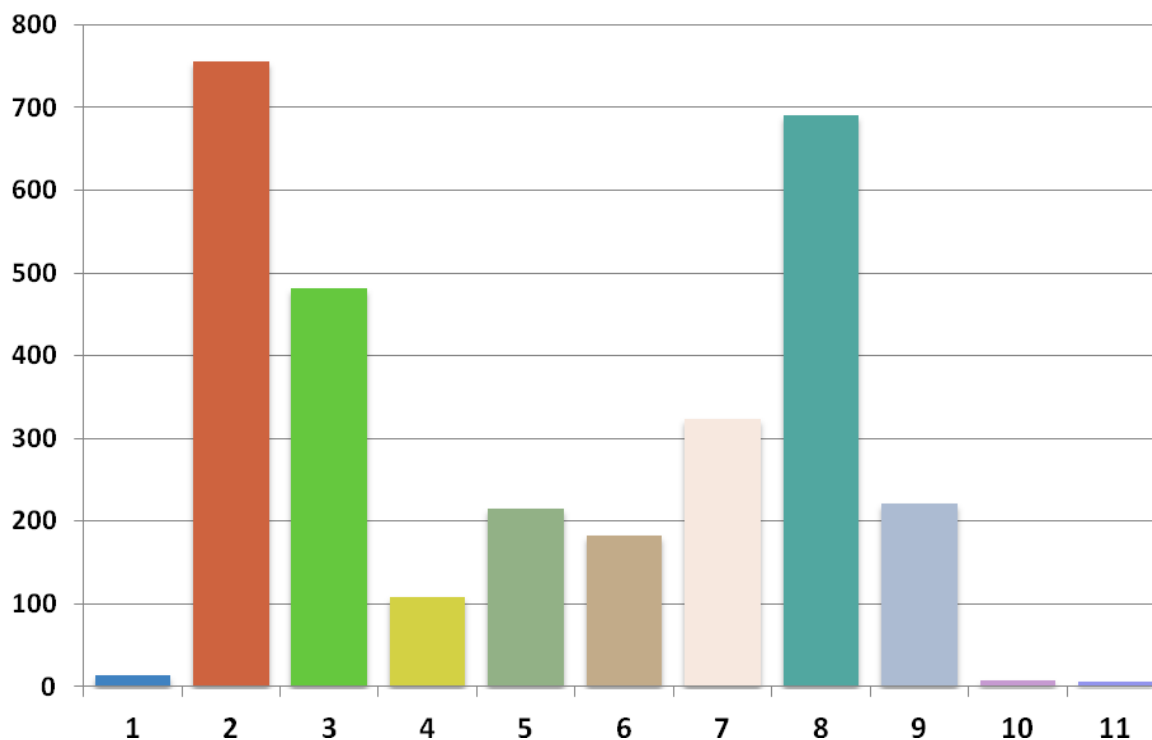


### Enseignements

- Une majorité se sent concernée par la précarité énergétique. Si 13 % des participants se déclarent aujourd'hui en situation de précarité énergétique, **42 % craignent de basculer dans cette situation.**

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| 1) Aucun soutien n'est utile, la transition se fera sans intervention.   | 13  | 1,71 %  |
| 2) La mise à disposition de solutions technologiques innovantes pour une plus grande efficacité énergétique (bâtiments et équipements, les modes de transports alternatifs à la voiture, des véhicules moins consommateurs de pétrole, etc.) | 755 | 67,71 % |
| 3) Davantage d'accompagnement des particuliers : informations neutres et objectives, conseils personnalisés, plan de déplacements, etc.  | 482 | 43,23 % |
| 4) Une augmentation du prix de l'énergie incitant à une réelle modération de la consommation d'énergie.  | 109 | 9,78 %  |
| 5) Davantage de contraintes réglementaires : obligation d'isoler sa maison, stationnement quasiment impossible, normes à respecter, règles d'urbanisme, bonus / malus etc.   | 215 | 19,28 % |
| 6) Assouplir la réglementation et les normes pour stimuler les initiatives individuelles.  | 182 | 16,32 % |
| 7) Des actions de valorisation et de soutien d'initiatives citoyennes individuelles, collectives ou associatives.  | 324 | 29,06 % |
| 8) Un soutien financier pour des travaux ou des achats d'équipement favorisant l'efficacité énergétique : Eco-Prêt, subvention, déduction fiscale, ...   | 691 | 61,97 % |
| 9) La possibilité d'expérimenter : nouveaux modes de transports, compteurs intelligents ...  | 221 | 19,82 % |
| 10) Aucun, je ne suis pas favorable à la réduction de la demande.  | 7   | 0,63 %  |
| 11) Je ne sais pas.  | 6   | 0,54 %  |

### 2.3. Quels sont les leviers les plus efficaces pour que les citoyens puissent réduire fortement leur demande d'énergie ? (3 réponses au plus)



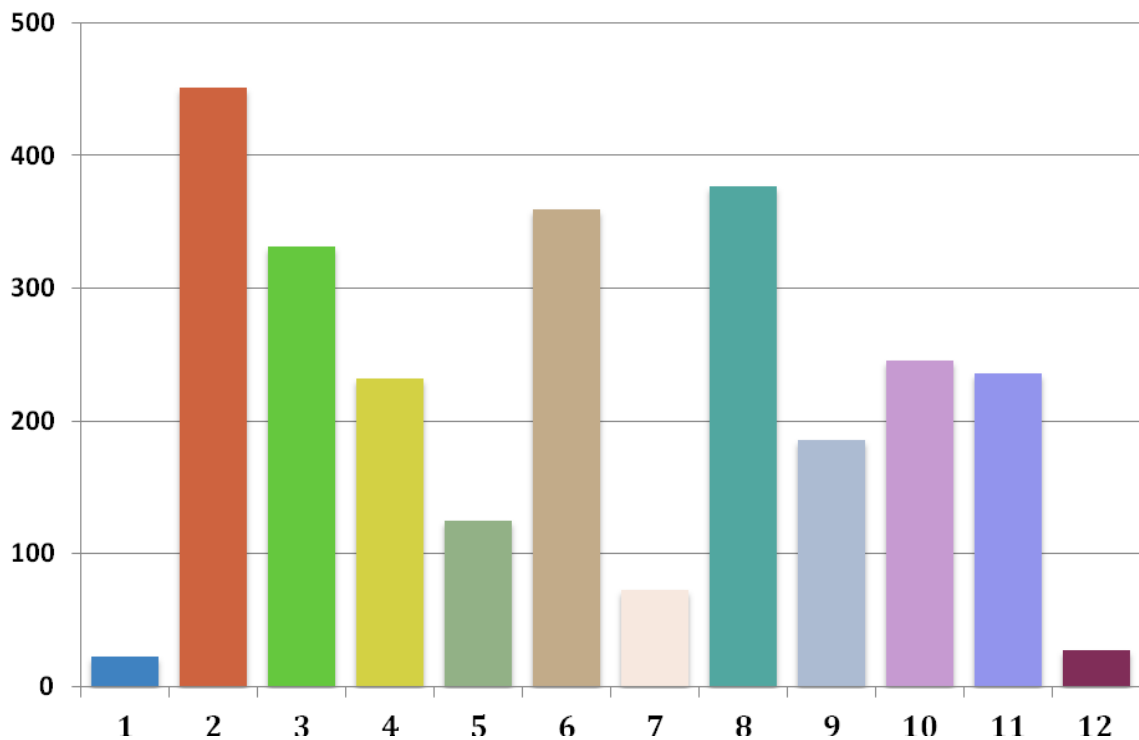
#### Enseignements

- Les participants expriment **une attente forte de soutiens pour les aider à réduire leur consommation d'énergie** (moins de 2 % estiment qu'aucun soutien n'est utile).
- La diffusion de **solutions technologiques innovantes** est considérée comme le premier levier permettant aux citoyens d'agir sur leur consommation d'énergie (68 %).
- Une place très importante est également accordée aux différentes formes de soutien public à l'action des citoyens-consommateurs. Il s'agit en premier lieu **des aides financières** (63 %), ensuite du **développement des outils d'information et d'accompagnement** adaptés (43 %).
- Les participants soutiennent également une **valorisation des initiatives citoyennes individuelles et collectives** (29 %), et une facilitation de celles-ci à travers un assouplissement de la réglementation (16 %), ainsi que l'expérimentation de solutions innovantes (20 %).
- Une augmentation de la contrainte (par une hausse des prix ou par un renforcement de la réglementation) apparaît comme un levier moins souhaitable pour les participants.



**2.4. Quels sont les freins que vous rencontrez aujourd'hui pour revoir vos consommations d'énergie au quotidien ? (3 réponses au plus)**

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| 1) Aucun, je ne suis pas disposé-e à réduire ma consommation énergétique.  | 22  | 1,97 %  |
| 2) Je n'ai pas suffisamment d'argent pour m'équiper de manière à accroître l'efficacité énergétique de mon logement ou de mon véhicule.                                    | 451 | 40,45 % |
| 3) Je n'ai pas d'alternative satisfaisante pour changer ma manière de consommer de l'énergie : manque de transports en commun, pas de logement à faible consommation, etc. | 331 | 29,69 % |
| 4) Je n'ai pas suffisamment d'information sur les solutions existantes.  | 232 | 20,81 % |
| 5) Je n'ai aucune idée de ma consommation d'énergie et de combien cela me coûte si je compte tout : voiture, logement, consommation courante.                              | 125 | 11,21 % |
| 6) Je n'ai aucune garantie qu'un investissement sur un équipement plus performant soit rentable et réduise ma facture.   | 359 | 32,20 % |
| 7) Je ne suis pas motivé-e, car je doute que mes efforts soient récompensés par une facture plus faible.   | 73  | 6,55 %  |
| 8) J'ai le sentiment que des solutions collectives existent (copropriété, coopérative de voisins ...) mais qu'elles sont difficiles à mettre en œuvre.                     | 377 | 33,81 % |
| 9) On parle de nouvelles énergies dont je méconnais les performances et le prix.   | 186 | 16,68 % |
| 10) Je n'ai pas confiance dans les offres existantes, ni dans les informations proposées par les professionnels sur la performance des équipements.                        | 245 | 21,97 % |
| 11) Je ne me sens pas soutenu-e par une dynamique positive sur les questions d'énergie dans la société : campagne d'information ou d'utilité publique.                     | 236 | 21,17 % |
| 12) Je ne sais pas.  | 27  | 2,42 %  |

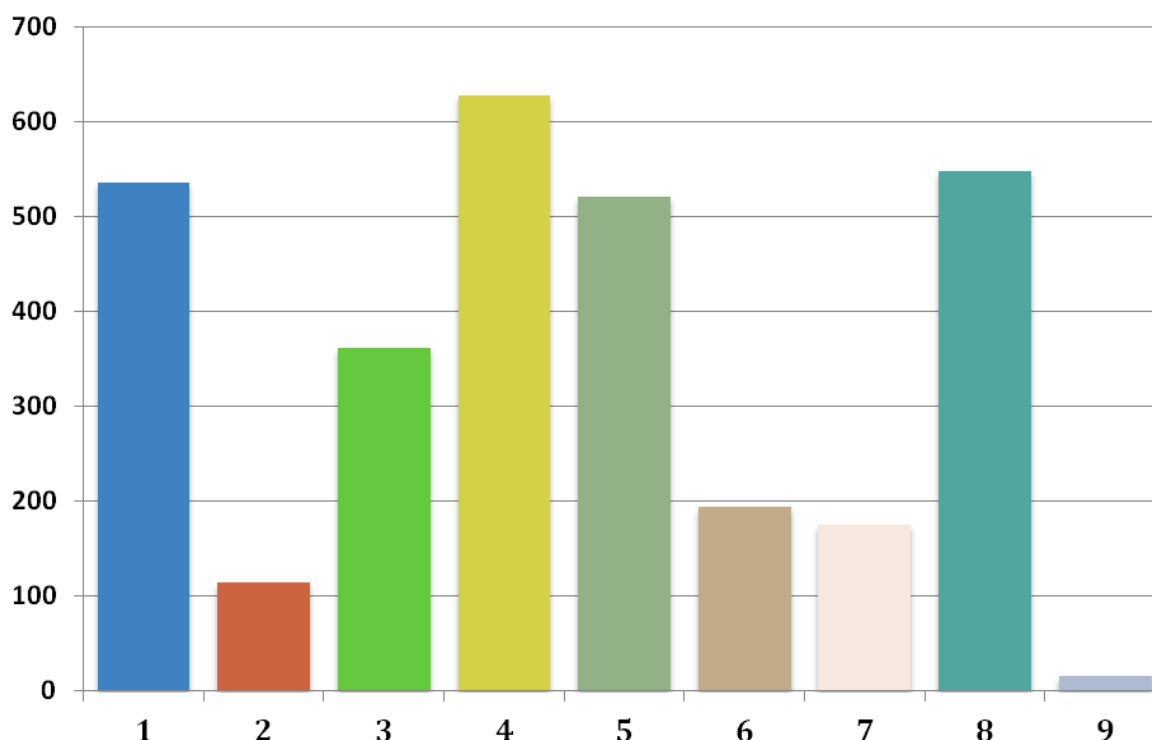


### Enseignements

- **Les freins financiers** arrivent en tête des freins ressentis par les participants pour revoir leurs consommations d'énergie au quotidien. Ils pointent les limites de leur capacité d'investissement (40 %), et leur **manque de confiance dans le retour sur investissement** (32 %).
- Les participants pointent ensuite leur **manque d'accès à des alternatives** adaptées en termes de transport et de logement notamment (30 %).
- Ils expriment par ailleurs des doutes sur le niveau de performance des équipements qui peuvent leur être proposés (22 %).
- Les participants font part d'un **besoin de dynamique collective stimulante**, insuffisante aujourd'hui à leurs yeux, pour les inciter à agir : facilitation des solutions collectives locales (34 %), campagnes d'information ou d'utilité publique (21 %), informations sur les solutions existantes (21%).

**2.5. Si la réduction de la demande doit avoir lieu, qui doit y contribuer en priorité ? (3 réponses au plus)**

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) Les entreprises, en renforçant l'efficacité énergétique de leur patrimoine et la sobriété de leurs activités (isolation, éclairage, déplacements, procédés de production, matières premières, recyclage etc.).                                   | 536 | 48,07 % |
| 2) Le monde agricole en renforçant l'efficacité énergétique de son patrimoine et la sobriété de ses activités (isolation, éclairage, déplacements, procédés de production, matières premières, recyclage etc.).                                     | 114 | 10,22 % |
| 3) Les ménages par une baisse de leur consommation d'énergie et une évolution de leur équipement.   | 361 | 32,38 % |
| 4) L'État, en étant exemplaire sur son patrimoine (bâtiments publics, monuments historiques), gestion des déplacements.   | 627 | 56,23 % |
| 5) Les collectivités, en agissant sur l'aménagement du territoire, celui des villes et des quartiers (réduction des distances, type de construction, densité, ...)  | 521 | 46,73 % |
| 6) Les fournisseurs d'énergie (électricité, pétrole, ...) qui doivent assurer un service à leur client pour qu'ils baissent leur consommation.  | 193 | 17,31 % |
| 7) Les producteurs d'énergie en optimisant les procédés d'acheminement et de distribution de l'énergie pour en réduire les pertes.  | 174 | 15,61 % |
| 8) Les fabricants de voitures, l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire, la distribution, le secteur de la construction et de la rénovation des bâtiments, etc. qui doivent adapter leur offre pour utiliser l'énergie de manière plus efficace. | 548 | 49,15 % |
| 9) Je ne sais pas.  | 15  | 1,35 %  |

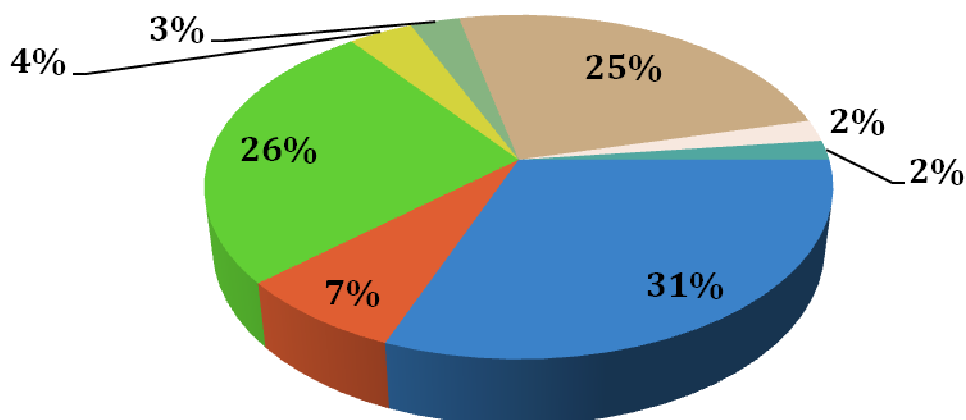


### Enseignements

- De manière globale, la **contribution de l'ensemble des acteurs sociétaux** est jugée essentielle pour l'effort de réduction de la demande énergétique.
- Les participants considèrent que **l'Etat occupe un rôle prioritaire** (56 %) en étant exemplaire sur son patrimoine et la gestion des déplacements. De même, la contribution des collectivités, à travers **l'aménagement du territoire et des villes**, est identifiée comme une priorité par près de la moitié des participants (48 %).
- L'implication des **acteurs industriels** vient pratiquement au même niveau de priorité, à la fois pour développer une **offre de produits plus économes en énergie** (49 %) et en **réduisant leur propre consommation d'énergie** (48 %). En revanche, à peine un sixième des participants met en avant la contribution des producteurs et fournisseurs d'énergie.
- Seul un tiers des participants accorde la priorité à l'action directe des ménages pour réduire leur propre consommation (32 %).

## 2.6. Aller vers une forte réduction des consommations d'énergie en France, c'est d'abord ...

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| 1) Une chance pour la société française parce que cette réduction va demander de nouveaux équipements et de nouvelles activités qui vont soutenir l'économie.    | 336 | 30,97 % |
| 2) Une contrainte pour les ménages et les entreprises, qui font déjà beaucoup pour réduire leur consommation.  | 82  | 7,56 %  |
| 3) Une chance pour les ménages et les entreprises qui vont pouvoir maîtriser leur facture énergétique tout en vivant ou fonctionnant comme maintenant, en mieux. | 283 | 26,08 % |
| 4) Une mise en cause trop importante du libre choix de nos modes vie et de notre consommation.   | 42  | 3,87 %  |
| 5) Un fort ralentissement d'un des moteurs de la croissance et la compétitivité de l'économie français.  | 32  | 2,95 %  |
| 6) Un moyen de réduire l'impact sur l'environnement.   | 268 | 24,70 % |
| 7) Je ne sais pas.   | 22  | 2,03 %  |
| Sans réponse   | 20  | 1,84 %  |



### Enseignements

- Les participants voient très majoritairement dans **la forte réduction des consommations d'énergie une chance économique pour la France**, tant du point de vue de son économie globale (31 %) que des entreprises et des ménages (26 %). A contrario, seuls 8 % y voient avant tout une contrainte sur les ménages et les entreprises, et près de 3 % une menace pour la compétitivité.
- Un quart des participants souligne le lien entre cette réduction des consommations d'énergie et la réduction des impacts sur l'environnement (25 %).
- **Seuls 4 % des participants mettent en avant les atteintes à la liberté individuelle que pourrait induire une telle réduction des consommations.**

## 2.4 - Choix stratégiques : quels risques, bénéfiques et moyens de la transition énergétique ?

La transition énergétique renvoie, pour les citoyens, à des choix stratégiques qui engagent le futur de la société française, et dont les conséquences peuvent et doivent être discutées. Les risques associés à l'inaction, les effets à attendre de la transition énergétique, et les décisions prioritaires à mettre en œuvre à l'issue du débat, sont investis comme des objets de débats et de décision politique, et ne relèvent pas d'une fatalité sur laquelle la société française n'aurait aucune prise. Moins de 4% des participants estime que « la transition se fera de toute façon, les décisions se prennent ailleurs ». De même ils sont moins de 2% à ne pas souhaiter une loi sur la transition énergétique.

Les risques associés à l'inaction renvoient à l'accroissement des inégalités d'une part, et de la dépendance d'autre part. Inégalité générationnelle tout d'abord, qui constitue un risque pour 48% des participants, en reportant sur les générations futures les conséquences de l'inaction. Inégalités sociales ensuite, à travers le renchérissement des énergies et l'augmentation de la précarité énergétique (42%). La dépendance aux énergies fossiles et aux importations est également identifiée comme un champ de risques forts à ne pas engager la transition (44%).

En miroir, les effets attendus de la transition énergétique en 2050, qui sont majoritairement positifs, renvoient aux notions d'autonomie et de maîtrise énergétiques. Autonomie à l'échelle macroéconomique à travers le rééquilibrage de la balance commerciale (30%), et à l'échelle des territoires à travers une production et une consommation locales de l'énergie, autour des bassins de vie (35%). La création de nouveaux emplois et filières à travers la transition énergétique participe également d'une reprise en main, par la France, de son avenir énergétique. Sur un plan microsocial, c'est la maîtrise par chaque ménage de sa facture énergétique, aussi bien de son montant que des services qu'elle recouvre, qui constitue l'horizon d'attentes le plus important (20%).

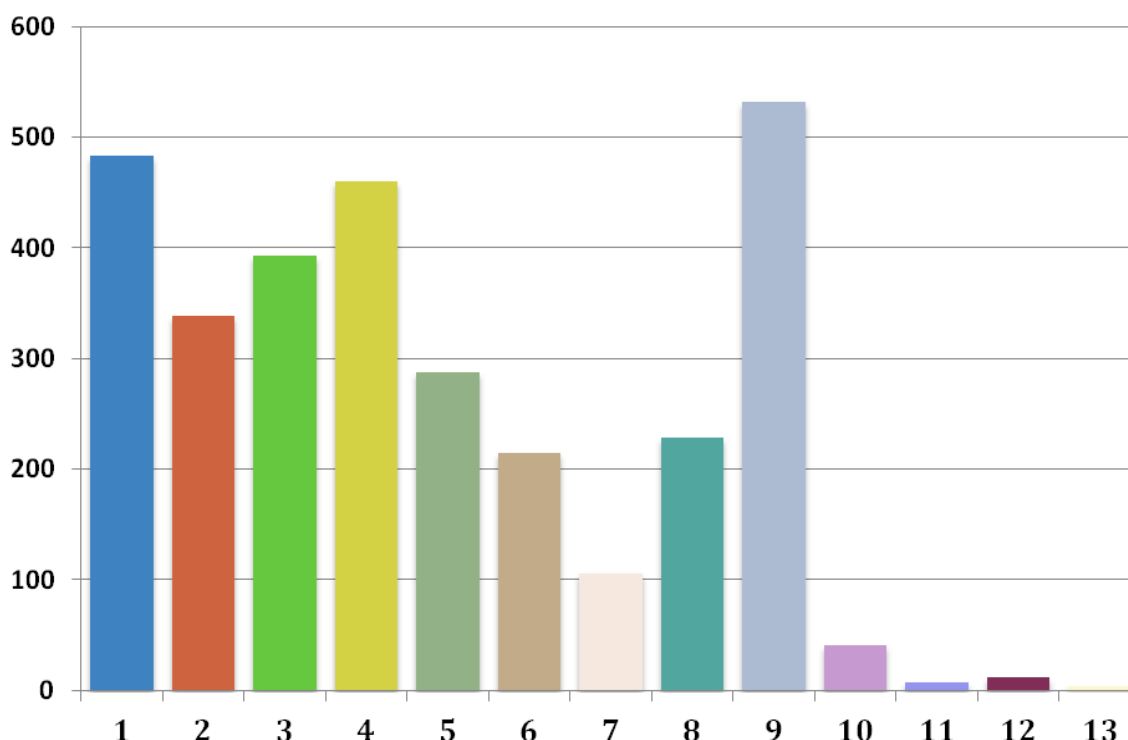
Les décisions à mettre en œuvre prioritairement à l'issue du débat national relèvent d'abord de l'investissement. Dans les énergies renouvelables et les nouvelles filières pour 46% des participants, et dans la recherche développement à l'échelle nationale et européenne pour 49%. Là encore, c'est la dimension nécessairement proactive de la nouvelle stratégie énergétique française, qui est mise en avant par les citoyens. La mise en œuvre d'une fiscalité écologique incitative, vraisemblablement davantage sous la forme de mécanismes de soutien que sous celle de prélèvements, est également une attente forte (39%).

## Résultats complets et analyse détaillée

L'analyse de cette séquence est basée sur **1107 enregistrements** dans 14 régions.

### 3.1. Quelles seraient pour vous les principales conséquences pour la France de ne pas changer sa stratégie énergétique ? (3 réponses au plus)

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) Une dépendance trop forte de la France vis-à-vis des pays fournisseurs d'énergie fossile, notamment au pétrole   | 483 | 43,63 % |
| 2) Une augmentation accrue des importations, et donc un déséquilibre plus grand de la balance commerciale, entraînant une perte de compétitivité des entreprises françaises.    | 338 | 30,53 % |
| 3) Le prolongement d'un niveau élevé d'émission de gaz à effets de serre, aggravant le changement climatique  | 393 | 35,50 % |
| 4) Une augmentation durable et accentuée du coût de l'énergie, augmentant la précarité énergétique d'une partie de plus en plus importante de la population et des territoires. | 460 | 41,55 % |
| 5) Des risques sanitaires, liés à l'augmentation de la pollution.   | 288 | 26,02 % |
| 6) Des risques d'un accident technologique (centrales nucléaires, installation pétrolière ...).   | 214 | 19,33 % |
| 7) Un approvisionnement énergétique aléatoire, risquant de perturber l'économie française.  | 106 | 9,58 %  |
| 8) Un manque d'adaptabilité de la France en cas de crise dans un pays dont la France importe de l'énergie : conflit géopolitique, catastrophe naturelle.                        | 229 | 20,69 % |
| 9) Un risque de faire porter aux générations futures la nécessité d'agir dans l'urgence.  | 532 | 48,06 % |
| 10) Aucune, la transition énergétique se fera de toute façon, les décisions se prennent ailleurs  | 41  | 3,70 %  |
| 11) Aucune, la transition énergétique n'aura qu'un impact mineur sur le pays  | 7   | 0,63 %  |
| 12) Aucune, car le modèle énergétique actuel est bénéfique.   | 12  | 1,08 %  |
| 13) Je ne sais pas.   | 4   | 0,36 %  |



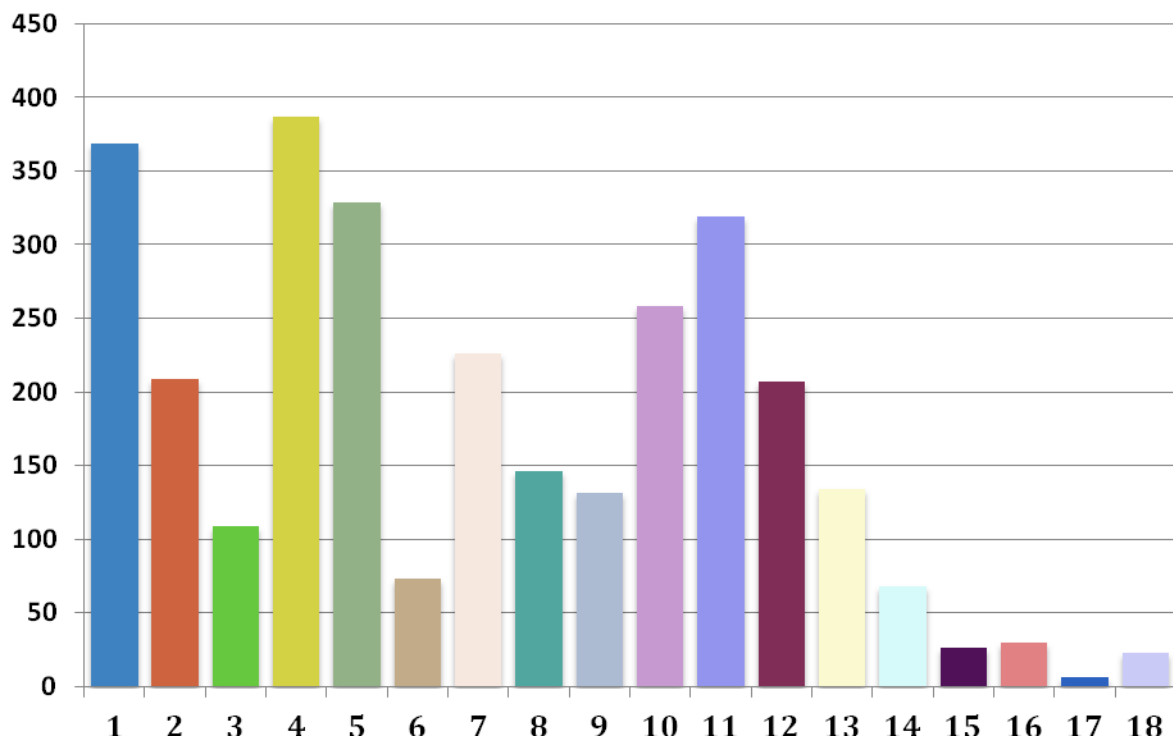
### Enseignements

- De manière générale, les participants considèrent que la non-transition présente des risques importants pour la société française.
- Dans une perspective intergénérationnelle, près de la moitié (48 %) des participants estime que le fait de ne pas agir renforcerait la nécessité des générations futures à agir dans l'urgence.
- Les risques économiques et sociaux liés à une détérioration de la sécurité énergétique ressortent fortement, à la fois en termes de dépendance accrue vis-à-vis des pays pétroliers (44 %), et de détérioration de la balance commerciale et de la compétitivité (30 %), voire de perturbation de l'économie par un approvisionnement énergétique aléatoire (10 %) ou des crises dans les pays fournisseurs (21 %).
- L'impact économique résultant d'une hausse durable et marquée du coût de l'énergie entraînant une forte hausse de la précarité énergétique est considéré comme un facteur de risque majeur par 42 % des participants.
- Les risques environnementaux et sanitaires sont également mis en avant, à travers les conséquences aggravées sur le changement climatique (35 %), ainsi qu'en termes d'augmentation des pollutions et des risques sanitaires associés (26 %) et du risque d'accident technologique (19 %).
- A l'inverse, seule une très faible minorité estime que le fait de ne pas changer de stratégie énergétique aurait des effets négligeables (moins de 1 %) ou que le modèle énergétique actuel est bénéfique (1 %).



**3.2. Projétons-nous en 2050. La transition énergétique a été réalisée. A quel effet seriez-vous le-la plus attentif-ve ? (3 réponses au plus)**

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) La création de nouvelles filières économiques liées aux énergies renouvelables a permis de créer des milliers de nouveaux emplois.   | 369 | 33,33 % |
| 2) La France a atteint ses objectifs en matière de réduction de gaz à effets de serre (Division par 4 des émissions en 2050)  | 209 | 18,88 % |
| 3) L'exploitation de certaines formes nouvelles d'énergies (éolien, photovoltaïque) a défiguré les paysages dans beaucoup de régions.   | 109 | 9,85 %  |
| 4) La majorité de l'énergie est produite et consommée localement, à l'échelle des bassins de vie  | 387 | 34,96 % |
| 5) La France est autonome sur le plan énergétique, du coup la balance commerciale s'est rééquilibrée  | 329 | 29,72 % |
| 6) Des emplois ont été perdus dans le secteur traditionnel de l'énergie sans être compensés par la création de nouveaux emplois dans les énergies renouvelables.  | 73  | 6,59 %  |
| 7) Chaque ménage maîtrise sa facture d'énergie : prix, quantité, choix du type d'énergie.   | 226 | 20,42 % |
| 8) La France est devenue une référence mondiale pour son savoir-faire en énergies renouvelables   | 146 | 13,19 % |
| 9) La France est leader dans le nucléaire nouvelle génération et exporte son savoir-faire du démantèlement des centrales.   | 131 | 11,83 % |
| 10) La France a relancé son industrie grâce aux énergies renouvelables et aux technologies de l'efficacité énergétique (domotique, réseaux intelligents, isolation, etc...).  | 258 | 23,31 % |
| 11) La France a développé les filières professionnelles de l'efficacité énergétique par exemple autour des nouveaux matériaux d'isolation et construction avec de nombreux nouveaux métiers associés dans l'artisanat, la recherche et le développement, l'ingénierie intelligente, l'industrie ... | 319 | 28,82 % |
| 12) Le parc immobilier français s'est amélioré en termes d'efficacité énergétique et thermique et donc de confort. Les « passoires thermiques » n'existent plus.  | 207 | 18,70 % |
| 13) L'énergie n'est plus un poste de dépense rendant vulnérables les ménages aux budgets les plus contraints  | 134 | 12,10 % |
| 14) La transition énergétique a obligé à faire des choix d'énergies qui se sont révélés dangereux pour la santé   | 68  | 6,14 %  |
| 15) La transition énergétique a fait le pari de diversifier les sources d'énergie : c'est devenu compliqué de s'y retrouver   | 26  | 2,35 %  |
| 16) On vit souvent des ruptures d'approvisionnement d'énergies (électricité, carburants, ...)   | 30  | 2,71 %  |
| 17) La transition énergétique n'engendrera aucun de ces effets.   | 6   | 0,54 %  |
| 18) Je ne sais pas.   | 23  | 2,08 %  |

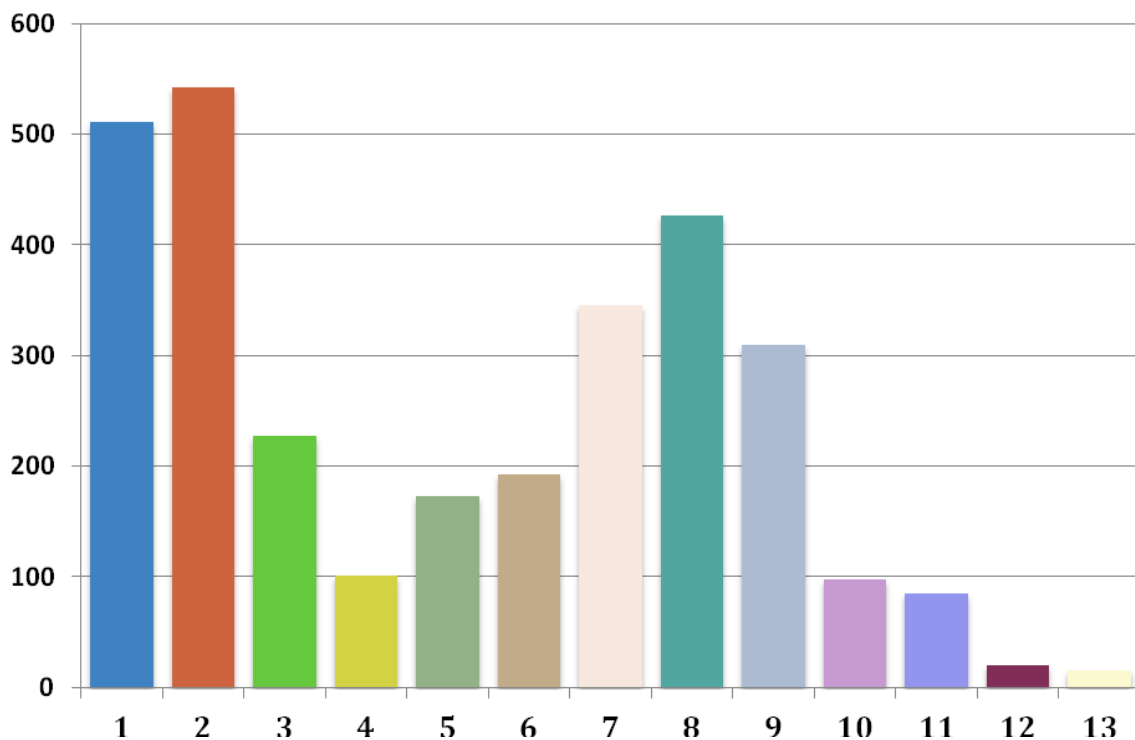


### Enseignements

- Les effets attendus d'une transition énergétique réalisée en 2050 sont très majoritairement positifs (tous les effets positifs sont cités par plus de 10 % des participants, contre moins de 10 % sur tous les effets négatifs).
- Les participants se montrent particulièrement attentifs à l'émergence d'un système énergétique majoritairement décentralisé à l'échelle des bassins de vie (35 %).
- Les effets économiques liés à la création d'emplois dans les filières émergentes des énergies renouvelables (33 %) et dans l'efficacité énergétique (29 %) sont soulignés, ainsi que leurs effets sur la relance de l'industrie (23 %). De plus, les participants estiment que la transition énergétique pourrait amener la France à devenir une référence mondiale dans les énergies renouvelables (13 %) et dans le nucléaire (12 %).
- Un autre effet attendu par près d'un tiers des participants est l'autonomie énergétique (30 %).
- A l'inverse, les effets négatifs possibles sont moins présents : par exemple, 6 % des participants mettent en avant le risque de pertes nettes d'emplois dans le secteur traditionnel de l'énergie.

**3.3. Parmi les grandes décisions, issues du débat national, quelles seraient selon vous les plus importantes à mettre en œuvre rapidement ? (3 réponses au plus)**

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| 1) Réorienter les investissements vers les énergies renouvelables et le développement de filières économiques.   | 511 | 46,16 % |
| 2) Lancer un vaste programme de recherche et développement au niveau national et européen.   | 543 | 49,05 % |
| 3) Garantir une maîtrise publique de l'énergie, quelle qu'en soit l'échelle  | 227 | 20,51 % |
| 4) Prolonger la durée de vie du parc nucléaire.  | 101 | 9,12 %  |
| 5) Généraliser l'usage de solutions technologiques d'efficacité énergétique : offres nouvelles, compteurs électriques intelligents, etc.   | 173 | 15,63 % |
| 6) Garantir que les mesures prises soient compatibles avec les engagements dit « facteur 4 » (division par 4 de nos émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050).   | 192 | 17,34 % |
| 7) Accompagner la baisse de consommation d'énergie : information, conseils, accompagnement   | 346 | 31,26 % |
| 8) Introduire une fiscalité écologique et incitative : Prêt à Taux Zéro, subvention, déduction fiscale, certificats énergie, système de bonus/malus...   | 427 | 38,57 % |
| 9) Accompagner les évolutions des parcours professionnels (nouvelles qualifications, passage d'une filière à l'autre, ...), créer de nouvelles formations (du CAP à l'université) pour répondre aux enjeux de la transition. | 310 | 28,00 % |
| 10) Adopter une réglementation plus contraignante et qui s'applique à tous.  | 98  | 8,85 %  |
| 11) Libérer les contraintes réglementaires pour faciliter les initiatives.   | 85  | 7,68 %  |
| 12) Je ne souhaite pas qu'il y ait une loi sur la transition énergétique.  | 20  | 1,81 %  |
| 13) Je ne sais pas.  | 15  | 1,36 %  |



### Enseignements

- Les participants semblent avant tout attendre de l'issue du débat national une intervention forte des pouvoirs publics pour aller vers un nouveau modèle énergétique :
  - Lancement d'un vaste programme de recherche (49 %) ;
  - Réorientation des investissements vers les énergies renouvelables et le développement de filières économiques (46 %) ;
  - Introduction d'une fiscalité écologique et incitative (39 %).
- Pour accompagner la mise en œuvre de ce modèle, une part significative des participants attend également des pouvoirs publics qu'ils assurent une maîtrise publique de l'énergie (20 %) et des parcours de formation adaptés (28 %).
- Pour réduire la consommation d'énergie, près d'un tiers des participants est demandeur d'actions d'information, conseils et accompagnement (31 %).
- A contrario, seule une faible part des participants attend une action publique favorisant le déploiement des solutions technologiques (15 %), et peu d'entre eux demandent une action réglementaire, qu'elle soit dans le sens d'un renforcement (9 %) ou d'un allègement (8 %).
- Enfin, le prolongement de l'exploitation du parc nucléaire n'est cité que par 9 % des participants.

## 2.5 - La mise en œuvre concrète de la transition énergétique

Cette séquence, en fin de journée, démontre « l'effet d'apprentissage » des citoyens au fur et à mesure des échanges. **A la question ouverte** : « *Qu'est ce que la transition énergétique pour vous ?* », les citoyens énoncent une **vision beaucoup plus systémique** de la question autour de **trois univers de représentation** :

- **La transition énergétique comme une nécessité** (27% des réponses), vue comme urgente, indispensable, voire vitale, notamment vis-à-vis des générations futures.
- **La transition énergétique comme l'émergence d'un modèle plus durable** (11% des répondants), un levier fort de transformation de la société (termes autour du changement de modes de vie dans l'habitat, dans sa consommation, au travail), associée à des valeurs fortes (« solidarité », « équitable », « collectif », « collaboration »).
- **La transition énergétique comme sujet économique** (10% des répondants). En positif les participants évoquent une opportunité de développement économique, de croissance, de progrès technologiques. Mais, la transition énergétique interroge sur la capacité à mobiliser les moyens financiers (y compris sur le fait de qui va payer : contribuable ?). Elle est vue aussi comme un risque pour l'économie : perte d'emploi, coût trop élevé de la transition.

**La transition énergétique dans ce qu'elle évoque comme valeurs et comme possibles effets semble motiver les participants** : la très grande majorité des participants envisage un effet positif de la transition énergétique pour la société française (75 %).

Pour certains (29% des réponses à la question ouverte), la transition énergétique relèverait aussi d'une transition démocratique, où les citoyens seraient au cœur du débat, pour accompagner le changement. 20 % des participants estiment que les collectifs de citoyens devraient également jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la transition énergétique. L'offre démocratique proposée par la méthode de la Journée citoyenne, constituant une expérience inédite, a sans doute influencé les résultats sur l'attente d'une meilleure prise en compte de la capacitation citoyenne sur le sujet.

Dans cette séquence, les participants étaient appelés à se prononcer sur les conditions de réussite de la mise en œuvre de la transition énergétique : échelles, coûts et moteurs et comment ils envisageaient leur rôle. A travers les résultats, ils identifient les conditions de la réussite de la mise en œuvre et en creux interpellent la capacité de la société à engager le niveau de changement qu'exige la transition énergétique.

**Sur l'encadrement politique de la transition énergétique**, les niveaux européens (53 %) et nationaux (48 %) sont jugés comme pertinents. Néanmoins, l'échelle infranationale (échelles régionales à 29 % et bassins de vie, communes, département, à 35 %) est citée par 66 %. Les participants estiment que les citoyens jouent un rôle important dans la définition et la mise en œuvre de la politique énergétique des collectivités locales (39 %). A travers cette ventilation des réponses, les participants invoquent, peut-être, une attente d'articulation politique optimum entre les échelons de décisions.

**Sur le rôle des citoyens dans un « new deal ».** Le signal prix apparaît comme un déclencheur et les citoyens considèrent (28 %) que l'impact de l'augmentation des prix pourrait être compensé par un effort sur la réduction de la consommation globale d'énergie pour limiter la hausse des factures. Sur le terrain de la maîtrise de l'énergie, les participants se sentent potentiellement acteurs (64 %) que ce soit au travers d'investissements dans l'efficacité énergétique (logement, équipements) et le choix des fournisseurs et sources d'énergie, ou au travers de comportements plus sobres.

Néanmoins, les participants conditionnent l'acceptabilité d'une hausse de prix et leur pouvoir d'agir à des contreparties :

**En terme de résultats,** ils attendent que le nouveau modèle énergétique ait des effets positifs sur l'environnement et la santé, (49%) et des effets positifs sur l'emploi et l'économie française (39 %).

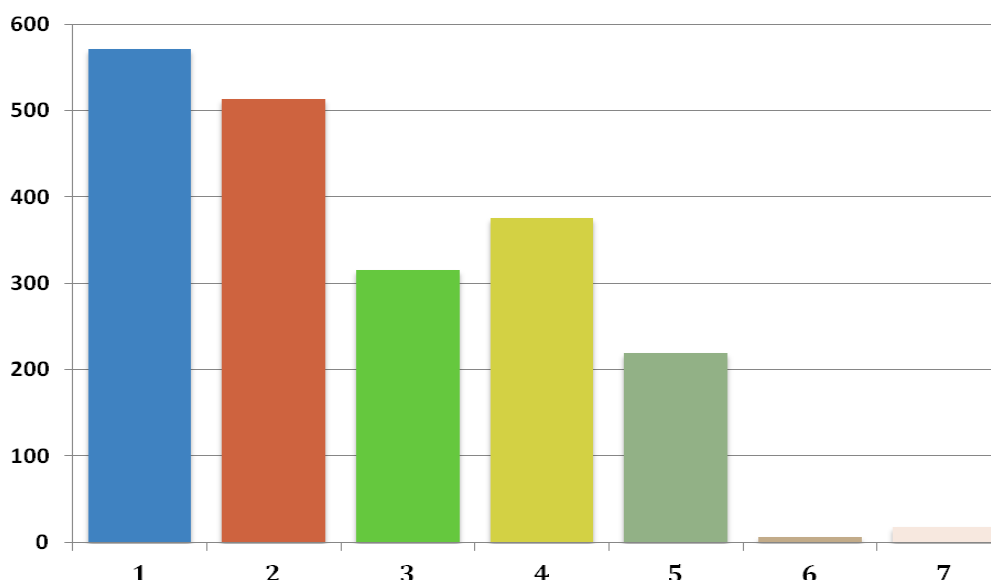
**En termes de justice sociale ou de « méritocratie »** en demandant pour 22% à ce que les comportements individuels soient pris en compte à travers un système de bonus/malus , mais qu'une forme d'équité (pour 17%) soit garantie avec le maintien de la péréquation tarifaire au niveau national, indépendamment des ressources énergétiques régionales.

## Résultats complets et analyse détaillée

L'analyse de cette séquence est basée sur **1080 enregistrements** dans 14 régions.

### 4.1. Si la transition énergétique doit être encadrée politiquement, à quel niveau pensez vous que cela doit être fait en priorité ? (2 réponses au plus)

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| 1) L'Union Européenne.   | 571 | 52,87 % |
| 2) La France.  | 513 | 47,50 % |
| 3) L'échelle des grandes régions françaises.   | 315 | 29,17 % |
| 4) Les bassins de vie, communes, communautés de communes, départements.                              | 376 | 34,81 % |
| 5) Des collectifs de citoyens (pour du covoiturage, des coopératives de production d'énergie, etc.). | 219 | 20,28 % |
| 6) Aucune.   | 6   | 0,56 %  |
| 7) Je ne sais pas.   | 17  | 1,57 %  |



### Enseignements

Les participants estiment que l'encadrement politique de la transition énergétique devrait en priorité être mis en œuvre au niveau européen (53 %) et national (48 %).

Dans une moindre mesure, les échelles régionales (29 %) et locales (bassins de vie, communes, département, 35 %) sont également citées comme pertinentes pour l'encadrement politique de la transition énergétique.

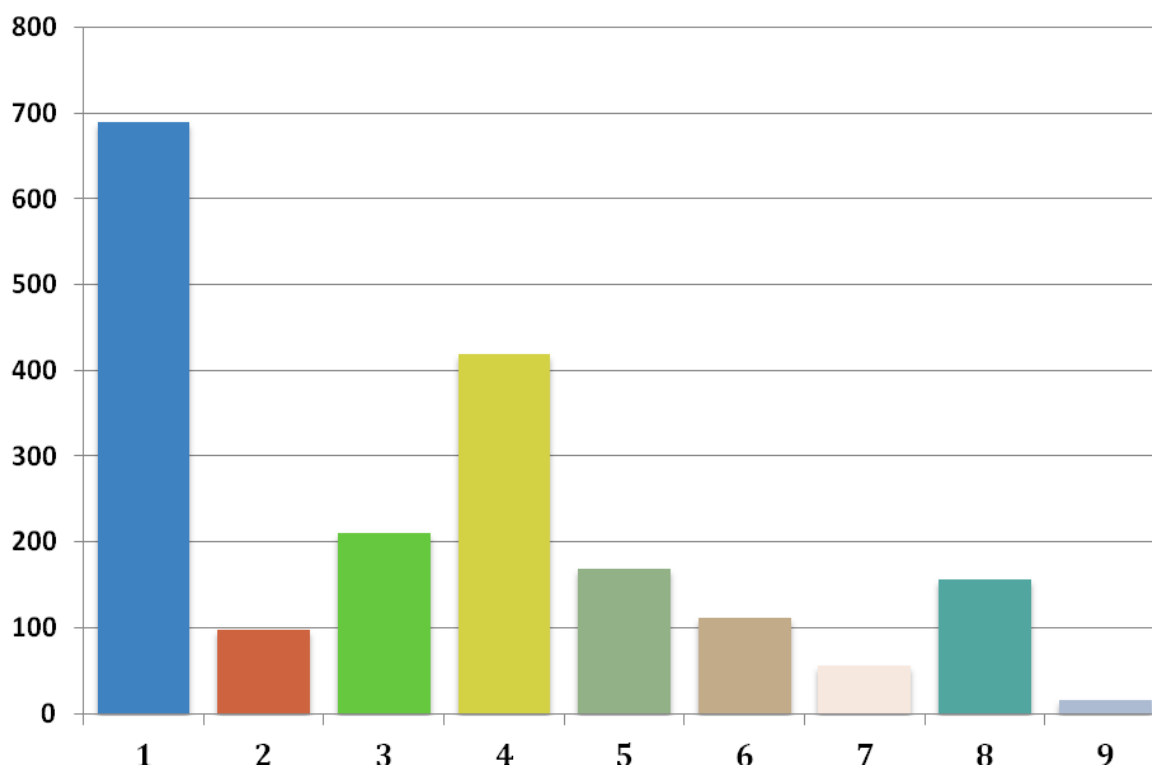
20 % des participants estiment que les collectifs de citoyens devraient également jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la transition énergétique.

Moins de 1 % des participants remet en cause l'intérêt d'un encadrement politique à l'une des échelles considérées.

**4.2. Quel rôle doit être privilégié pour les citoyens dans la mise en œuvre de la transition énergétique ? (2 réponses au plus)**

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| 1) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs via la maîtrise de leur consommation individuelle : réduction de la consommation, comportements plus sobres, investissement dans leur logement et les équipements plus performants, choix de fournisseurs d'énergie et des sources d'énergie | 690 | 63,89 % |
| 2) Par leur statut de travailleur-se, d'entrepreneur-e ou de patron-ne, ils-elles agiront dans leur univers professionnel pour assurer la mise en œuvre de la transition.  | 97  | 8,98 %  |
| 3) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant qu'investisseur et opérateur dans la production d'énergie : investissement dans des sociétés locales d'énergie, autoproduction d'énergie individuelle ou avec des collectifs.  | 211 | 19,54 % |
| 4) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant qu'habitants et contribuables dans les choix et la mise en œuvre de politiques locales d'énergie des collectivités locales : transports collectifs, urbanisme économe en énergie ...   | 419 | 38,80 % |
| 5) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant que relais de la transition énergétique auprès de leurs voisins, collègues, familles à travers des actions innovantes et locales : covoiturage, auto-partage d'équipement ...  | 169 | 15,65 % |
| 6) Les citoyen-ne-s seront très actifs-ves dans un rôle de vigilance par rapport au développement de l'exploitation de nouvelles formes d'énergie près de chez eux.  | 112 | 10,37 % |
| 7) Les salarié-e-s, entrepreneur-e-s et patron -ne-s assureront un rôle de vigilance par rapport aux conditions dans lesquelles la mutation des outils industriels et des emplois énergétiques ou en s'opposant à la fermeture d'usine de production.                                      | 56  | 5,19 %  |
| 8) Aucune : les citoyen-ne-s n'ont pas assez de pouvoir individuellement pour peser dans les décisions à prendre.  | 157 | 14,54 % |
| 9) Je ne sais pas.   | 15  | 1,39 %  |



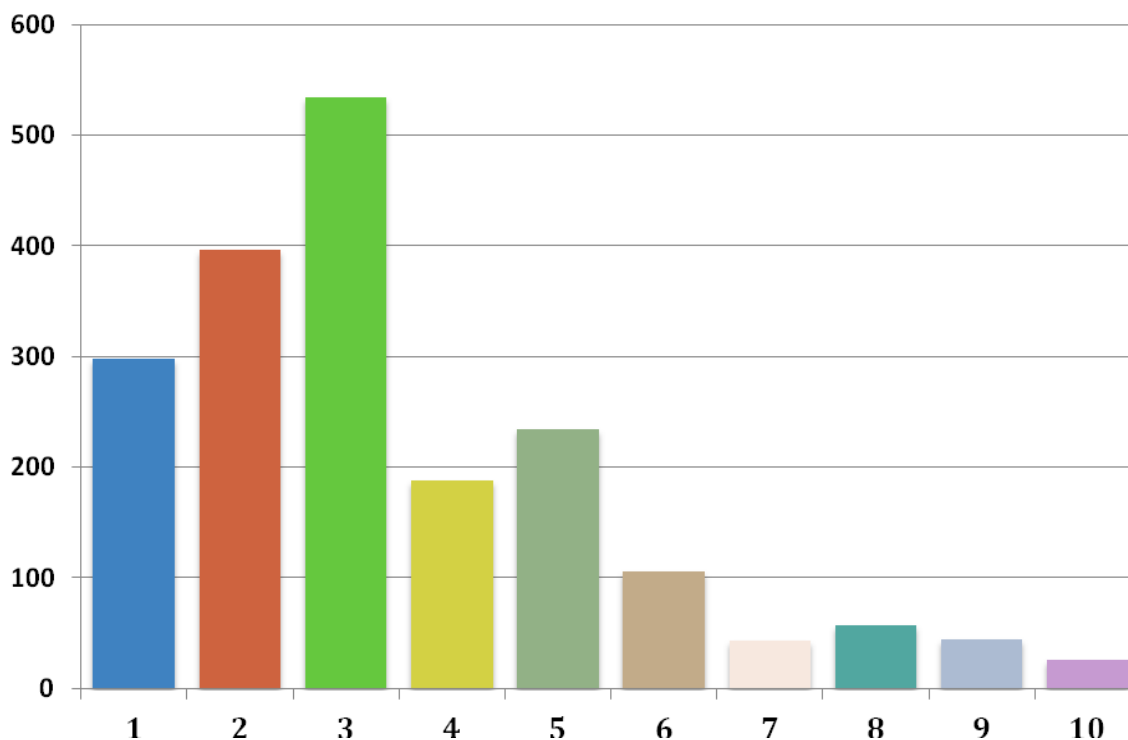


### Enseignements

- Le rôle des citoyens est avant tout perçu sous l'angle de la maîtrise des consommations individuelles (64 %), que ce soit au travers d'investissements dans l'efficacité énergétique (logement, équipements) et le choix des fournisseurs et sources d'énergie, ou à travers des comportements plus sobres.
- Les participants estiment que les citoyens jouent un rôle important dans la définition et la mise en œuvre de la politique énergétique des collectivités locales (39 %).
- Dans une moindre mesure, le rôle des citoyens en tant qu'investisseurs et opérateurs dans la production d'énergie au niveau local (20 %) et de relais de la transition énergétique auprès de leurs voisins (16 %) est également mis en avant, en lien avec leur fonction de vigilance vis-à-vis de l'exploitation de nouvelles formes d'énergie près de chez eux (10 %).
- Le rôle des citoyens en tant qu'acteurs économiques ressort moins fortement, que ce soit pour assurer la mise en œuvre de la transition énergétique dans leur milieu professionnel (9 %) ou à travers le rôle de vigilance des salariés, entrepreneurs et patrons par rapport à la mutation des outils industriels et emplois énergétiques (5 %).
- Une proportion non négligeable (15 %) des participants pense que les citoyens n'ont pas assez de pouvoir individuellement pour peser sur les décisions à prendre.

**4.3. À propos du prix de l'énergie, dont la plupart des acteurs s'accordent qu'il augmentera avec ou sans la transition, quelles seraient les bases d'un « new deal » : quelles contreparties seraient acceptables ? (2 réponses au plus)**

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) Si l'augmentation du prix de l'énergie ne se ressent pas dans ma facture parce que j'aurai réduit ma consommation globale d'énergie  | 298 | 27,59 % |
| 2) Si le nouveau modèle énergétique a des effets positifs et d'ampleur sur l'emploi et l'économie française.  | 397 | 36,76 % |
| 3) Si le nouveau modèle énergétique a des effets positifs sur l'environnement et la santé.  | 534 | 49,44 % |
| 4) Si l'évolution du prix est la même partout en France, même si les ressources en matière d'énergie (ressources naturelles, moyens de productions différents ...) des Régions sont différentes | 188 | 17,41 % |
| 5) Si l'évolution du prix tient compte des comportements avec un système de bonus/malus   | 234 | 21,67 % |
| 6) Si je peux baisser ma facture, en pouvant revendre ma production individuelle d'énergie  | 106 | 9,81 %  |
| 7) Sans aucune condition, c'est inéluctable.  | 43  | 3,98 %  |
| 8) A aucune condition, c'est aux pouvoirs publics d'absorber ce coût.   | 57  | 5,28 %  |
| 9) A aucune condition, c'est au marché d'absorber ce coût.  | 44  | 4,07 %  |
| 10) Je ne sais pas.   | 26  | 2,41 %  |

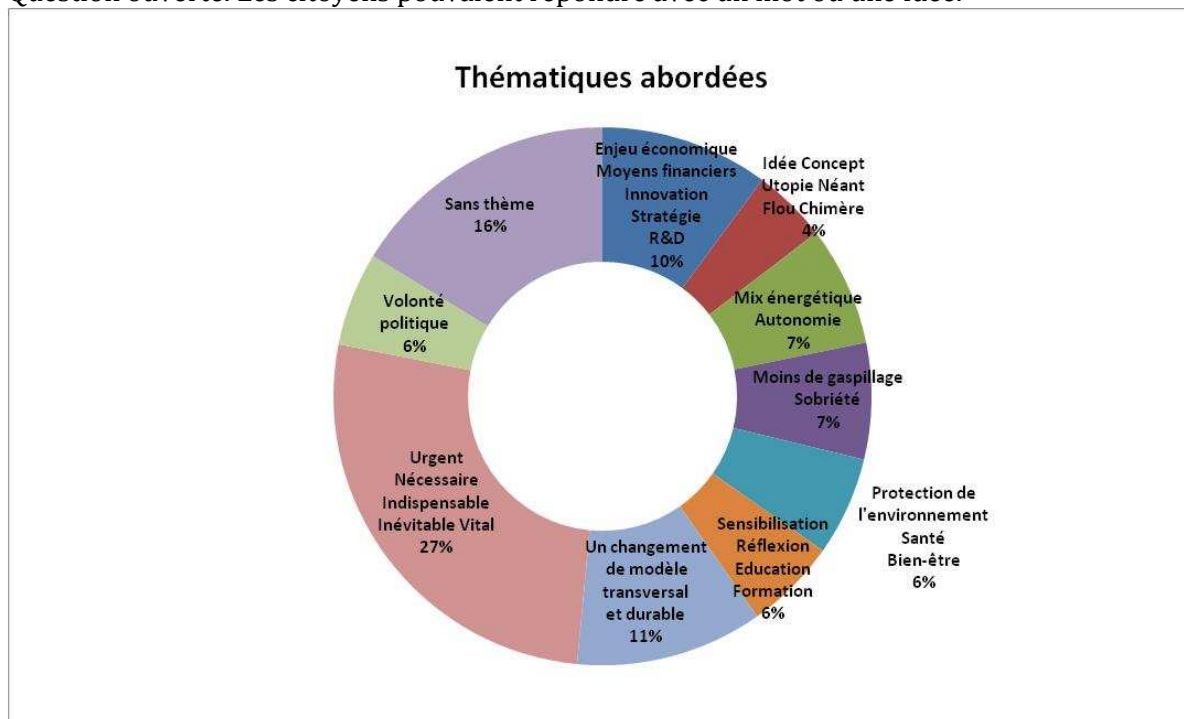


### Enseignements

- Près de la moitié des participants (49 %) considère que la hausse des prix pourrait être rendue acceptable si le nouveau modèle énergétique a des effets positifs sur l'environnement et la santé, tandis que 39 % mettent en avant les effets positifs sur l'emploi et l'économie française comme contrepartie à la hausse des prix de l'énergie.
- 28 % estiment que l'impact de l'augmentation des prix pourrait être compensé par un effort sur la réduction de la consommation globale d'énergie pour limiter la hausse des factures, tandis que 22 % considèrent que la hausse des prix serait plus acceptable si l'évolution des prix tenait compte des comportements individuels à travers un système de bonus/malus.
- L'importance du maintien de la péréquation tarifaire au niveau national, indépendamment des ressources énergétiques régionales, est mise en avant par 17 % des participants.
- Une minorité estime que l'augmentation des coûts devrait être absorbée par les pouvoirs publics (5 %) ou le marché (4 %), tandis que 4 % considèrent qu'aucune condition n'est nécessaire face au caractère inéluctable de cette évolution.

#### 4.4. Après avoir vécu cette journée, je dirais que la transition énergétique, c'est d'abord :

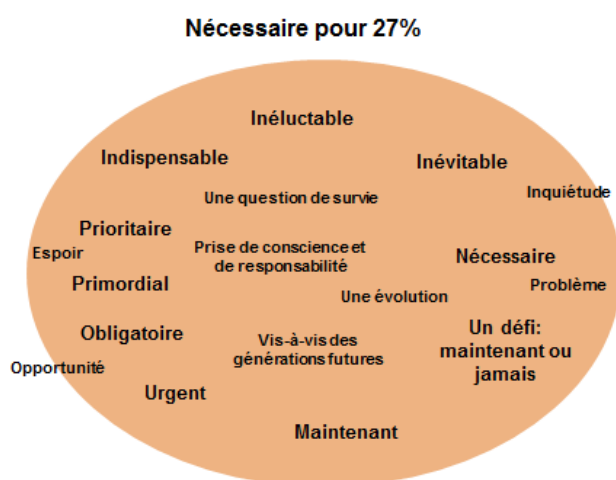
Question ouverte. Les citoyens pouvaient répondre avec un mot ou une idée.



#### Enseignements

Interrogés à la fin de la Journée citoyenne sur leur perception de la transition énergétique, les participants ont répondu par un mot ou un ensemble de mots qu'ils associaient à la transition énergétique. Les 1138 items peuvent être classés en plusieurs grandes familles, représentant des visions différentes de la transition énergétique et de ses impacts.

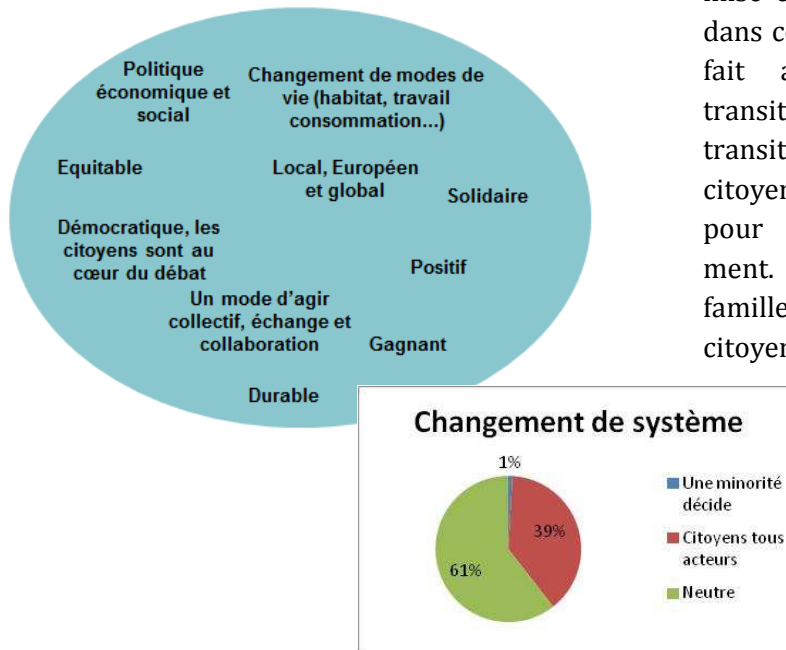
**Les trois univers de représentation les plus présents sont : la nécessité, le changement de modèle de société (plus transversal et durable), et l'enjeu économique.**



- Pour les participants (27% des réponses), **la transition énergétique renvoie avant tout à une nécessité**. Elle est vue comme urgente, indispensable, voire vitale, notamment vis-à-vis des générations futures. Cette inéluctabilité de la transition énergétique, lorsqu'elle est assortie d'une opinion est considérée, majoritairement sous un angle positif (« un défi », « un espoir », « opportunité »), parfois aussi sous un angle négatif (« inquiétude », « problème »).

- Ensuite, pour 11% des répondants, **la transition énergétique peut contribuer à l'émergence d'un modèle plus durable**. Cet ensemble de réponses renvoie à une conception très positive de la transition énergétique comme un levier fort de transformation de la société (termes autour du changement de modes de vie dans l'habitat, dans sa consommation, au travail), associée à des valeurs fortes (« solidarité », « équitable », « collectif », « collaboration »). La

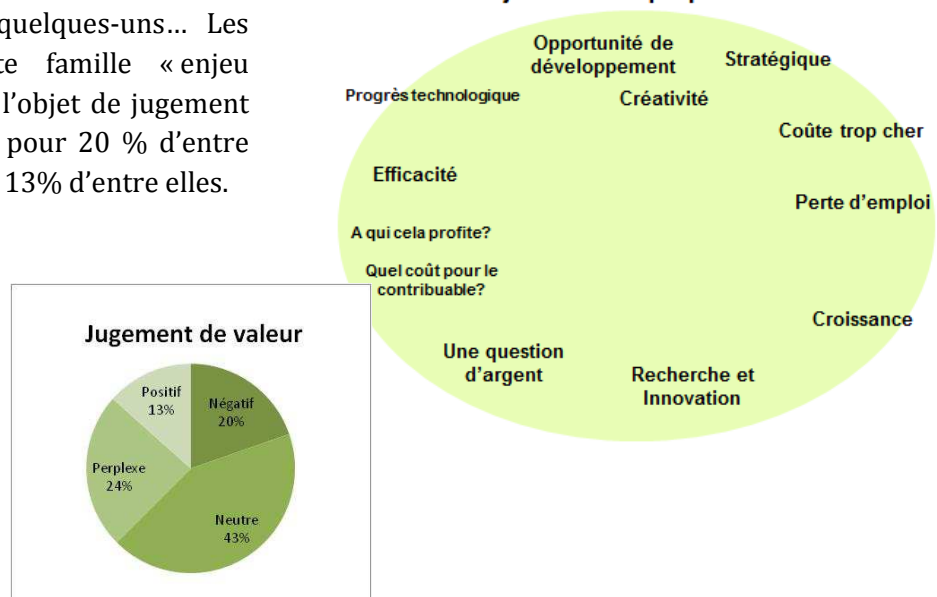
#### Un changement de modèle durable pour 11%



« collectif », « collaboration »). La mise en œuvre de la transition, dans cette famille de réponse, se fait avec les citoyens : la transition énergétique est une transition démocratique, où les citoyens sont au cœur du débat, pour accompagner le changement. 39% des items de cette famille renvoient à l'image du citoyen acteur.

- Enfin, pour 10% des répondants, la **transition énergétique renvoie à l'univers de l'économie**. La transition énergétique est alors à la fois vue comme un levier économique puissant (termes autour de l'opportunité d'un développement économique, croissance, progrès technologique), comme un enjeu qui nécessite des moyens financiers et en recherche innovation importants, mais aussi comme un risque pour l'économie : perte d'emploi, coût trop élevé de la transition. Quelques participants s'inquiètent du coût pour le contribuable de la transition, et du fait que les bénéfices financiers puissent ne profiter qu'à quelques-uns... Les réponses de cette famille « enjeu économique » font l'objet de jugement de valeurs, négatif pour 20 % d'entre elles et positif pour 13% d'entre elles.

#### Un enjeu économique pour 10%

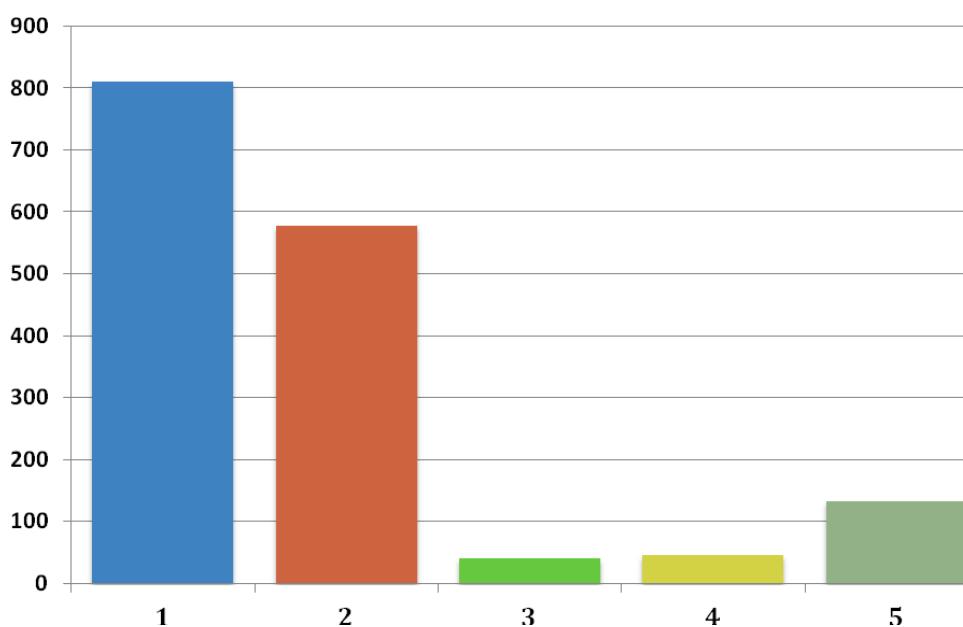


### De nombreuses autres préoccupations apparaissent dans les réponses :

- **La notion de sobriété est prégnante** (7% des réponses) : il s'agit de revoir nos besoins, de mieux gérer l'énergie, de moins la gaspiller, de réduire sa consommation, même si cela demande un effort.
- **Quel mix énergétique demain ?** (7% des réponses) : si certains participants se prononcent plutôt pour le renforcement de tel ou tel mode de production ou de source d'énergie (énergies renouvelables issues de la mer, du vent, du soleil, de la géothermie, pour ou contre le nucléaire), les participants insistent surtout sur ce qu'ils attendent de ce nouveau mix : accès à l'énergie garanti à tous, risque et prix raisonnables, autonomie énergétique, adaptation de la politique énergétique au territoire.
- **L'impact positif de la transition énergétique sur la protection de l'environnement** (6% des réponses), en termes de climat, de santé, de survie des espèces, de prise en compte des générations futures, de préservation des ressources fossiles, de lutte contre la pollution
- **La nécessité d'accompagner la transition écologique par une sensibilisation de tous** (6% des réponses) : information, éducation, sensibilisation, formation tout au long de la vie, prise de conscience... Cette famille d'items comprend de nombreuses appréciations sur le rôle actif que doivent avoir les citoyens dans ce changement (46% des réponses)
- **La nécessité d'une volonté politique** pour réussir la transition énergétique est affirmée dans 6% des réponses : dans la fixation d'objectifs ambitieux, ferme et affichant des choix. Les réponses insistent sur le fait que la transition énergétique est multi - échelle : « une politique nationale de l'énergie déclinée localement », « mise en œuvre localement », « inclusion des citoyens ».
- **La transition reste un concept abstrait** pour 4% des participants. 33% l'associent alors à une notion positive (« idéal », « idée ambitieuse », « rêve », « espoir ») et 54% à une notion négative (« néant », « arnaque », « du vent »).

**4.5. Après cette journée d'échange sur la transition énergétique, selon vous, la transition énergétique aura-t-elle ? (2 réponses au plus)**

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| 1) Un effet plutôt positif pour la société française. | 810 | 75,00 % |
| 2) Un effet plutôt positif pour moi.                  | 577 | 53,43 % |
| 3) Un effet plutôt négatif pour la société française. | 40  | 3,70 %  |
| 4) Un effet plutôt négatif pour moi.                  | 46  | 4,26 %  |
| 5) Je ne sais pas.                                    | 132 | 12,22 % |



**Enseignements**

La très grande majorité des participants envisage un effet positif de la transition énergétique.

Les participants mettent encore davantage en avant l'effet positif pour la société française dans son ensemble (75 %) que l'effet à leur échelle (53 %).

A l'inverse, la faible part de participants envisageant un effet négatif le place un peu plus au niveau individuel (4 %) qu'au niveau collectif (4 %).

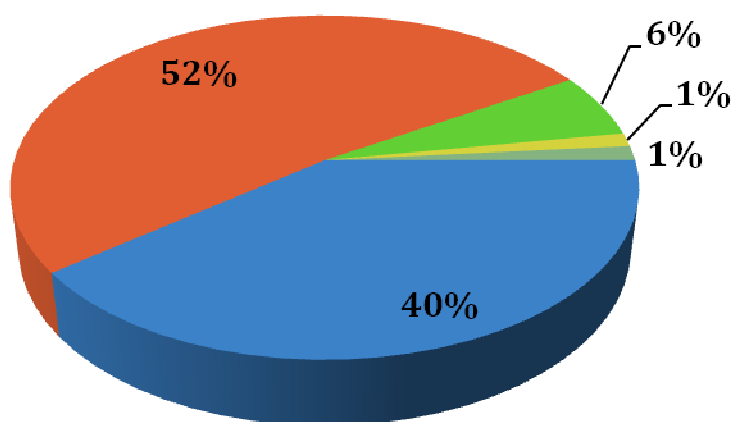
Une partie non négligeable des participants (12 %) se déclare incertain face aux effets attendus de la transition énergétique.

## 2. 6 - Evaluation de la Journée citoyenne par les citoyens participants

L'analyse de cette séquence est basée sur **876 enregistrements** dans 13 régions.

### 5.1. Le livret d'information et les vidéos étaient-ils suffisamment informatifs et équilibrés ?

|                    |     |         |
|--------------------|-----|---------|
| 1) Tout à fait.    | 347 | 39,61 % |
| 2) Plutôt.         | 453 | 51,71 % |
| 3) Pas du tout.    | 53  | 6,05 %  |
| 4) Je ne sais pas. | 11  | 1,26 %  |
| Sans réponse       | 12  | 1,37 %  |



#### Enseignements

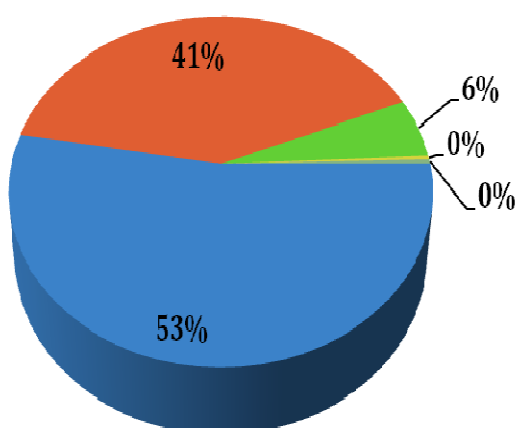
Une grande majorité des participants (92 %) estime que l'information donnée (par le livret d'information et les vidéos) était de qualité et équilibrée.

Toutefois, une faible minorité (6 %) remet en cause la qualité du document ou son caractère suffisamment représentatif des différents points de vue en présence.



## 5.2. Des opinions différentes et opposées ont-elles été exposées et mises en débat à votre table ?

|                    |     |         |
|--------------------|-----|---------|
| 1) Tout à fait.    | 463 | 52,85 % |
| 2) Plutôt.         | 358 | 40,87 % |
| 3) Pas du tout.    | 48  | 5,48 %  |
| 4) Je ne sais pas. | 3   | 0,34 %  |
| Sans réponse       | 4   | 0,46 %  |

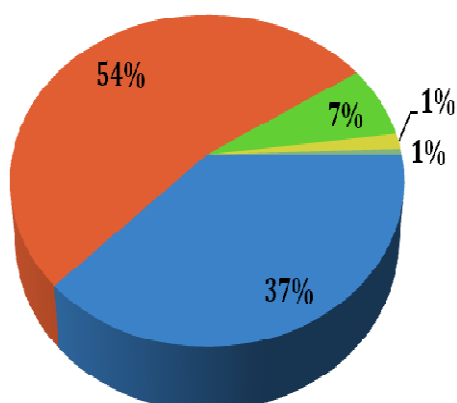


### Enseignements

La grande majorité des participants (96 %) témoigne de la qualité des échanges à leur table, entre participants, permettant l'expression des expériences et des points de vue des citoyens présents. Toutefois 5 % des participants n'ont pas retrouvé la qualité de discussion souhaitée.

## 5.3. Le questionnaire et les choix proposés ont-ils permis d'exprimer vos positions ?

|                    |     |         |
|--------------------|-----|---------|
| 1) Tout à fait.    | 326 | 37,21 % |
| 2) Plutôt.         | 469 | 53,54 % |
| 3) Pas du tout.    | 63  | 7,19 %  |
| 4) Je ne sais pas. | 13  | 1,48 %  |
| Sans réponse       | 5   | 0,57 %  |



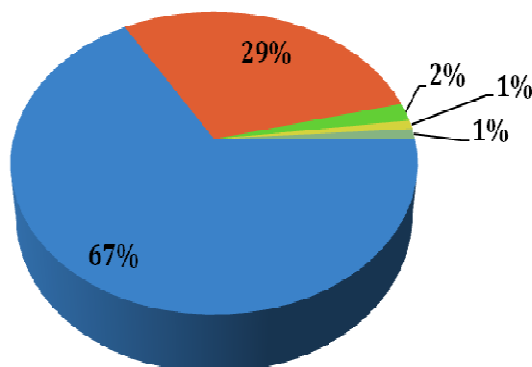
### Enseignements

91 % des participants ont eu le sentiment que les questionnements qui leur étaient proposés ont pu leur permettre d'exprimer leurs points de vue et préoccupations.

Seuls 7 % restent sur leur faim en matière de sujets abordés et mesurés dans le questionnaire individuel qui suivait les expressions aux tables.

#### 5.4. Etes-vous globalement satisfait-e de l'organisation de la Journée citoyenne dans votre région ?

|                    |     |         |
|--------------------|-----|---------|
| 1) Tout à fait.    | 583 | 66,55 % |
| 2) Plutôt.         | 258 | 29,45 % |
| 3) Pas du tout.    | 17  | 1,94 %  |
| 4) Je ne sais pas. | 8   | 0,91 %  |
| Sans réponse       | 10  | 1,14 %  |

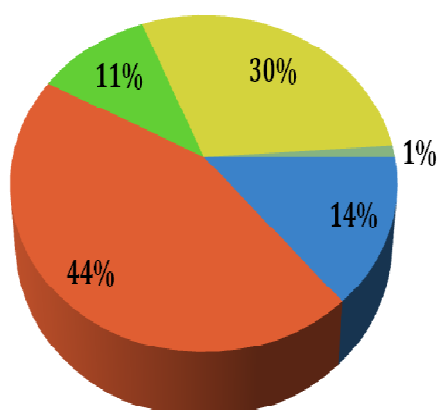


#### Enseignements

Globalement, les participants sont à une forte majorité satisfaits de l'organisation de la Journée citoyenne (96 %), ce qui est très convergent avec leurs évaluations précédentes concernant la qualité d'information, de discussion et de débat.

#### 5.5. Pensez-vous que les résultats de cette journée citoyenne seront utilisés de manière utile dans la prise de décision politique au niveau de votre Région concernant la transition énergétique ?

|                    |     |         |
|--------------------|-----|---------|
| 1) Tout à fait.    | 132 | 14,04 % |
| 2) Plutôt.         | 385 | 43,95 % |
| 3) Pas du tout.    | 96  | 10,96 % |
| 4) Je ne sais pas. | 262 | 29,91 % |
| Sans réponse       | 10  | 1,14 %  |

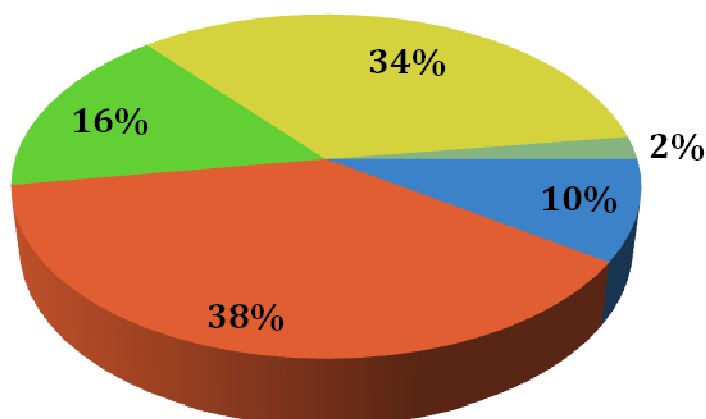


#### Enseignements

Le niveau de confiance dans la prise en compte des résultats de la Journée citoyenne par les différentes Régions dans les prises de décision à venir concernant la transition énergétique est mitigé : 58 % pensent que ces résultats seront utiles alors que 30 % des participants doutent et 11 % pensent que ces résultats ne seront pas utiles.

**5.6. Pensez-vous que les résultats de cette journée citoyenne seront utilisés de manière utile dans la prise de décision politique au niveau national concernant la transition énergétique ?**

|                    |     |         |
|--------------------|-----|---------|
| 1) Tout à fait.    | 83  | 9,47 %  |
| 2) Plutôt.         | 334 | 38,13 % |
| 3) Pas du tout.    | 142 | 16,21 % |
| 4) Je ne sais pas. | 298 | 34,02 % |
| Sans réponse       | 19  | 2,17 %  |



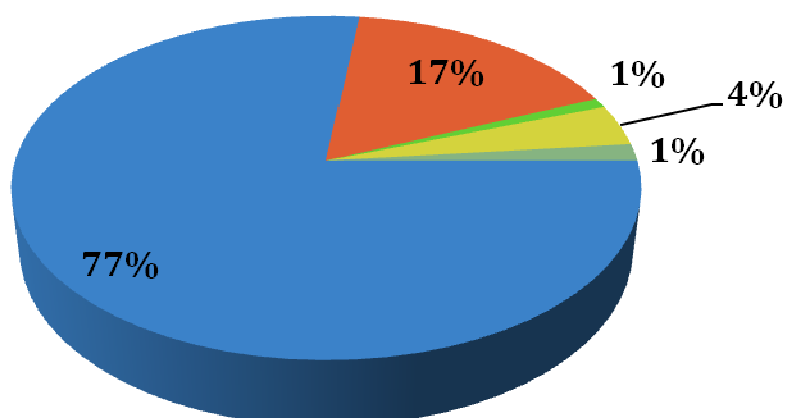
**Enseignements**

L'utilité et l'utilisation des résultats de la Journée citoyenne au niveau national pour nourrir la prise de décision sur la transition énergétique demeure très incertaine pour les participants.

48 % expriment plutôt de la confiance dans ce processus de prise en compte, 34 % ne savent pas comment se positionner et 16 % ne pensent pas que ces résultats seront pris en compte.

**5.7. Faudrait-il organiser dans le futur d'autres démarches de participation nationale, comme cette Journée citoyenne, sur des sujets différents ?**

|                    |     |         |
|--------------------|-----|---------|
| 1) Tout à fait.    | 674 | 76,94 % |
| 2) Plutôt.         | 146 | 16,67 % |
| 3) Pas du tout.    | 8   | 0,91 %  |
| 4) Je ne sais pas. | 34  | 3,88 %  |
| Sans réponse       | 14  | 1,60 %  |

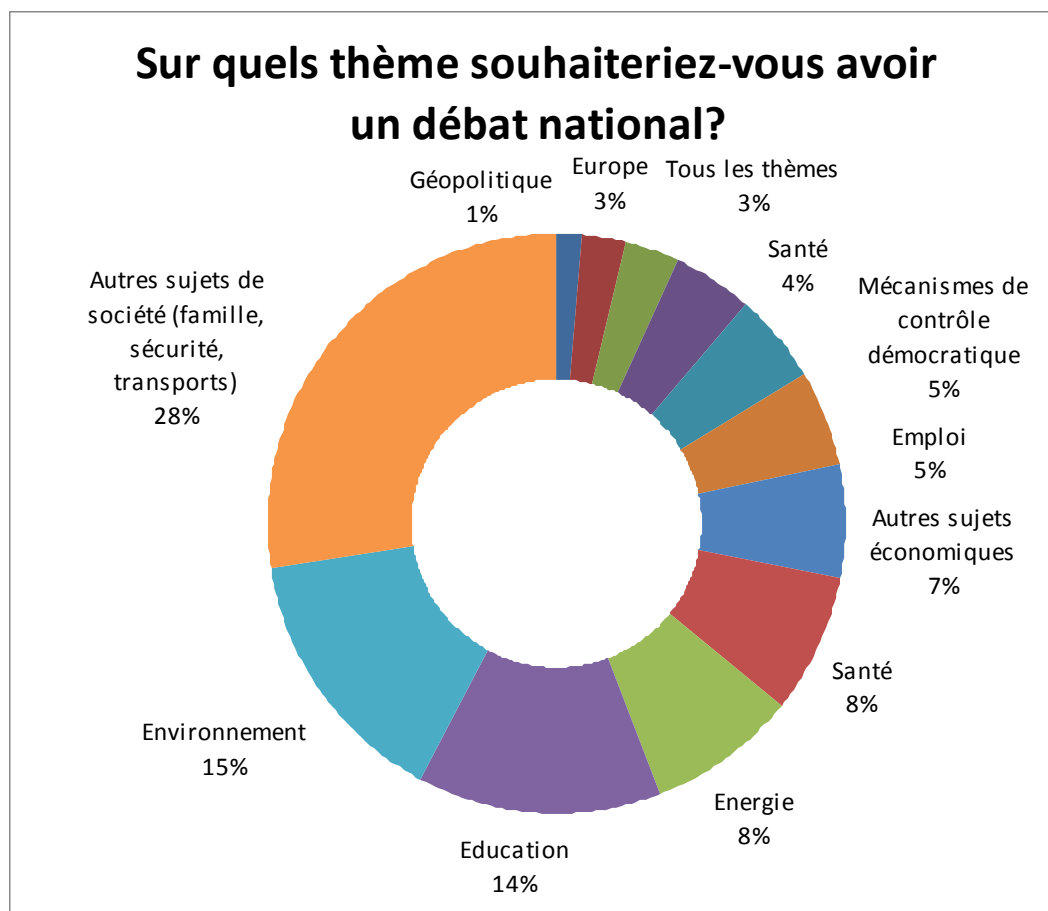


**Enseignements**

Interrogés sur l'intérêt de renouveler ce type de démarches de participation citoyenne à l'échelle nationale, comme la Journée citoyenne, mais sur d'autres sujets, 94 % des participants pensent cela souhaitable, et seuls 1 % ne voient pas l'intérêt de cette éventualité.

**5.5 Si vous pensez que des démarches de participation nationale, comme cette Journée citoyenne, doivent avoir lieu, sur quel sujet d'ampleur nationale vous semble-t-il que les citoyens pourraient apporter un point de vue éclairant dans les décisions politiques à venir ?**

*Question ouverte. Les citoyens pouvaient répondre avec un mot ou une idée.*



**Détail des réponses liées à la thématique « sujets de société »**

Interrogés sur les sujets d'ampleur nationale qui mériteraient d'être mis en débat avec les citoyens, les participants se sont montrés prolixes. En effet, plus des deux-tiers d'entre eux ont cités au moins deux, souvent trois thèmes.

Ces sujets peuvent être classés en plusieurs ensembles. Les deux thèmes qui se détachent en termes de fréquence de citations sont l'environnement (15%) et l'éducation (14%).

En ce qui concerne **l'environnement**, les participants pointent avant tout des sujets liés à la protection de la planète et des ressources naturelles (recyclage, pollution, réchauffement climatique, sécheresse), et la problématique de l'eau (gestion, qualité, préservation, service public de l'eau). Viennent ensuite en ordre décroissant d'importance la problématique de la santé environnementale (autour de l'usage alimentaire des OGM, des impacts sur la santé des antennes relais, des impacts sur la santé des déchets nucléaires), l'éducation à l'environnement (de la sensibilisation aux métiers du développement durable), la bioéthique, l'agriculture, les transports, l'habitat respectueux de l'environnement et le droit animal.

En ce qui concerne **l'éducation**, de nombreux participants l'évoquent comme un sujet de société au sens large, sans préciser davantage le point d'entrée. Les sujets plus précis portent autour de la réforme de l'éducation nationale (politiques éducatives, modes d'enseignement), des rythmes scolaires et de la formation professionnelle des acteurs de l'éducation au sens large.

- Vient ensuite **la santé** (8% des réponses). Celle-ci est abordée selon plusieurs angles : de manière générique (la santé comme enjeu transversale, la place de l'humain au cœur du système de santé, la question des moyens et de l'accès aux soins), par une réflexion jugée nécessaire autour du système de santé et de son financements (sécurité social, hôpitaux), autour de sujets de santé publique (épidémies, toxicomanie, alcoolisme), autour d'enjeux pour les publics (handicap, vieillissement et dépendance), autour d'entrées polémiques comme l'euthanasie.
- **L'énergie** est également citée dans 8 % des réponses : de nombreux participants souhaitent donc poursuivre le débat ouvert autour de la transition énergétique sur des sujets précis (dont nous pouvons penser, en creux, qu'ils sont jugés par les participants comme insuffisamment couverts dans le débat actuel). Il s'agit alors pour la majorité des répondants de « prolonger le débat actuel » sur la transition énergétique, mais aussi de le creuser, autour de 4 grands thèmes principalement : les transports (place et rôle dans la transition énergétique), les énergies vertes, le nucléaire et la consommation énergétique.

Autre bloc important, **les sujets de société et de politiques publiques au sens large (28%)** regroupent de nombreux sujets qui interrogent le vivre ensemble, le modèle de société et les politiques publiques de l'Etat et des collectivités (en termes d'objectifs comme de moyens d'action). Sont ainsi cités en ordre décroissant : **l'emploi et la lutte contre le chômage**, des sujets sociétaux très médiatisés actuellement comme **le mariage pour tous et la procréation médicalement assistée, la sécurité**. Puis en proportion moindre : la fiscalité et les finances publiques, les transports, les retraites, la décentralisation, le droit de vote des étrangers, etc.

Enfin dans les sous-ensembles de petite taille, citons des **préoccupations économiques** (sujets autour de l'économie verte, la recherche et l'innovation, la compétitivité, la relance économique, le commerce extérieur et la balance commerciale française, l'avenir de l'industrie, la production agricole...) et des souhaits de **revisiter les mécanismes démocratiques** (la participation des citoyens aux décisions politiques, le nom cumul des mandats, le pouvoir des citoyens, la moralisation de la vie politique, la 6<sup>ème</sup> république, etc.).

## 2. 7 - Les spécificités régionales dans les résultats de la Journée citoyenne

Les résultats nationaux de la Journée citoyenne peuvent cacher une diversité régionale qu'il convient d'analyser. En complément de l'analyse qui peut être menée région par région, on s'intéresse ici aux variations de résultats entre les régions à l'intérieur du résultat agrégé national.

### Précautions

**Les écarts entre les régions doivent être interprétés avec une grande prudence**, en tenant compte notamment de trois facteurs :

- chaque panel régional présente un faible effectif statistique (ainsi, un seul participant représente 1 % à 1,5 % en moyenne, et jusqu'à 3 % par exemple dans le cas de la Réunion, dont certains résultats singuliers sont difficilement interprétables) ;
- beaucoup de questions permettaient deux ou trois réponses (ce qui entraîne des résultats sur 200 % voire 300 %) tout en proposant un grand nombre de réponses possibles, susceptible d'engendrer un phénomène de dispersion des résultats, et donc des variations ;
- la composition des panels visait une diversité sans prétendre à la représentativité, ce qui peut se traduire par une hétérogénéité entre les panels d'une région à l'autre, avec des écarts sur l'âge, les catégories professionnelles ou le type d'habitat qui peuvent introduire des différences du même ordre que d'éventuelles spécificités régionales.

Ainsi, on peut difficilement considérer des variations de l'ordre de 10 % ou même 15 % comme significatives, et l'on se concentre dans l'analyse qui suit sur des variations de l'ordre de 20 % au moins et jusqu'à 50 % (selon qu'il s'agit d'une réponse faible ou forte, dans un choix multiple ou non, etc.).

### Grande homogénéité des résultats dans les Régions

D'une manière générale, des variations sensibles existent d'une région à l'autre. Toutefois, **les résultats présentent une assez grande homogénéité**. Ainsi, question par question, les sous-ensembles de réponses qui obtiennent les résultats les plus élevés, des résultats médians ou les résultats les plus faibles sont les mêmes dans toutes ou la plupart des régions.

Par exemple :

- L'idée que la transition énergétique est une chance (question 1.4., réponse 8) arrive en tête dans toutes les régions sauf deux, où elle n'est devancée que par l'idée d'une urgence (réponse 1), qui arrive en deuxième position pratiquement partout ailleurs.
- Le sentiment de précarité énergétique (question 2.2., réponse 1) ou de vulnérabilité à cette précarité (réponse 2) est marqué dans toutes les régions.
- La mise à disposition de solutions innovantes et efficaces (question 2.3., réponse 2) et le soutien financier (réponse 8) sont partout largement en tête des leviers susceptibles d'aider les citoyens à réduire leur consommation d'énergie.
- À l'inverse, la crainte d'impacts à long terme négatifs de la transition énergétique sur l'emploi (question 3.2., réponse 6), sur la santé (réponse 14) ou sur les ruptures d'approvisionnement (réponse 16) arrivent en queue, à des faibles niveaux, dans toutes les régions.

## Quelques spécificités

Les variations observées dans les réponses entre régions restent pour la plupart statistiquement non significatives à l'intérieur de cette homogénéité globale.

Toutefois, **des écarts singuliers peuvent être repérés**. Certains semblent pouvoir s'expliquer :

- Parmi les différences observées entre les réponses dans les régions de métropole et d'outre-mer, ces trois dernières sont celles où la lutte contre le changement climatique – auquel elles semblent plus directement exposées – est la plus mise en avant comme motivation d'engager la transition énergétique (question 1.5., réponse 1).
- La région PACA est, parmi les régions de métropole, celle où les déplacements sont placés le plus haut en termes de potentiel de réduction de la consommation d'énergie (question 2.1., réponse 1), mais où le chauffage du domicile est placé le plus bas (réponse 2).
- Concernant les conséquences d'une absence de transition énergétique, les participants de la région Midi-Pyrénées, dont près de la moitié venait du département où s'est produit l'accident d'AZF, accordent deux fois plus d'importance que tous les autres au risque d'accident technologique (question 3.1., réponse 6).

### **D'autres points singuliers trouvent plus difficilement une explication.**

C'est par exemple l'écart observé en Rhône-Alpes entre l'affirmation de l'Union européenne et de la France comme cadre politique de la transition énergétique (question 4.1., réponses 1 et 2), la faiblesse de la demande d'accompagnement des citoyens pour réduire leur consommation d'énergie en Ile-de-France (question 2.3., réponse 3), ou à l'inverse l'attente plus forte d'accompagnement public dans la région Centre (question 3.3., réponse 7).

Enfin, **les résultats ne reflètent pas certaines spécificités régionales** identifiées, dont aurait pu s'attendre à trouver la trace.

Par exemple :

- Hormis l'écart signalé plus haut sur la région PACA, on n'observe pas de différenciation significative, au regard des différences climatiques et géographiques entre les régions par rapport aux besoins énergétiques différents de leurs habitants, ou par rapport au niveau de développement des énergies renouvelables dans les territoires.
- Sur la question spécifique de la prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires (question 3.3., réponse 4), on n'observe pas de corrélation entre le niveau de réponse sur l'importance de cette décision et la présence de réacteurs dans les régions, y compris dans le cas de l'Alsace où cette réponse est très proche de la moyenne des régions.

## Annexe : résultats comparés régionaux



# Partie 3

## Apport et limite de la démarche participative au débat national

## 3.1 - Une mise en citoyenneté du débat avec les Régions

### **Le plaisir du débat public**

Les résultats de la séquence d'évaluation, en fin de journée, et plus encore les retours des organisateurs de la Journée citoyenne en régions rendent compte d'une forte satisfaction des participants à avoir pris part au débat, à avoir reçu une information jugée solide et équilibrée, à avoir échangé entre eux dans une liberté de parole et un respect des opinions de chacun.

### **Un processus pédagogique au sein du débat national sur la transition énergétique.**

Si les participants à la Journée témoignent du processus d'apprentissage qu'a représenté pour eux la Journée citoyenne, le processus d'élaboration de la Journée citoyenne peut également être analysé sous cet angle, comme un processus d'acculturation à la participation citoyenne...

La méthode utilisée pour la Journée citoyenne, si elle avait déjà été utilisée pour des consultations internationales par le Danish Board of Technology, est peu connue en France. Beaucoup d'énergie a été nécessaire pour justifier la méthode et en faire reconnaître la pertinence et la légitimité : pour faire reconnaître la distinction avec l'exercice du sondage du fait de l'obtention de résultats chiffrés, pour faire reconnaître l'intérêt d'un processus délibératif comme voie d'appropriation des sujets complexes par les citoyens ordinaires.

Le processus de préparation de la Journée citoyenne a permis un travail renforcé sur la pédagogie de la transition énergétique d'abord au sein du Secrétariat Général du débat puis avec les acteurs du CNDTE à l'occasion de l'élaboration des supports d'information de la Journée citoyenne (livret d'information et questionnaire), même si le temps donné a été jugé insuffisant.

Ce processus a permis la production de supports dont l'accessibilité et l'équilibre des points de vue ont été reconnus, par une large part des acteurs du Conseil national de la transition énergétique, par les régions organisatrices et par les citoyens eux-mêmes (cf. séquence d'évaluation), même si la matière était parfois jugée aride ou trop rapidement traitée (notamment dans les vidéos).

Les coordinateurs des quatorze Régions impliquées évoquent une « performance » réussie du montage de cette Journée citoyenne en 3-4 mois. Ils insistent sur les difficultés liées à ce manque de temps, à un sous calibrage du temps de travail et du budget à y affecter, et d'un recrutement qui a souvent été laborieux (du lancement d'un marché public, au choix du prestataire, à l'atteinte des objectifs quantitatifs de participants).

Les Régions retiennent le caractère inédit de cette coopération Etat / Régions, hors des modalités habituelles de relations, qui a initialement posé problème à certains Conseils régionaux : la Journée citoyenne a parfois été vécue comme une injonction avant d'être perçue comme une opportunité pour chaque Région participante d'enrichir la gamme de ses débats et d'expérimenter une méthode spécifique de participation citoyenne. La majorité des Régions se disent cependant prêtes à participer à nouveau à la mise en débat de sujets d'ampleur nationale avec les citoyens, sous cette forme ou une autre, tout en souhaitant être davantage associées à la réflexion sur le contenu mis en débat (sur les supports informatifs et les questions à poser). Plusieurs Conseils régionaux songent déjà à répliquer la méthode sur des politiques publiques régionales (sur l'énergie, sur l'eau, etc.).

Les coordinateurs régionaux relaient le caractère formateurs de cette démarche pour eux : ils se sont sentis bien outillés et accompagnés dans la mise en œuvre d'un protocole rigoureux, qui a permis aux participants de découvrir, d'échanger et d'exprimer des préférences sur les grands enjeux de la transition énergétique. Le fait d'entraîner une large équipe dans l'organisation et l'animation de la Journée (agents du Conseil régional, mais aussi parfois de l'ADEME, des Espaces info Energie et de la Dreal) a eu un effet sensible sur ces agents, dont certains sont passés d'un scepticisme fort sur l'intérêt de la mise en débat avec des citoyens ordinaires, à un renforcement du sens de leur action : la Journée citoyenne a fait la preuve que les citoyens non spécialistes perçoivent la nécessité d'une transition énergétique.

### **Une exigence démocratique à tenir : le droit de suite**

Après le 25 mai, l'utilisation des résultats de la Journée citoyenne s'est également faite à plusieurs échelles :

- en national avec la mise en ligne des résultats le soir même, dossier de presse le 27 mai, présentation d'un rapport consolidé au CNDTE le 20 juin 2013
- en région : dans les synthèses régionales, et grâce aux suites données par les Régions, par exemple invitation faite aux citoyens de participer aux conférences régionales de clôture.

Les coordinateurs ont apprécié le cadre national très structurant, donnant du poids à l'exercice. Sur les résultats, les coordinateurs régionaux retiennent la forte homogénéité nationale et la vision positive de la transition énergétique. Chaque Région fait actuellement une lecture politique, propre à ses spécificités en matière d'énergie, pour orienter ses choix à venir. Ils insistent sur l'attente forte que cela a créée, parmi les participants, comme chez les organisateurs (personnel politique et technique) que les résultats de la Journée citoyenne soient bien pris en compte dans les recommandations finales pour la loi de programmation. En termes d'usage de la Journée, une attente forte est exprimée par les participants et les organisateurs en région pour une utilisation des résultats comme stimulation de la réflexion finale du CNDTE.

### **Evaluation Danish Board of Technology**

Le Danish Board of Technology a assuré une supervision de la préparation de la conférence. Trois représentants du Danish Board of Technology (DBT) ont participé à la journée citoyenne, à Marseille, Lyon, Orléans, Paris et Lille. Durant ces journées, ils ont pu s'entretenir avec des citoyens, des facilitateurs de tables, des responsables régionaux et des représentants du Secrétariat général du débat.

L'évaluation reprise en annexe souligne la qualité de l'organisation de la journée, en soulignant que le temps de préparation a été particulièrement contraint. Le rapport indique que les représentants du DBT ont été impressionnés par le professionnalisme des équipes rencontrées et la qualité des travaux.

Le document d'évaluation formule plusieurs propositions pour améliorer le dispositif si une telle journée venait à être reproduite pour d'autres débats nationaux ; parmi les recommandations,

- Prendre le temps de préparer les questions avec des focus groupes, pour en assurer la parfaite compréhension par les participants
- Améliorer le logiciel informatique pour que les résultats soient publiés en temps réels
- Renforcer le dispositif de facilitateurs de tables

Le rapport s'exprime également sur la qualité du recrutement en soulignant que la sous-représentativité des jeunes et des ouvriers parmi les participants est un phénomène récurrent dans les démarches participatives, et qu'il convient d'adapter les modes de recrutement pour faciliter leur engagement dans un tel process

L'évaluation souligne que cette première nationale pourra inspirer d'autres démarches, dans d'autres pays ou à l'échelle européenne.

### **Annexe : rapport d'évaluation détaillée du Danish Board of Technology**

# Annexes

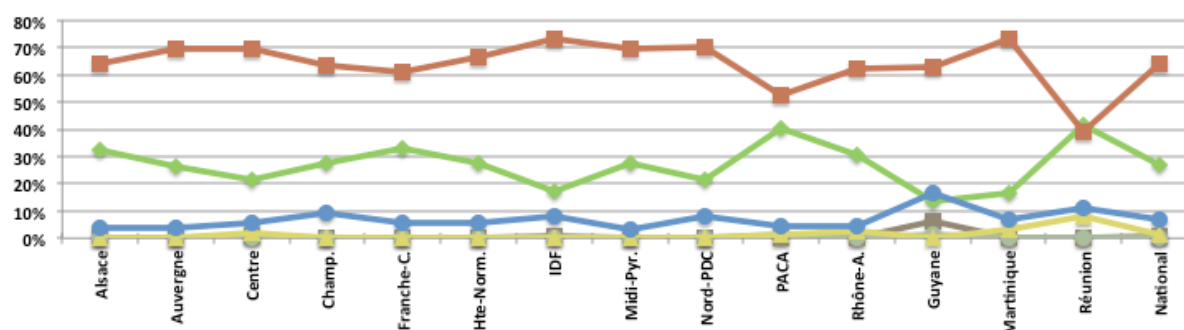
## Statistiques comparées des résultats régionaux et nationaux

### Séquence 1 :

#### 1.1. Avant de vous engager dans cette Journée citoyenne, quel était votre niveau de connaissance sur les questions énergétiques en France ?

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) Je ne connaissais pratiquement rien au sujet.            | 6,9%  | 2,9%  | 16,4% | 13,5% |
| 2) Je connaissais un peu le sujet.                          | 64,2% | 38,9% | 73,4% | 34,5% |
| 3) Je connaissais bien le sujet.                            | 26,9% | 13,4% | 41,7% | 28,2% |
| 4) J'étais déjà un-e expert-e de la transition énergétique. | 1,2%  | 0,0%  | 8,3%  | 8,3%  |
| 5) Je ne sais pas.  | 0,2%  | 0,0%  | 1,5%  | 1,5%  |
| Sans réponse  | 0,6%  | 0,0%  | 6,0%  | 6,0%  |

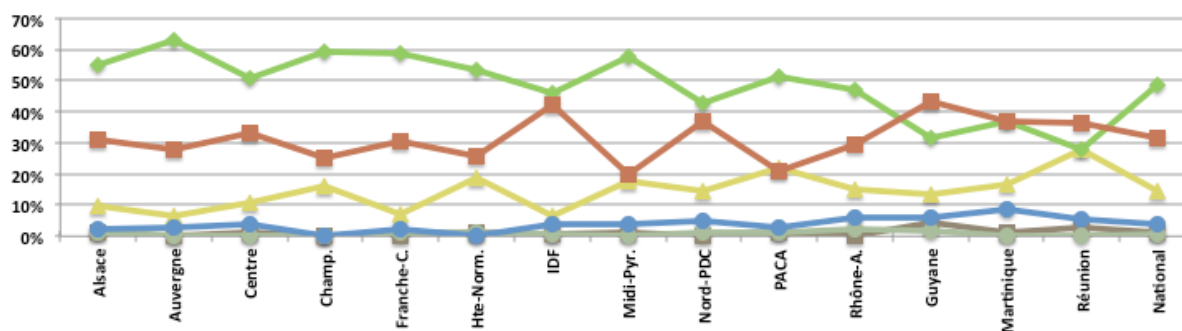
On observe des variations dans l'appréciation du niveau de connaissance sur le sujet, mais la réponse 1 « un peu » reste prédominante partout devant la réponse 2 « bien » (à l'exception d'un léger croisement des deux à la Réunion). Surtout, le total 1+2 des participants déclarant un peu ou bien connaître le sujet reste dans toutes les régions supérieur à 75 % des réponses.



#### 1.2. Dans quelle mesure vous sentez-vous à l'aise, en termes de compréhension avec le sujet de la transition énergétique maintenant ?

|  | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--|-------|-------|-------|-------|
| 1) Je ne me sens pas du tout à l'aise. | 3,8%  | 0,0%  | 8,9%  | 8,9%  |
| 2) Je me sens un peu à l'aise.         | 31,3% | 19,6% | 43,3% | 23,7% |
| 3) Je me sens assez à l'aise.          | 48,6% | 27,8% | 63,2% | 35,4% |
| 4) Je me sens très à l'aise.           | 14,5% | 6,4%  | 27,8% | 21,4% |
| 5) Je ne sais pas.                     | 0,8%  | 0,0%  | 2,4%  | 2,4%  |
| Sans réponse                           | 1,1%  | 0,0%  | 4,5%  | 4,5%  |

Le sentiment d'être « assez » à l'aise (réponse 3) domine dans toutes les régions de Métropole, suivi du sentiment d'être « un peu » à l'aise (réponse 2) et enfin d'être « très » à l'aise (réponse 4). Un peu moins de personnes se déclarent « assez » à l'aise et davantage « peu » à l'aise avec le sujet dans les trois régions d'outre-mer, avec également un pic de personnes se déclarant « très » à l'aise à la Réunion.



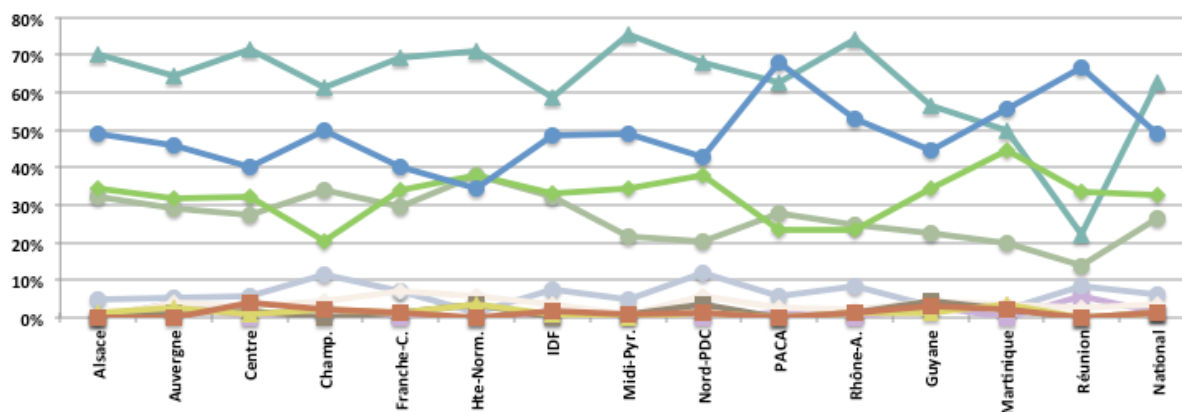
### 1.3. Pour moi, la question énergie, c'est d'abord ...

Pas d'analyse régionale de cette question ouverte.

### 1.4. La transition énergétique pour la France, selon moi, c'est ... (2 réponses au plus)

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) Une urgence, car le modèle énergétique actuel n'est plus soutenable du point de vue de l'environnement.  | 3,8%  | 0,0%  | 8,9%  | 8,9%  |
| 2) Une erreur, cela n'a rien de prioritaire pour la France aujourd'hui.   | 31,3% | 19,6% | 43,3% | 23,7% |
| 3) Une opportunité : en terme de choix d'investissement qui permettent de créer de nouvelles filières d'emplois.  | 48,6% | 27,8% | 63,2% | 35,4% |
| 4) Il n'y a pas besoin d'en débattre : le modèle énergétique de la France est en constante évolution depuis le premier choc pétrolier.                  | 14,5% | 6,4%  | 27,8% | 21,4% |
| 5) Une occasion de rééquilibrer notre balance commerciale avec moins d'importation et plus de production en propre.                                     | 0,8%  | 0,0%  | 2,4%  | 2,4%  |
| 6) Un retour en arrière, cela va nous contraindre à renoncer à notre niveau de confort actuel.  | 1,1%  | 0,0%  | 4,5%  | 4,5%  |
| 7) Un risque fort, car cela met en danger les emplois actuels dans l'énergie dans un ensemble de secteurs lié directement ou indirectement à l'énergie. | 3,8%  | 0,0%  | 8,9%  | 8,9%  |
| 8) Une chance de s'engager dans un modèle de société plus sobre, avec une nouvelle qualité de vie, plus respectueuse de l'environnement.                | 31,3% | 19,6% | 43,3% | 23,7% |
| 9) Une obligation, pour répondre aux engagements internationaux de la France.   | 48,6% | 27,8% | 63,2% | 35,4% |
| 10) Je ne sais pas.   | 14,5% | 6,4%  | 27,8% | 21,4% |

La réponse 8 « une chance » arrive au premier rang dans toutes les régions sauf deux (où elle arrive au deuxième et troisième rang). Dans les deux cas elle est derrière la réponse 1 « une urgence », qui arrive deuxième pratiquement partout ailleurs. La réponse 8 « une chance » obtient toutefois à la Réunion un score plus faible de 30 points que dans toutes les autres régions. Dans l'ensemble, les quatre réponses positives sur la nécessité d'agir (1+3+5+8), comme « une chance », « une urgence », « une opportunité », « une occasion » sont partout loin devant les réponses négatives, et totalisent dans toutes les régions près ou plus de neuf dixièmes des réponses. La région PACA est la seule en métropole où l'urgence climatique (réponse 1) est placée en tête par les participants.

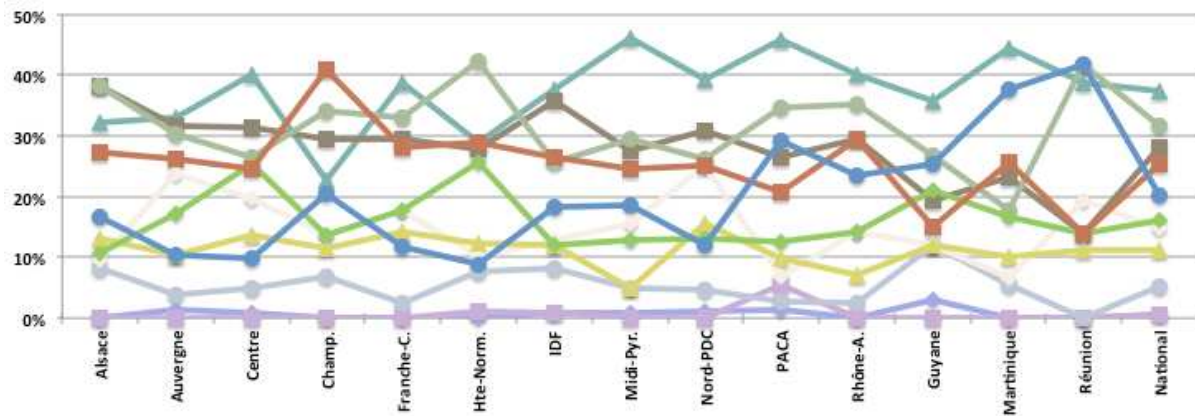


**1.5. Pour vous, quelles sont les principales motivations pour la France d'engager la transition énergétique ? (2 réponses au plus)**

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) Lutter contre le changement climatique.  | 20,3% | 8,9%  | 41,7% | 32,8% |
| 2) Anticiper la raréfaction des ressources en pétrole et en gaz.  | 25,5% | 13,9% | 40,9% | 27,0% |
| 3) Prévenir l'augmentation prévisible des prix de l'énergie d'ici 2020 (carburant, fioul, gaz, électricité...). | 16,1% | 10,7% | 25,6% | 14,8% |
| 4) Lutter contre la précarité énergétique des ménages.  | 11,2% | 4,9%  | 15,5% | 10,6% |
| 5) Réduire l'importation d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon) pour devenir plus indépendant.               | 31,6% | 17,8% | 42,2% | 24,4% |
| 6) Développer les énergies renouvelables.   | 28,2% | 13,9% | 38,1% | 24,2% |
| 7) Réduire la consommation d'énergie des ménages comme des entreprises.   | 14,8% | 6,7%  | 25,0% | 18,3% |
| 8) Réduire la pollution et protéger l'environnement (santé, biodiversité, qualité de l'eau ...).                | 37,4% | 22,7% | 46,1% | 23,4% |
| 9) D'autres pays européens l'ont fait, il est temps que la France s'y engage.                                   | 5,3%  | 0,0%  | 11,9% | 11,9% |
| 10) Aucune.   | 0,5%  | 0,0%  | 5,6%  | 5,6%  |
| 11) Je ne sais pas.   | 0,7%  | 0,0%  | 3,0%  | 3,0%  |

Les motivations liées la réduction des pollutions (réponse 8), à la réduction des importations d'énergies fossiles et à leur raréfaction (réponses 5 et 2), et au développement des énergies renouvelables (réponse 6) forment pratiquement le quatuor de tête dans toutes les régions de métropole. Toutefois, la motivation de la lutte contre le changement climatique (réponse 1) vient s'intercaler dans les quatre régions où cette motivation remporte le plus de réponses : la région PACA et l'outre-mer.





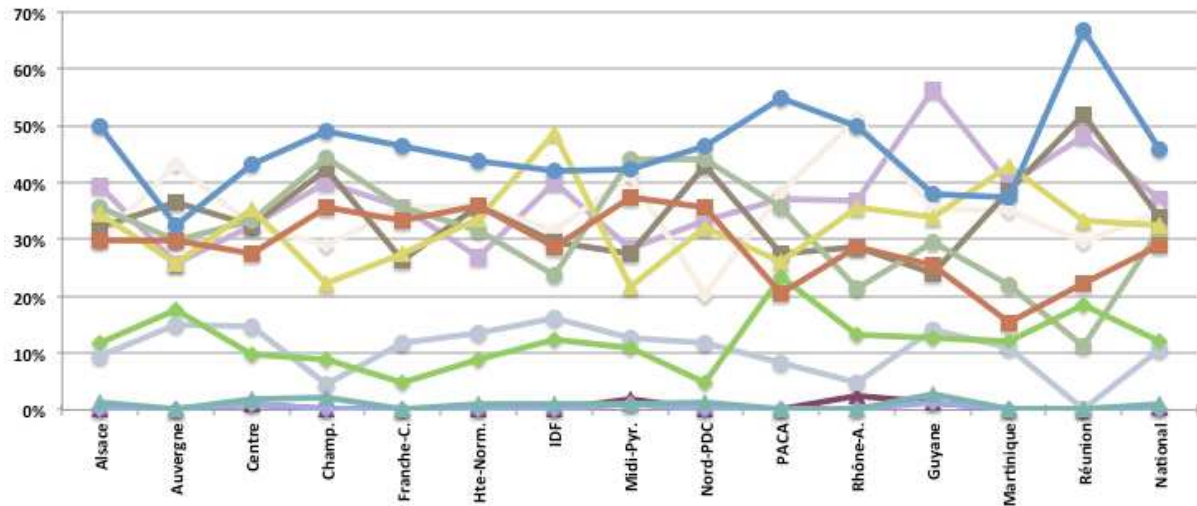
## Séquence 2 :

### 2.1. Sur quels postes de consommations d'énergie avez-vous le sentiment de pouvoir agir ? (3 réponses au plus)

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) Les déplacements.  | 45,9% | 32,4% | 66,7% | 34,2% |
| 2) Le chauffage - la climatisation à la maison.   | 29,0% | 15,4% | 37,3% | 21,9% |
| 3) Le chauffage – la climatisation au travail ou dans mes lieux d'activité.   | 12,1% | 4,8%  | 23,3% | 18,5% |
| 4) Les actions courantes dans la maison : mode de cuisson, lumière, eau chaude.   | 32,3% | 21,6% | 48,6% | 27,0% |
| 5) Les investissements sur l'isolation thermique de mon logement.   | 31,6% | 11,1% | 44,4% | 33,3% |
| 6) L'achat d'équipements pour une plus grande efficacité énergétique ; appareils plus performants.  | 34,0% | 23,9% | 51,9% | 27,9% |
| 7) La consommation courante, en choisissant des produits et des services qui demandent peu d'énergie (alimentation, pratique sportive, culture, loisirs, etc.). | 34,9% | 20,2% | 51,2% | 31,0% |
| 8) Je ne souhaite pas repenser ma consommation d'énergie.   | 0,9%  | 0,0%  | 2,8%  | 2,8%  |
| 9) J'ai déjà réduit au maximum ma consommation d'énergie et ne peux pas aller plus loin.  | 10,6% | 0,0%  | 16,2% | 16,2% |
| 10) Je peux faire plus attention à mes comportements : petits gestes, régler la température, éteindre lampes et appareils électriques...                        | 37,1% | 25,7% | 56,3% | 30,7% |
| 11) Je n'ai jamais réfléchi à la question jusqu'à maintenant.   | 0,2%  | 0,0%  | 1,4%  | 1,4%  |
| 12) Je ne sais pas.   | 0,5%  | 0,0%  | 2,4%  | 2,4%  |

Les déplacements (réponse 1) arrivent en tête parmi les postes cités dans pratiquement toutes les régions, avec un pic à la Réunion. En métropole, c'est en PACA que l'écart entre le poste déplacements (réponse 1) et le poste chauffage-climatisation des logements (réponse 2) est le plus grand ; c'est aussi la seule région où le poste chauffage-climatisation sur les lieux d'activité (réponse 3) passe le seuil des 20 % de réponse.

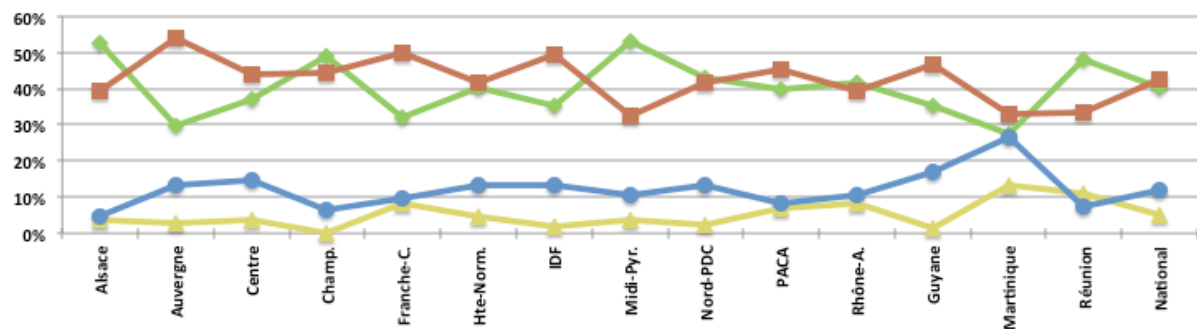
Hormis cet écart en PACA, dans toutes les régions de métropole, les réponses 1-2-4-5-6-7-10, qui couvrent l'ensemble des postes de consommation d'énergie des ménages, et le registre des équipements comme des comportements, se tiennent toutes dans une fourchette de 20 % à 50 % de réponses - et toujours devant l'ensemble des autres réponses. Par ailleurs, le sentiment de ne pas pouvoir réduire davantage sa consommation d'énergie reste partout inférieur à 15 % environ, et le refus d'agir ou l'absence de réflexion sur le sujet représentent moins de 5 % de réponses dans toutes les régions.



## 2.2. Vous-même, vous considérez-vous en précarité énergétique ?

|  | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--|-------|-------|-------|-------|
| 1) Oui.                                | 12,1% | 4,8%  | 26,4% | 21,6% |
| 2) Pas encore, mais j'ai des craintes. | 42,4% | 32,4% | 54,1% | 21,7% |
| 3) Pas du tout.                        | 40,3% | 27,5% | 52,9% | 25,5% |
| Sans réponse.                          | 5,2%  | 0,0%  | 13,2% | 13,2% |

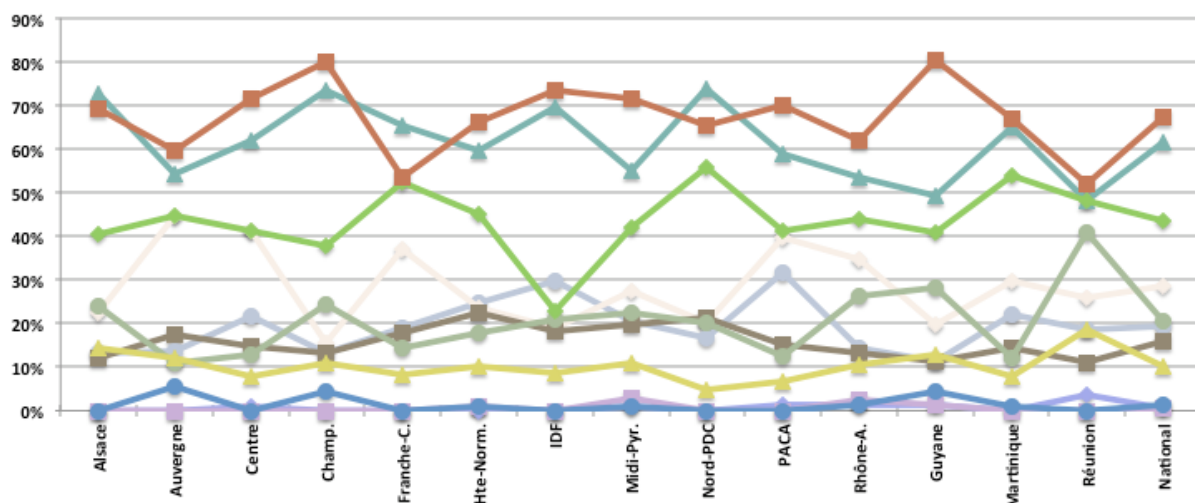
Le sentiment d'être en précarité énergétique (réponse 1) ou d'être vulnérable à cette situation (réponse 2) est exprimé dans l'ensemble des régions. Le total des réponses 1+2 représente en moyenne 55 % des participants, partout au moins 40 % comme à la Réunion, et jusqu'à 67 % comme en Auvergne.



### 2.3. Quels sont les leviers les plus efficaces pour que les citoyens puissent réduire fortement leur demande d'énergie ? (3 réponses au plus)

|  | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--|-------|-------|-------|-------|
| 1) Aucun soutien n'est utile, la transition se fera sans intervention.   | 1,3%  | 0,0%  | 5,4%  | 5,4%  |
| 2) La mise à disposition de solutions technologiques innovantes pour une plus grande efficacité énergétique (bâtiments et équipements, les modes de transports alternatifs à la voiture, des véhicules moins consommateurs de pétrole, etc.) | 67,2% | 51,9% | 80,3% | 28,4% |
| 3) Davantage d'accompagnement des particuliers : informations neutres et objectives, conseils personnalisés, plan de déplacements, etc.  | 43,6% | 22,9% | 56,0% | 33,1% |
| 4) Une augmentation du prix de l'énergie incitant à une réelle modération de la consommation d'énergie.  | 10,3% | 4,8%  | 18,5% | 13,8% |
| 5) Davantage de contraintes réglementaires : obligation d'isoler sa maison, stationnement quasiment impossible, normes à respecter, règles d'urbanisme, bonus / malus etc.   | 20,5% | 10,8% | 40,7% | 29,9% |
| 6) Assouplir la réglementation et les normes pour stimuler les initiatives individuelles.  | 15,8% | 11,1% | 22,5% | 11,4% |
| 7) Des actions de valorisation et de soutien d'initiatives citoyennes individuelles, collectives ou associatives.  | 28,6% | 15,6% | 44,6% | 29,0% |
| 8) Un soutien financier pour des travaux ou des achats d'équipement favorisant l'efficacité énergétique : Eco-Prêt, subvention, déduction fiscale, ...   | 61,4% | 48,1% | 73,8% | 25,7% |
| 9) La possibilité d'expérimenter : nouveaux modes de transports, compteurs intelligents ...  | 19,3% | 11,3% | 31,5% | 20,2% |
| 10) Aucun, je ne suis pas favorable à la réduction de la demande.  | 0,6%  | 0,0%  | 2,9%  | 2,9%  |
| 11) Je ne sais pas.  | 0,7%  | 0,0%  | 3,7%  | 3,7%  |

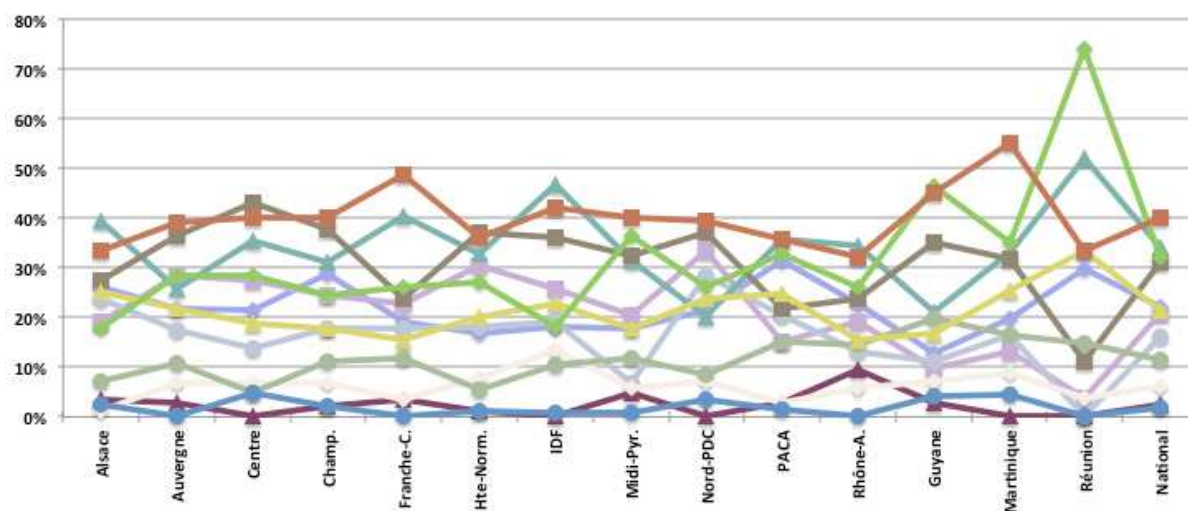
Malgré quelques variations (de  $\pm 15$  % autour d'une valeur de 65 %), les leviers de la mise à disposition de solutions technologiques (réponse 2) et du soutien financier (réponse 8) arrivent nettement en tête dans toutes les régions. La demande d'accompagnement (réponse 3) vient assez nettement aussi en troisième position partout, sauf en Ile-de-France, où cette réponse recueille pratiquement 20 points de moins que dans toutes les autres régions. Par ailleurs, l'augmentation des prix (réponse 4) n'est citée comme un levier efficace pour réduire la demande que par moins de 20 % des participants dans toutes les régions.



**2.4. Quels sont les freins que vous rencontrez aujourd'hui pour revoir vos consommations d'énergie au quotidien ? (3 réponses au plus)**

|  | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--|-------|-------|-------|-------|
| 1) Aucun, je ne suis pas disposé-e à réduire ma consommation énergétique.  | 1,9%  | 0,0%  | 4,9%  | 4,9%  |
| 2) Je n'ai pas suffisamment d'argent pour m'équiper de manière à accroître l'efficacité énergétique de mon logement ou de mon véhicule.                                    | 40,0% | 32,1% | 54,9% | 22,8% |
| 3) Je n'ai pas d'alternative satisfaisante pour changer ma manière de consommer de l'énergie : manque de transports en commun, pas de logement à faible consommation, etc. | 32,0% | 17,9% | 74,1% | 56,2% |
| 4) Je n'ai pas suffisamment d'information sur les solutions existantes.  | 21,3% | 15,5% | 33,3% | 17,9% |
| 5) Je n'ai aucune idée de ma consommation d'énergie et de combien cela me coûte si je compte tout : voiture, logement, consommation courante.                              | 11,6% | 4,9%  | 19,7% | 14,8% |
| 6) Je n'ai aucune garantie qu'un investissement sur un équipement plus performant soit rentable et réduise ma facture.   | 31,1% | 11,1% | 43,1% | 32,0% |
| 7) Je ne suis pas motivé-e, car je doute que mes efforts soient récompensés par une facture plus faible.   | 6,3%  | 1,2%  | 13,3% | 12,1% |
| 8) J'ai le sentiment que des solutions collectives existent (copropriété, coopérative de voisins ...) mais qu'elles sont difficiles à mettre en œuvre.                     | 34,2% | 20,2% | 51,9% | 31,6% |
| 9) On parle de nouvelles énergies dont je méconnais les performances et le prix.   | 16,0% | 0,0%  | 28,6% | 28,6% |
| 10) Je n'ai pas confiance dans les offres existantes, ni dans les informations proposées par les professionnels sur la performance des équipements.                        | 20,9% | 3,7%  | 33,3% | 29,6% |
| 11) Je ne me sens pas soutenu-e par une dynamique positive sur les questions d'énergie dans la société : campagne d'information ou d'utilité publique.                     | 22,0% | 12,7% | 31,5% | 18,8% |
| 12) Je ne sais pas.  | 2,4%  | 0,0%  | 9,5%  | 9,5%  |

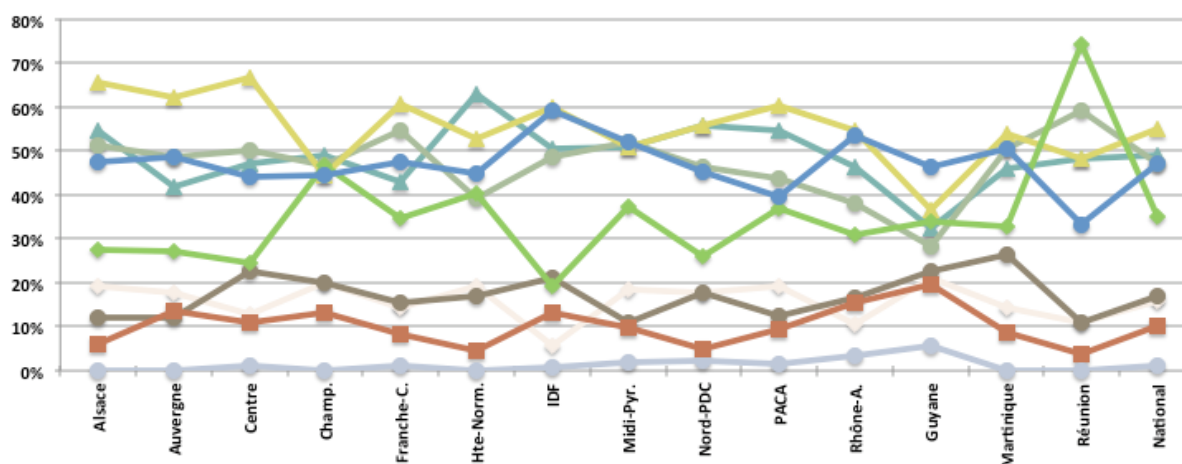
Malgré une assez grande dispersion des réponses qui entraîne également une variation des résultats entre les régions, ceux-ci font ressortir de façon assez homogène deux groupes de réponses. Les réponses sur le refus d'agir (réponse 1), sur l'absence de motivation pour le faire (réponse 7), et dans une moindre mesure sur l'absence d'idée de sa consommation (réponse 5) recueillent chacune moins de 10 % en moyenne, et jamais plus de 20 %. Les autres réponses (2-3-4-6-8-9-10) recueillent plutôt de 20 % à 40 % de réponses en moyenne. Parmi celles-ci, l'absence de moyens financiers (réponse 2) arrive pratiquement toujours en tête. L'absence d'alternative satisfaisante (réponse 3) obtient un taux de réponse plus élevé dans les trois régions d'outre-mer que dans les régions de métropole, avec un pic à la Réunion.



**2.5. Si la réduction de la demande doit avoir lieu, qui doit y contribuer en priorité ? (3 réponses au plus)**

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) Les entreprises, en renforçant l'efficacité énergétique de leur patrimoine et la sobriété de leurs activités (isolation, éclairage, déplacements, procédés de production, matières premières, recyclage etc.).                                   | 46,9% | 33,3% | 59,0% | 25,7% |
| 2) Le monde agricole en renforçant l'efficacité énergétique de son patrimoine et la sobriété de ses activités (isolation, éclairage, déplacements, procédés de production, matières premières, recyclage etc.).                                     | 10,1% | 3,7%  | 19,7% | 16,0% |
| 3) Les ménages par une baisse de leur consommation d'énergie et une évolution de leur équipement.   | 35,1% | 19,0% | 74,1% | 55,0% |
| 4) L'État, en étant exemplaire sur son patrimoine (bâtiments publics, monuments historiques), gestion des déplacements.   | 55,2% | 36,6% | 66,7% | 30,0% |
| 5) Les collectivités, en agissant sur l'aménagement du territoire, celui des villes et des quartiers (réduction des distances, type de construction, densité, ...)  | 47,0% | 28,2% | 59,3% | 31,1% |
| 6) Les fournisseurs d'énergie (électricité, pétrole, ...) qui doivent assurer un service à leur client pour qu'ils baissent leur consommation.  | 17,0% | 10,8% | 26,4% | 15,6% |
| 7) Les producteurs d'énergie en optimisant les procédés d'acheminement et de distribution de l'énergie pour en réduire les pertes.  | 15,8% | 5,7%  | 21,1% | 15,4% |
| 8) Les fabricants de voitures, l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire, la distribution, le secteur de la construction et de la rénovation des bâtiments, etc. qui doivent adapter leur offre pour utiliser l'énergie de manière plus efficace. | 48,8% | 32,4% | 62,9% | 30,5% |
| 9) Je ne sais pas.  | 1,3%  | 0,0%  | 5,6%  | 5,6%  |

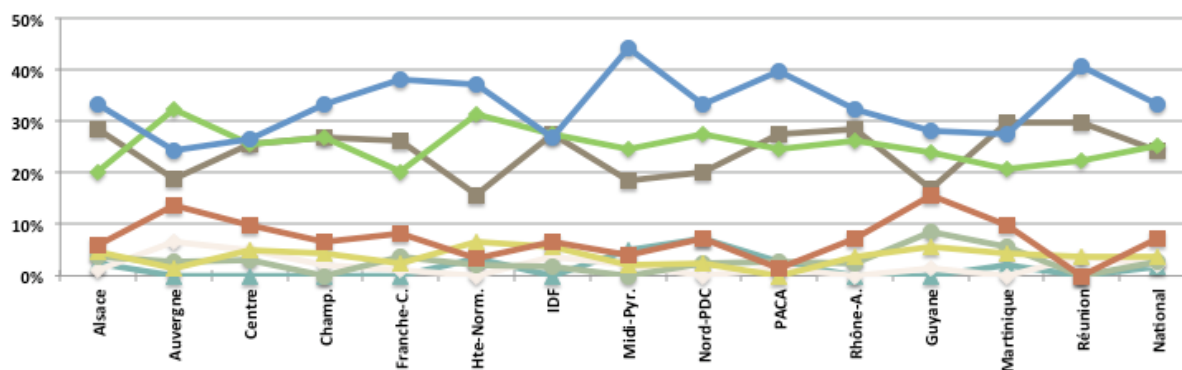
Le groupe de réponses portant sur la nécessité d'une contribution des pouvoirs publics (l'Etat, réponse 4, comme les collectivités, réponse 5) et des entreprises (en étant elles-mêmes efficaces, réponse 1, et en fournissant aux ménages des équipements efficaces, réponse 8) se détache dans toutes les régions. Le niveau des réponses est particulièrement homogène, avec une variation de l'ordre de  $\pm 15\%$  autour de  $50\%$  sur l'ensemble des régions. Le rôle des ménages (réponse 3) se situe partout à un niveau intermédiaire entre ces réponses et les réponses moins citées (réponses 2-6-7, concernant l'agriculture et le secteur de l'énergie, pratiquement partout à moins de  $20\%$ ). On observe toutefois d'importantes variations sur cette réponse 3, entre un point bas sous les  $20\%$  en Ile-de-France et un maximum à  $70\%$  (plus de 20 points au-dessus des autres régions) à la Réunion.



## 2.6. Aller vers une forte réduction des consommations d'énergie en France, c'est d'abord ...

|  | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--|-------|-------|-------|-------|
| 1) Une chance pour la société française parce que cette réduction va demander de nouveaux équipements et de nouvelles activités qui vont soutenir l'économie.    | 33,2% | 24,3% | 44,1% | 19,8% |
| 2) Une contrainte pour les ménages et les entreprises, qui font déjà beaucoup pour réduire leur consommation.  | 7,1%  | 0,0%  | 15,5% | 15,5% |
| 3) Une chance pour les ménages et les entreprises qui vont pouvoir maîtriser leur facture énergétique tout en vivant ou fonctionnant comme maintenant, en mieux. | 25,3% | 20,2% | 32,4% | 12,2% |
| 4) Une mise en cause trop importante du libre choix de nos modes vie et de notre consommation.   | 3,7%  | 0,0%  | 6,7%  | 6,7%  |
| 5) Un fort ralentissement d'un des moteurs de la croissance et la compétitivité de l'économie français.  | 2,7%  | 0,0%  | 8,5%  | 8,5%  |
| 6) Un moyen de réduire l'impact sur l'environnement.   | 24,3% | 15,7% | 29,7% | 13,9% |
| 7) Je ne sais pas.   | 2,0%  | 0,0%  | 6,8%  | 6,8%  |
| Sans réponse   | 1,6%  | 0,0%  | 7,1%  | 7,1%  |

Les réponses positives sur la chance pour la société (réponse 1) et pour les ménages et les entreprises (réponse 3) arrivent dans toutes les régions, dans cet ordre, loin devant les réponses négatives sur la contrainte pour les ménages (réponse 2) et le ralentissement de l'économie (réponse 5). La préoccupation pour l'environnement arrive juste derrière ou s'intercale parfois, sauf en Guyane où elle arrive en première position. Par ailleurs, l'idée que la forte réduction de la demande implique une mise en cause trop importante des modes de vie ne recueille plus de 7 % dans aucune région.



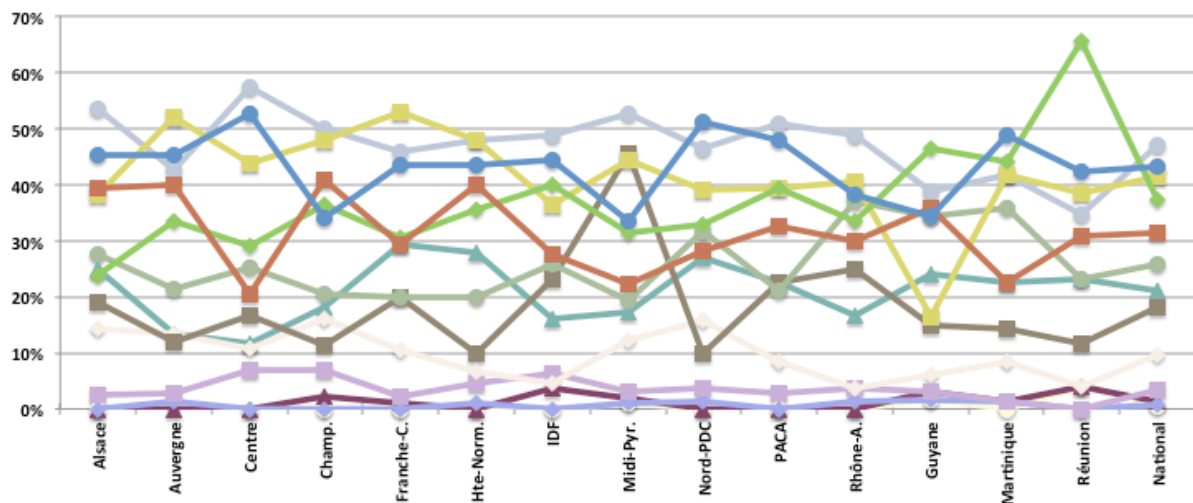
### Séquence 3 :

#### 3.1. Quelles seraient pour vous les principales conséquences pour la France de ne pas changer sa stratégie énergétique ? (3 réponses au plus)

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) Une dépendance trop forte de la France vis-à-vis des pays fournisseurs d'énergie fossile, notamment au pétrole   | 43,2% | 33,3% | 52,4% | 19,1% |
| 2) Une augmentation accrue des importations, et donc un déséquilibre plus grand de la balance commerciale, entraînant une perte de compétitivité des entreprises françaises.    | 31,4% | 20,4% | 40,9% | 20,5% |
| 3) Le prolongement d'un niveau élevé d'émission de gaz à effets de serre, aggravant le changement climatique  | 37,2% | 23,8% | 65,4% | 41,6% |
| 4) Une augmentation durable et accentuée du coût de l'énergie, augmentant la précarité énergétique d'une partie de plus en plus importante de la population et des territoires. | 41,3% | 16,4% | 52,9% | 36,5% |
| 5) Des risques sanitaires, liés à l'augmentation de la pollution.   | 25,9% | 19,2% | 36,9% | 17,7% |
| 6) Des risques d'un accident technologique (centrales nucléaires, installation pétrolière ...).   | 18,2% | 9,8%  | 45,5% | 35,7% |
| 7) Un approvisionnement énergétique aléatoire, risquant de perturber l'économie française.  | 9,6%  | 3,6%  | 15,9% | 12,3% |
| 8) Un manque d'adaptabilité de la France en cas de crise dans un pays dont la France importe de l'énergie : conflit géopolitique, catastrophe naturelle.                        | 21,0% | 11,7% | 29,4% | 17,8% |
| 9) Un risque de faire porter aux générations futures la nécessité d'agir dans l'urgence.  | 47,1% | 34,6% | 57,3% | 22,7% |
| 10) Aucune, la transition énergétique se fera de toute façon, les décisions se prennent ailleurs  | 3,5%  | 0,0%  | 6,8%  | 6,8%  |
| 11) Aucune, la transition énergétique n'aura qu'un impact mineur sur le pays  | 0,6%  | 0,0%  | 1,5%  | 1,5%  |
| 12) Aucune, car le modèle énergétique actuel est bénéfique.   | 1,2%  | 0,0%  | 3,8%  | 3,8%  |
| 13) Je ne sais pas.   | 0,5%  | 0,0%  | 3,8%  | 3,8%  |



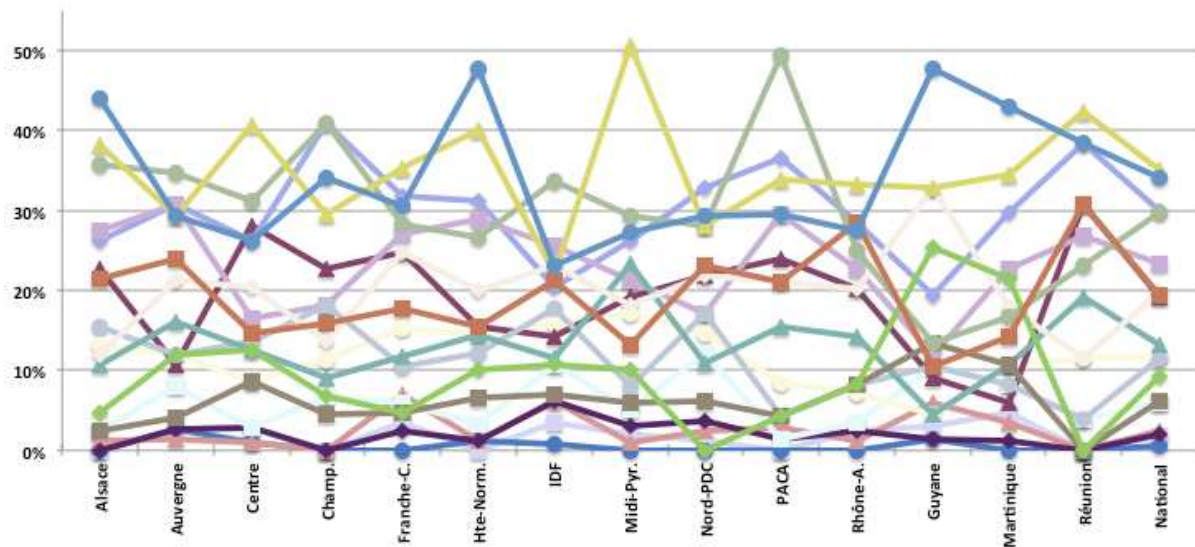
Le risque transféré aux générations futures (réponse 9) arrive en première position dans une majorité de régions et reste proche de la première position dans toutes les autres. On observe une relative inversion entre cette réponse et la réponse plus directement appliquée au changement climatique (réponse 3) dans l'outre-mer, surtout marquée à la Réunion où cette réponse connaît un pic. Les réponses sur l'absence de conséquences dans le cas où la France ne changerait pas de stratégie énergétique (réponses 10-11-12) sont pratiquement les trois dernières dans toutes les régions, et leur cumul ne dépasse 10 % dans aucune région. La répartition des réponses intermédiaires, entre risques liés aux importations d'énergies fossiles (réponses 1-2-7-8), risques liés aux prix et précarité (réponse 4), et risques de pollution et d'accident technologique (réponses 5 et 6) est plus variable, avec quelques singularités : la réponse 6 sur le risque d'accident obtient en Midi-Pyrénées près de 20 points de plus que dans les autres régions, alors que la réponse 4 sur la précarité obtient en Guyane près de 20 points de moins que dans toutes les autres régions.



**3.2. Projétons-nous en 2050. La transition énergétique a été réalisée. A quel effet seriez-vous le-la plus attentif-ve ? (3 réponses au plus)**

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) La création de nouvelles filières économiques liées aux énergies renouvelables a permis de créer des milliers de nouveaux emplois.   | 34,1% | 23,0% | 47,8% | 24,8% |
| 2) La France a atteint ses objectifs en matière de réduction de gaz à effets de serre (Division par 4 des émissions en 2050)  | 19,4% | 10,4% | 30,8% | 20,3% |
| 3) L'exploitation de certaines formes nouvelles d'énergies (éolien, photovoltaïque) a défiguré les paysages dans beaucoup de régions.   | 9,4%  | 0,0%  | 25,4% | 25,4% |
| 4) La majorité de l'énergie est produite et consommée localement, à l'échelle des bassins de vie  | 35,0% | 22,1% | 50,5% | 28,4% |
| 5) La France est autonome sur le plan énergétique, du coup la balance commerciale s'est rééquilibrée  | 29,7% | 13,4% | 49,3% | 35,9% |
| 6) Des emplois ont été perdus dans le secteur traditionnel de l'énergie sans être compensés par la création de nouveaux emplois dans les énergies renouvelables.  | 6,2%  | 0,0%  | 13,4% | 13,4% |
| 7) Chaque ménage maîtrise sa facture d'énergie : prix, quantité, choix du type d'énergie.   | 19,9% | 11,5% | 32,8% | 21,3% |
| 8) La France est devenue une référence mondiale pour son savoir-faire en énergies renouvelables   | 13,2% | 4,5%  | 23,2% | 18,8% |
| 9) La France est leader dans le nucléaire nouvelle génération et exporte son savoir-faire du démantèlement des centrales.   | 11,4% | 3,8%  | 18,2% | 14,3% |
| 10) La France a relancé son industrie grâce aux énergies renouvelables et aux technologies de l'efficacité énergétique (domotique, réseaux intelligents, isolation, etc...).  | 23,3% | 11,9% | 30,7% | 18,7% |
| 11) La France a développé les filières professionnelles de l'efficacité énergétique par exemple autour des nouveaux matériaux d'isolation et construction avec de nombreux nouveaux métiers associés dans l'artisanat, la recherche et le développement, l'ingénierie intelligente, l'industrie ... | 29,9% | 19,4% | 40,9% | 21,5% |
| 12) Le parc immobilier français s'est amélioré en termes d'efficacité énergétique et thermique et donc de confort. Les « passoires thermiques » n'existent plus.  | 19,3% | 6,0%  | 30,8% | 24,8% |
| 13) L'énergie n'est plus un poste de dépense rendant vulnérables les ménages aux budgets les plus contraints  | 11,8% | 4,5%  | 17,2% | 12,7% |
| 14) La transition énergétique a obligé à faire des choix d'énergies qui se sont révélés dangereux pour la santé   | 6,1%  | 1,4%  | 12,2% | 10,8% |
| 15) La transition énergétique a fait le pari de diversifier les sources d'énergie : c'est devenu compliqué de s'y retrouver   | 2,0%  | 0,0%  | 6,2%  | 6,2%  |
| 16) On vit souvent des ruptures d'approvisionnement d'énergies (électricité, carburants, ...)   | 2,5%  | 0,0%  | 7,1%  | 7,1%  |
| 17) La transition énergétique n'engendrera aucun de ces effets.   | 0,5%  | 0,0%  | 2,7%  | 2,7%  |
| 18) Je ne sais pas.   | 1,9%  | 0,0%  | 4,8%  | 4,8%  |

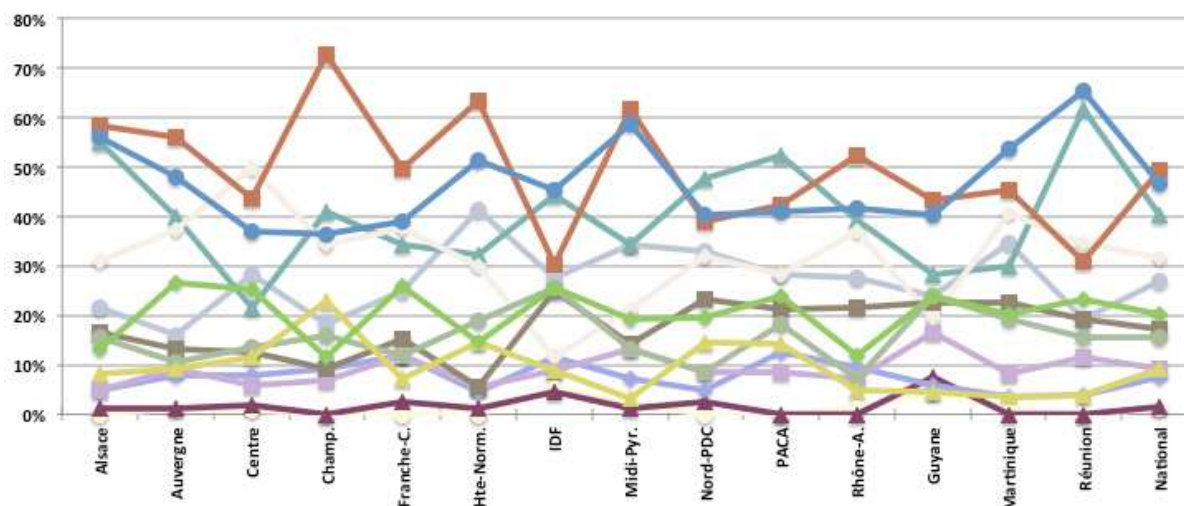
Le grand nombre de réponses possibles engendre une forte dispersion, et des variations sensibles entre régions qu'il est toutefois difficile d'interpréter. Un groupe de quatre réponses apparaît en tête (ou parmi les cinq réponses en tête) dans toutes les régions de métropole : le développement d'une autonomie énergétique locale (réponse 4) ou au moins nationale (réponse 5), et la création de nouvelles filières et d'emplois dans les énergies renouvelables (réponse 1) et l'efficacité énergétique (réponse 11). Ce constat reste valable pour les réponses 1, 4 et 11 dans les régions d'outre-mer, mais la réponse 5 sur l'autonomie énergétique nationale y est moins citée. Par ailleurs, les réponses portant sur de possibles effets négatifs sur les emplois (réponse 6), sur la santé (réponse 14), sur la complexité (réponse 15), sur les ruptures d'approvisionnement (réponse 16), ou la réponse sur l'absence d'effet (réponse 17) arrivent pratiquement en queue dans toutes les régions. La réponse négative sur les paysages (réponse 3), si elle reste comme les précédentes sous les 10 % en moyenne, connaît d'importantes variations, entre 0 % en Nord-Pas-de-Calais ou à la Réunion et 25 % en Guyane.



### 3.3. Parmi les grandes décisions, issues du débat national, quelles seraient selon vous les plus importantes à mettre en œuvre rapidement ? (3 réponses au plus)

|  | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--|-------|-------|-------|-------|
| 1) Réorienter les investissements vers les énergies renouvelables et le développement de filières économiques.   | 46,6% | 36,4% | 65,4% | 29,0% |
| 2) Lancer un vaste programme de recherche et développement au niveau national et européen.   | 49,2% | 30,1% | 72,7% | 42,6% |
| 3) Garantir une maîtrise publique de l'énergie, quelle qu'en soit l'échelle  | 20,3% | 11,4% | 26,7% | 15,3% |
| 4) Prolonger la durée de vie du parc nucléaire.  | 9,3%  | 3,0%  | 22,7% | 19,7% |
| 5) Généraliser l'usage de solutions technologiques d'efficacité énergétique : offres nouvelles, compteurs électriques intelligents, etc.   | 15,5% | 7,1%  | 25,7% | 18,5% |
| 6) Garantir que les mesures prises soient compatibles avec les engagements dit « facteur 4 » (division par 4 de nos émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050).   | 17,2% | 5,6%  | 24,8% | 19,2% |
| 7) Accompagner la baisse de consommation d'énergie : information, conseils, accompagnement   | 31,7% | 11,5% | 49,5% | 38,0% |
| 8) Introduire une fiscalité écologique et incitative : Prêt à Taux Zéro, subvention, déduction fiscale, certificats énergie, système de bonus/ malus...  | 40,0% | 21,4% | 61,5% | 40,2% |
| 9) Accompagner les évolutions des parcours professionnels (nouvelles qualifications, passage d'une filière à l'autre, ...), créer de nouvelles formations (du CAP à l'université) pour répondre aux enjeux de la transition. | 27,0% | 16,0% | 41,1% | 25,1% |
| 10) Adopter une réglementation plus contraignante et qui s'applique à tous.  | 9,0%  | 4,8%  | 16,4% | 11,7% |
| 11) Libérer les contraintes réglementaires pour faciliter les initiatives.   | 7,5%  | 3,6%  | 12,7% | 9,1%  |
| 12) Je ne souhaite pas qu'il y ait une loi sur la transition énergétique.  | 1,7%  | 0,0%  | 7,5%  | 7,5%  |
| 13) Je ne sais pas.  | 1,2%  | 0,0%  | 5,3%  | 5,3%  |

Les réponses qui se détachent en moyenne nationale, sur la recherche et développement (réponse 2), la réorientation des investissements (réponse 1) et la fiscalité écologique (réponse 8) arrivent aux trois premières positions dans 9 régions. Elles n'arrivent toutefois pas toujours dans le même ordre. Si la réponse 1 obtient des résultats relativement comparables, les réponses 2 et 8 connaissent d'importantes variations d'une région à l'autre, la recherche et développement fluctuant par exemple de 30 % en Ile-de-France à plus de 70 % en Champagne. La fiscalité écologique obtient un résultat particulièrement bas en région Centre, où l'accompagnement (réponse 7) arrive au contraire en première place en atteignant 50 % de réponses. À l'inverse, l'accompagnement descend jusqu'à 10 % en Ile-de-France. De l'autre côté du spectre, les réponses sur le renforcement de la réglementation (réponse 10) ou son allègement (réponse 11) figurent parmi les dernières réponses dans toutes les régions, pratiquement aux mêmes niveaux, sauf dans les outre-mer où l'on observe un petit écart en faveur du renforcement. Enfin, la réponse sur la prolongation du parc nucléaire (réponse 4) reste pratiquement inférieure à 20 % dans toutes les régions, sans corrélation particulière avec la présence ou le nombre de réacteurs dans ces régions.

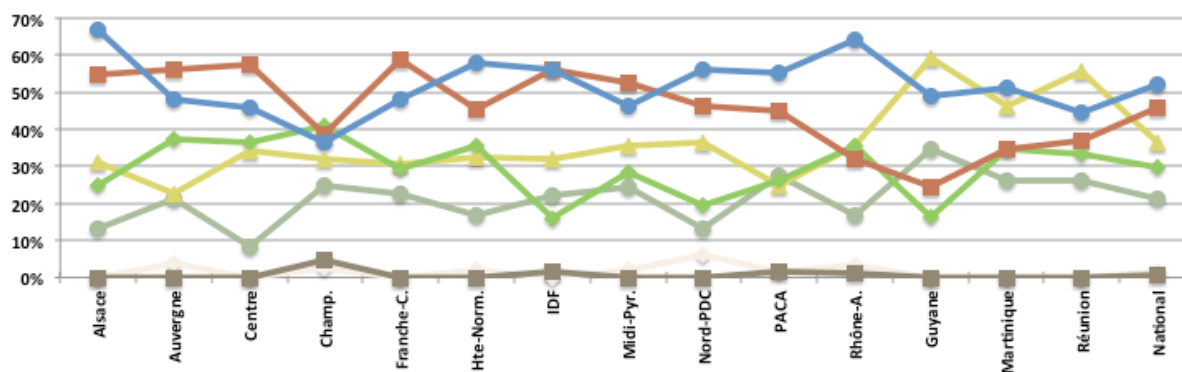


#### Séquence 4 :

#### 4.1. Si la transition énergétique doit être encadrée politiquement, à quel niveau pensez vous que cela doit être fait en priorité ? (2 réponses au plus)

|  | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--|-------|-------|-------|-------|
| 1) L'Union Européenne.   | 46,6% | 36,4% | 65,4% | 29,0% |
| 2) La France.  | 49,2% | 30,1% | 72,7% | 42,6% |
| 3) L'échelle des grandes régions françaises.   | 20,3% | 11,4% | 26,7% | 15,3% |
| 4) Les bassins de vie, communes, communautés de communes, départements.                              | 9,3%  | 3,0%  | 22,7% | 19,7% |
| 5) Des collectifs de citoyens (pour du covoiturage, des coopératives de production d'énergie, etc.). | 15,5% | 7,1%  | 25,7% | 18,5% |
| 6) Aucune.   | 17,2% | 5,6%  | 24,8% | 19,2% |
| 7) Je ne sais pas.   | 31,7% | 11,5% | 49,5% | 38,0% |

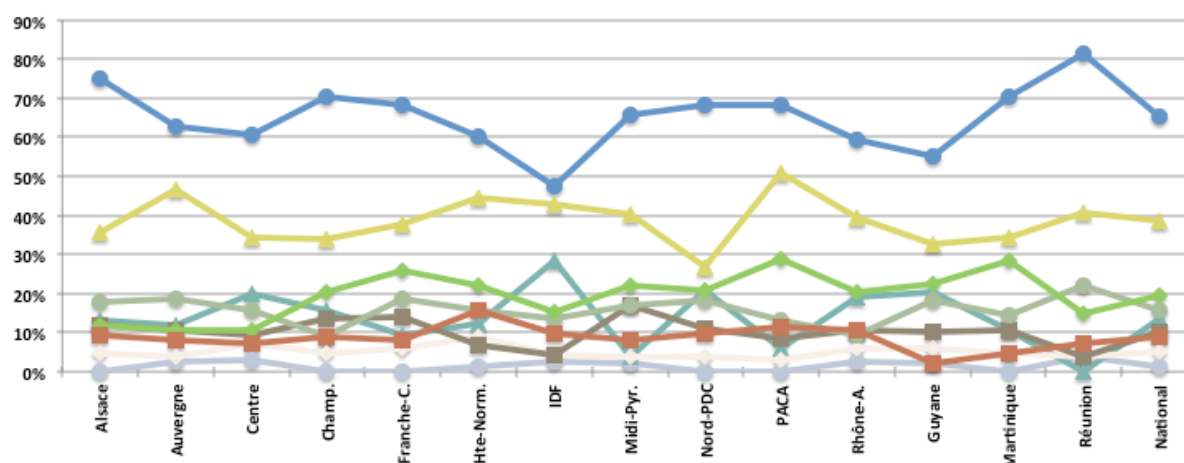
Le niveau de priorité accordé au cadre européen (réponse 1) et au cadre national (réponse 2) est très proche dans toutes les régions métropolitaines, sauf en Rhône-Alpes où un écart important apparaît au profit de l'Union Européenne. Celle-ci devance également le cadre offert par la France dans l'outre-mer, particulièrement en Guyane. Ces deux réponses arrivent partout devant le cadre régional (réponse 3), sauf en Champagne, et celui des collectivités infra-régionales (réponse 4), sauf dans les régions d'outre-mer où celles-ci arrivent en première ou deuxième position devant le niveau régional. Le total des deux niveaux de collectivités (3+4) est toutefois en moyenne supérieur au niveau européen et national, avec plus de 65 % en moyenne. Enfin, le niveau des collectifs de citoyens arrive presque partout derrière ces quatre niveaux formels.



#### 4.2. Quel rôle doit être privilégié pour les citoyens dans la mise en œuvre de la transition énergétique ? (2 réponses au plus)

|  | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--|-------|-------|-------|-------|
| 1) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs via la maîtrise de leur consommation individuelle : réduction de la consommation, comportements plus sobres, investissement dans leur logement et les équipements plus performants, choix de fournisseurs d'énergie et des sources d'énergie | 65,2% | 47,3% | 81,5% | 34,2% |
| 2) Par leur statut de travailleur-se, d'entrepreneur-e ou de patron-ne, ils-elles agiront dans leur univers professionnel pour assurer la mise en œuvre de la transition.  | 8,7%  | 2,0%  | 15,6% | 13,5% |
| 3) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant qu'investisseur et opérateur dans la production d'énergie : investissement dans des sociétés locales d'énergie, autoproduction d'énergie individuelle ou avec des collectifs.  | 19,6% | 10,4% | 29,0% | 18,6% |
| 4) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant qu'habitants et contribuables dans les choix et la mise en œuvre de politiques locales d'énergie des collectivités locales : transports collectifs, urbanisme économe en énergie ...   | 38,6% | 26,8% | 50,7% | 23,9% |
| 5) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant que relais de la transition énergétique auprès de leurs voisins, collègues, familles à travers des actions innovantes et locales : covoiturage, auto-partage d'équipement ...  | 15,9% | 9,1%  | 22,2% | 13,1% |
| 6) Les citoyen-ne-s seront très actifs-ves dans un rôle de vigilance par rapport au développement de l'exploitation de nouvelles formes d'énergie près de chez eux.  | 10,2% | 3,7%  | 17,2% | 13,5% |
| 7) Les salarié-e-s, entrepreneur-e-s et patron-ne-s assureront un rôle de vigilance par rapport aux conditions dans lesquelles la mutation des outils industriels et des emplois énergétiques ou en s'opposant à la fermeture d'usine de production.                                       | 5,1%  | 2,9%  | 8,9%  | 6,0%  |
| 8) Aucune : les citoyen-ne-s n'ont pas assez de pouvoir individuellement pour peser dans les décisions à prendre.  | 13,7% | 0,0%  | 28,6% | 28,6% |
| 9) Je ne sais pas.   | 1,4%  | 0,0%  | 3,7%  | 3,7%  |

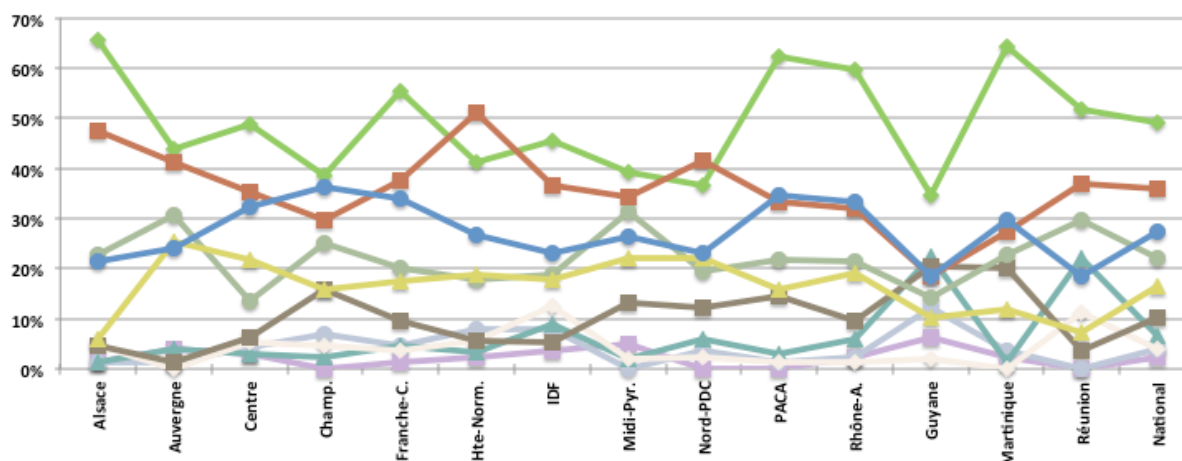
Les résultats apparaissent particulièrement homogènes, puisque le rôle des citoyens comme acteurs de la maîtrise de leur consommation (réponse 1) arrive dans toutes les régions, sans exception, en première position, et leur rôle comme habitant et contribuable dans les collectivités locales (réponse 4) arrive partout en deuxième position. Les autres réponses connaissent des fluctuations autour de niveaux de 10 % à 20 % en moyenne, sans écarts significatifs. Le rôle des citoyens dans le monde du travail (réponses 2 et 7), par exemple, reste très peu cité dans toutes les régions. On observe toutefois un pic de pessimisme sur l'absence de pouvoir individuel des citoyens (réponse 8) en Ile-de-France.



#### 4.3. À propos du prix de l'énergie, dont la plupart des acteurs s'accordent qu'il augmentera avec ou sans la transition, quelles seraient les bases d'un « new deal » : quelles contreparties seraient acceptables ? (2 réponses au plus)

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) Si l'augmentation du prix de l'énergie ne se ressent pas dans ma facture parce que j'aurai réduit ma consommation globale d'énergie  | 27,3% | 18,4% | 36,4% | 18,0% |
| 2) Si le nouveau modèle énergétique a des effets positifs et d'ampleur sur l'emploi et l'économie française.  | 36,0% | 18,4% | 51,1% | 32,7% |
| 3) Si le nouveau modèle énergétique a des effets positifs sur l'environnement et la santé.  | 49,1% | 34,7% | 65,5% | 30,8% |
| 4) Si l'évolution du prix est la même partout en France, même si les ressources en matière d'énergie (ressources naturelles, moyens de productions différents ...) des Régions sont différentes | 16,6% | 6,0%  | 25,3% | 19,4% |
| 5) Si l'évolution du prix tient compte des comportements avec un système de bonus/malus   | 22,1% | 13,5% | 31,3% | 17,8% |
| 6) Si je peux baisser ma facture, en pouvant revendre ma production individuelle d'énergie  | 10,2% | 1,3%  | 20,4% | 19,1% |
| 7) Sans aucune condition, c'est inéluctable.  | 4,0%  | 0,0%  | 12,5% | 12,5% |
| 8) A aucune condition, c'est aux pouvoirs publics d'absorber ce coût.   | 6,5%  | 1,2%  | 22,4% | 21,3% |
| 9) A aucune condition, c'est au marché d'absorber ce coût.  | 4,1%  | 0,0%  | 12,2% | 12,2% |
| 10) Je ne sais pas.   | 2,2%  | 0,0%  | 6,1%  | 6,1%  |

Bien que les réponses connaissent des variations sensibles d'une région à l'autre, l'acceptabilité d'un « new deal » autour des contreparties à l'augmentation du prix de l'énergie est forte dans toutes les régions, sauf en Guyane où elle apparaît plus modérée, avec des réponses plus faibles que dans toutes les autres régions sur des contreparties positives (réponses 1, 2 et 3 notamment), et un pic sur l'idée que c'est aux pouvoirs publics (réponse 8) ou au marché (réponse 9) d'absorber le coût. Dans l'ordre des contreparties positives privilégiées, les effets positifs sur l'environnement et la santé (réponse 3) arrivent en tête, souvent largement, dans 12 régions, et les effets sur l'emploi et l'économie (réponse 2) arrivent globalement en deuxième position, suivi de près par la maîtrise de la facture par la réduction de la consommation (réponse 1). Enfin, on observe en Alsace un attachement plus faible que dans les autres régions de métropole au maintien d'une forme de péréquation tarifaire (réponse 4).



#### 4.4. Après avoir vécu cette journée, je dirais que la transition énergétique, c'est d'abord ...

Pas d'analyse régionale de cette question ouverte.

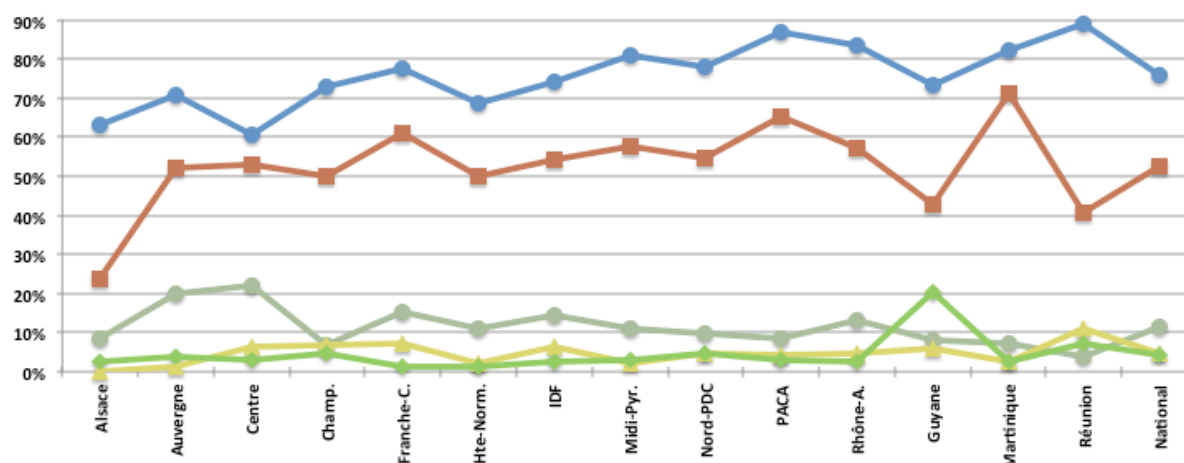
#### 4.5. Après cette journée d'échange sur la transition énergétique, selon vous, la transition énergétique aura-t-elle ? (2 réponses au plus)

|   | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|---|-------|-------|-------|-------|
| 1) Un effet plutôt positif pour la société française. | 75,8% | 60,4% | 88,9% | 28,5% |
| 2) Un effet plutôt positif pour moi.                  | 52,5% | 23,8% | 71,4% | 47,6% |
| 3) Un effet plutôt négatif pour la société française. | 4,5%  | 1,1%  | 20,4% | 19,3% |
| 4) Un effet plutôt négatif pour moi.                  | 4,7%  | 0,0%  | 11,1% | 11,1% |
| 5) Je ne sais pas.                                    | 11,4% | 3,7%  | 21,9% | 18,2% |

Les résultats sont très nets, avec un ordre des réponses presque identique entre toutes les régions, et des écarts marqués. L'effet positif pour la société française (réponse 1) arrive partout en tête, souvent sensiblement devant l'effet positif pour chacun (réponse 2), et très loin devant les effets négatifs pour la société (réponse 3) et pour chacun (réponse 4).



Le total de ces deux réponses négatives est inférieur à 10 % dans toutes les régions, sauf à la Réunion et surtout en Guyane, où la crainte d'un effet négatif sur la société, tout en restant très minoritaire, est la plus marquée. Par ailleurs, le point bas de l'Alsace sur l'effet positif pour chacun (réponse 2) s'explique probablement par le fait que les participants n'y ont fourni qu'une réponse au lieu de deux (total inférieur à 100 %). Enfin, on note une incertitude plus grande sur cette question que sur toutes les précédentes : le taux de réponse « je ne sais pas » (réponse 5) y est assez nettement le plus élevé des quatre séquences dans toutes les régions, à l'exception de la Réunion.

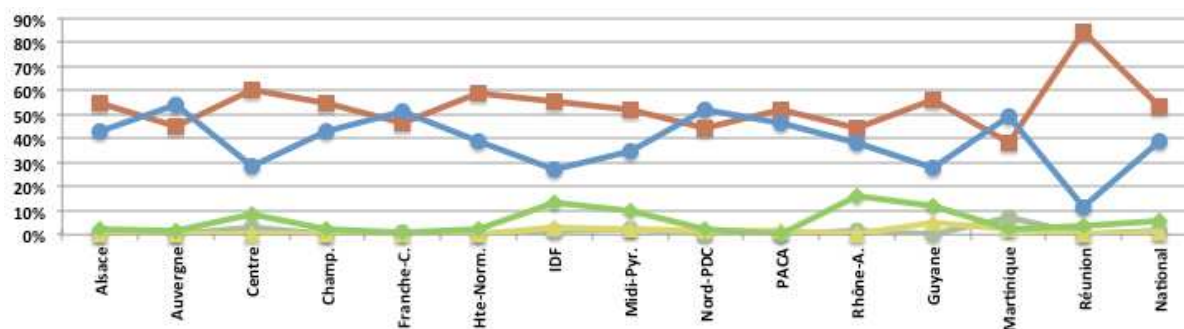


## Séquence 5 :

### 5.1. Le livret d'information et les vidéos étaient-ils suffisamment informatifs et équilibrés ?

|                    | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| 1) Tout à fait.    | 38,9% | 11,5% | 53,7% | 42,2% |
| 2) Plutôt.         | 53,3% | 38,3% | 84,6% | 46,3% |
| 3) Pas du tout.    | 5,6%  | 0,0%  | 16,2% | 16,2% |
| 4) Je ne sais pas. | 1,0%  | 0,0%  | 4,7%  | 4,7%  |
| Sans réponse       | 1,2%  | 0,0%  | 7,4%  | 7,4%  |

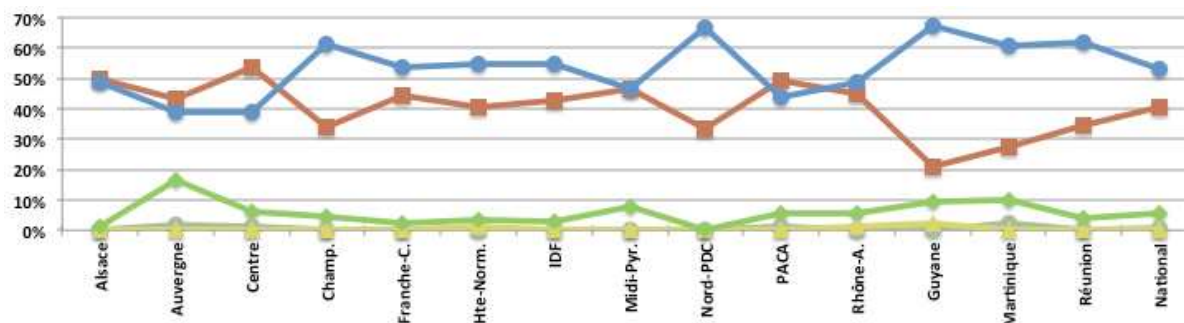
Les réponses favorables (réponse 2) et très favorables (réponse 1) l'emportent largement dans toutes les régions, avec un équilibre plutôt en faveur de la première, particulièrement marqué à la Réunion. Le taux de réponse négative (réponse 3) est globalement faible, mais dépasse 10 % dans 3 régions.



## 5.2. Des opinions différentes et opposées ont-elles été exposées et mises en débat à votre table ?

|                    | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| 1) Tout à fait.    | 38,9% | 11,5% | 53,7% | 42,2% |
| 2) Plutôt.         | 53,3% | 38,3% | 84,6% | 46,3% |
| 3) Pas du tout.    | 5,6%  | 0,0%  | 16,2% | 16,2% |
| 4) Je ne sais pas. | 1,0%  | 0,0%  | 4,7%  | 4,7%  |
| Sans réponse       | 1,2%  | 0,0%  | 7,4%  | 7,4%  |

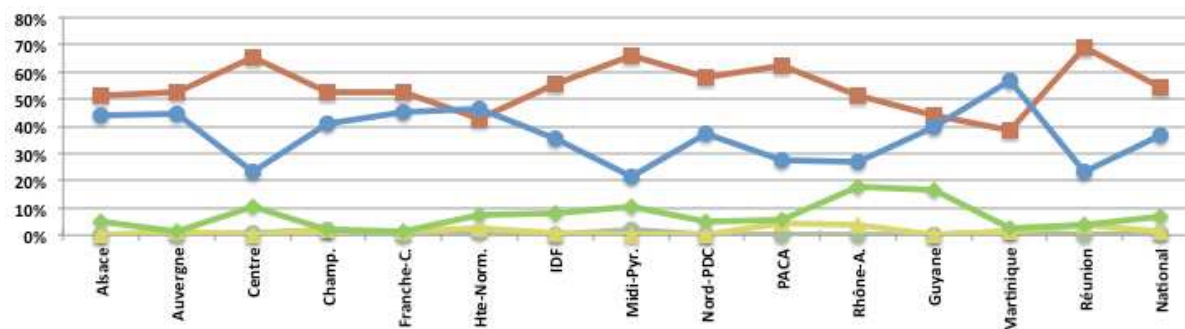
Les réponses sont globalement semblables à celles de la question précédente, avec un équilibre cette fois en faveur des réponses très favorables, surtout marqué dans les régions d'outre-mer. L'Auvergne est la seule région où le taux de réponse défavorable (réponse 3) dépasse 10 %.



## 5.3. Le questionnaire et les choix proposés ont-ils permis d'exprimer vos positions ?

|                    | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| 1) Tout à fait.    | 36,6% | 21,5% | 56,8% | 35,3% |
| 2) Plutôt.         | 54,3% | 38,3% | 69,2% | 31,0% |
| 3) Pas du tout.    | 6,9%  | 1,2%  | 17,6% | 16,4% |
| 4) Je ne sais pas. | 1,6%  | 0,0%  | 4,3%  | 4,3%  |
| Sans réponse       | 0,6%  | 0,0%  | 2,3%  | 2,3%  |

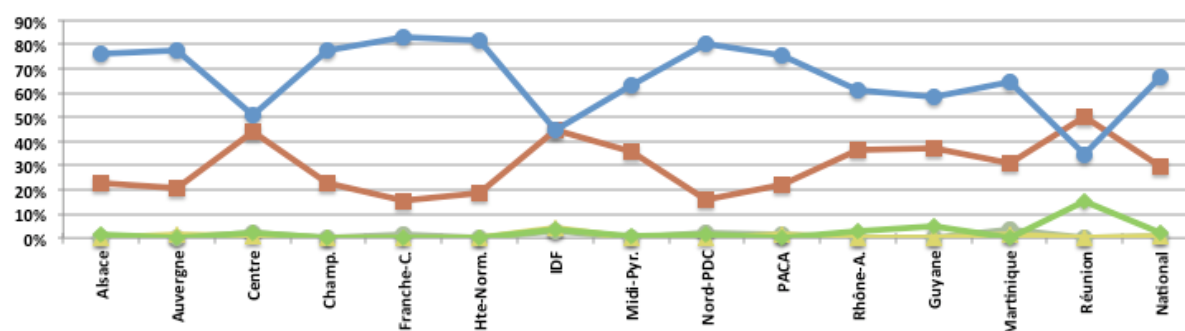
Le constat est le même que précédemment, avec des écarts plus importants en faveur des réponses favorables (réponse 2) par rapport aux réponses très favorables (réponse 1), et un total de ces deux réponses toujours proche de 90 % sauf dans les régions Rhône-Alpes et Guyane, où les réponses défavorables s'approchent de 20 %.



#### 5.4. Etes-vous globalement satisfait-e de l'organisation de la Journée citoyenne dans votre région ?

|                    | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| 1) Tout à fait.    | 66,3% | 34,6% | 83,3% | 48,7% |
| 2) Plutôt.         | 29,8% | 15,5% | 50,0% | 34,5% |
| 3) Pas du tout.    | 2,3%  | 0,0%  | 15,4% | 15,4% |
| 4) Je ne sais pas. | 0,7%  | 0,0%  | 4,5%  | 4,5%  |
| Sans réponse       | 1,0%  | 0,0%  | 3,7%  | 3,7%  |

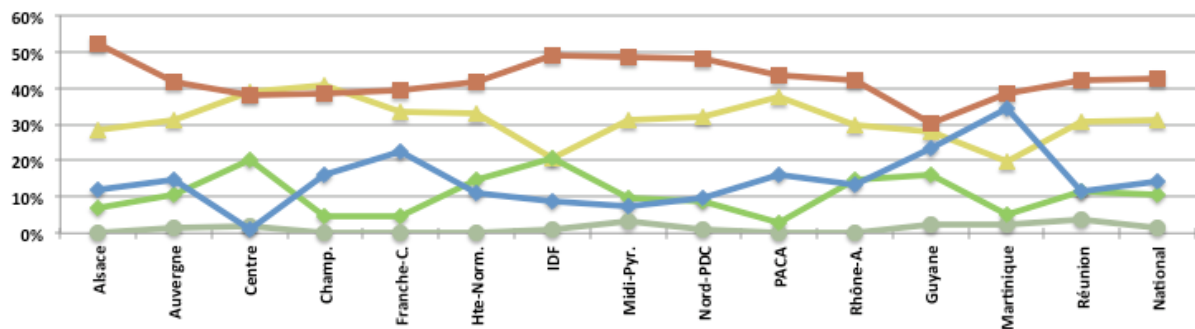
Parmi les quatre questions d'évaluation de la qualité de la journée, c'est sur celle-ci que les réponses sont les plus positives dans pratiquement toutes les régions, avec plus de réponses très favorables (réponse 1) que favorables (réponse 2) et un taux inférieur à 5 % de réponses défavorables dans toutes les régions, sauf à la Réunion.



**5.5. Pensez-vous que les résultats de cette journée citoyenne seront utilisés de manière utile dans la prise de décision politique au niveau de votre Région concernant la transition énergétique ?**

|                    | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| 1) Tout à fait.    | 14,5% | 1,1%  | 34,6% | 33,5% |
| 2) Plutôt.         | 42,4% | 30,2% | 52,4% | 22,1% |
| 3) Pas du tout.    | 10,8% | 2,9%  | 20,5% | 17,6% |
| 4) Je ne sais pas. | 31,1% | 19,8% | 40,9% | 21,2% |
| Sans réponse       | 1,3%  | 0,0%  | 3,8%  | 3,8%  |

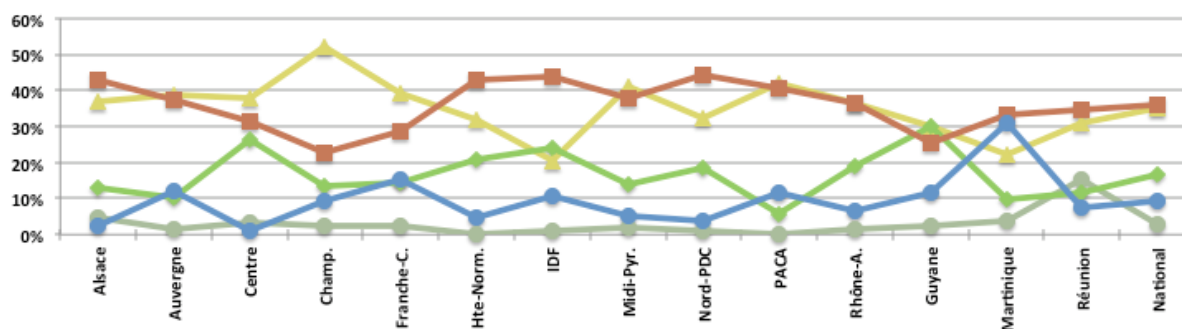
Les réponses sont relativement homogènes entre les régions. L'optimisme (réponses 1 et 2) l'emporte assez nettement sur le pessimisme (réponse 3) mais reste mesuré, avec un écart élevé entre la réponse 2 et la réponse 1, sauf en Martinique. La région Centre est la seule où personne ne se déclare « tout à fait » convaincu de la bonne utilisation de la journée. Par ailleurs, l'incertitude est fortement marquée dans toutes les régions.



**5.6. Pensez-vous que les résultats de cette journée citoyenne seront utilisés de manière utile dans la prise de décision politique au niveau national concernant la transition énergétique ?**

|                    | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| 1) Tout à fait.    | 14,5% | 1,1%  | 34,6% | 33,5% |
| 2) Plutôt.         | 42,4% | 30,2% | 52,4% | 22,1% |
| 3) Pas du tout.    | 10,8% | 2,9%  | 20,5% | 17,6% |
| 4) Je ne sais pas. | 31,1% | 19,8% | 40,9% | 21,2% |
| Sans réponse       | 1,3%  | 0,0%  | 3,8%  | 3,8%  |

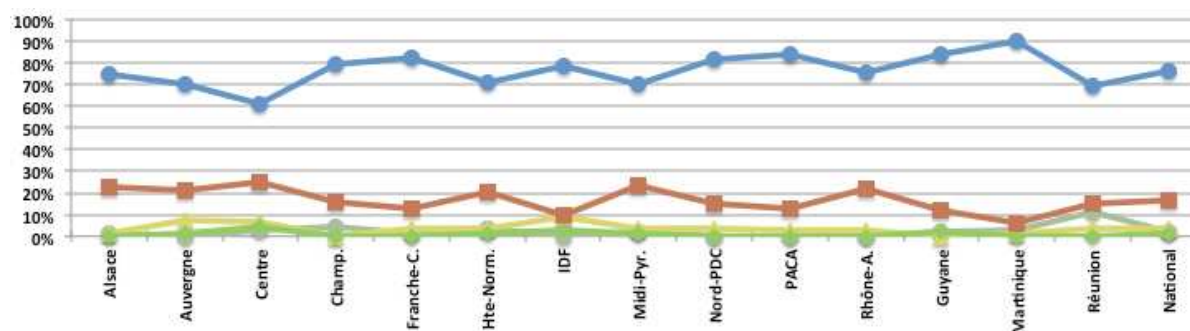
Les résultats sont très conformes à ceux de la question précédente, avec un niveau de scepticisme et d'incertitude plus élevé vis-à-vis de l'échelon national. Ainsi on observe pratiquement dans toutes les régions un recul de l'idée que les résultats seront sûrement ou probablement bien utilisés (réponses 1 et 2) au profit de l'idée qu'ils ne le seront pas (réponse 3) et de l'incertitude (réponse 4), qui arrivent même en tête dans 6 régions. Le doute domine notamment très largement en Champagne-Ardenne.



### 5.7. Faudrait-il organiser dans le futur d'autres démarches de participation nationale, comme cette Journée citoyenne, sur des sujets différents ?

|                    | Moy.  | Min.  | Max.  | Ecart |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| 1) Tout à fait.    | 76,5% | 61,1% | 90,1% | 29,1% |
| 2) Plutôt.         | 16,8% | 6,2%  | 25,3% | 19,1% |
| 3) Pas du tout.    | 0,9%  | 0,0%  | 4,2%  | 4,2%  |
| 4) Je ne sais pas. | 3,5%  | 0,0%  | 8,9%  | 8,9%  |
| Sans réponse       | 2,3%  | 0,0%  | 11,5% | 11,5% |

Les résultats sont très homogènes et témoignent, moyennant des différences cohérentes avec le niveau d'optimisme ou de doute sur l'utilisation des résultats au niveau régional et surtout national manifesté dans chaque région sur les deux questions précédentes, d'un niveau d'intérêt partagé pour la démarche.



### 5.8. Si vous pensez que des démarches de participation nationale, comme cette Journée citoyenne, doivent avoir lieu, sur quel sujet d'ampleur nationale vous semble-t-il que les citoyens pourraient apporter un point de vue éclairant dans les décisions politiques à venir ?

Pas d'analyse régionale de cette question ouverte.

## **Rapport du Danish Board of Technology**

Thursday, 13 June 2013  
Jnr: 08.405-062

## **Evaluation Report of the May 25 Citizen Day and the World Wide Views method used for the citizen consultation for the French Energy Transition Debate**

The method used for the citizen consultation for the French Energy Transition Debate was the World Wide Views (WWViews) method, a multi-site citizen consultation dealing with complex political issues, developed by the Danish Board of Technology (DBT) and partners worldwide in the WWViews Alliance. It has been used twice for the firsts-ever global citizen consultations, WWViews on Global Warming (2009) and WWViews on Biodiversity (2012), both coordinated by the DBT.

As supervisors of the citizen consultation for the French Energy Transition Debate, our main objective has been to ensure that the integrity of the method is respected. Our evaluation is based on observations and interviews made on May 25 by three project managers from the DBT in Paris, Orleans, Lille, Marseille and Lyon. It is also based on personal communication and meetings with the Ministry for Ecology, Sustainable Development and Energy, leading up to May 25, and subsequent analysis of the demographic distribution of participating citizens. The DBT also took part in a press conference at the Ministry on May 27 and presented the WWViews method to the National Council of the Debate on Energy Transition on April 24.

The evaluation is primarily concerned with the extent to which the consultation followed the guidelines used for the WWViews methodology but also builds on our 28 years of experience with many other methods for allowing citizens to participate in political decision-making processes. In addition to the evaluation, we provide some recommendations for how to proceed with future WWViews citizen consultations.

### **May 25**

The overall impression of the day is that it was a big success. It was well organized and impressive to see what had been achieved within a short period of time. Both citizens, facilitators, and project managers were impressed with the level of and dedication to the deliberations at the tables, and so were we! Many high-

lighted the fact that although people had different and strong views, they were expressed and discussed in a respectful and non-confrontational manner. Despite initial concern over the complexity of the issues debated, the general feed-back was that deliberations at the tables were informed by qualified and relevant arguments from the citizens. Many also expressed their satisfaction with the program and flow of the day, with different sessions introduced by videos, followed by deliberations and concluded with answering questions.

The collection and reporting of answers seemed to function well and to be structured in a fairly clear and simple manner. The presentation of results to the citizens at the end of the meetings could have worked better, though. The head moderators were all professional and managed to create a good atmosphere.

Below are a few suggestions for improvements to be made for following debates

Questions: The questions were probably too comprehensive in scope. The length of the text and the many answering options in some of the questions made it a little difficult for the citizens to get an overview of the question, when presented to them at the tables. It is a difficult task to make such questions, of course, but we would recommend trying to make them simpler and limit the answering options. This would also make it easier to present, compare, and analyse results. We would recommend using citizen focus groups in the future in order to help develop the questions.

Information material: Several citizens found it difficult to read the information material due to its complexity. For this reason, several had not read all of it. Some citizens found the information videos to be too quick and stuffed with information. Some table facilitators also had the impression that citizens found the videos difficult to follow. We would recommend using citizen focus groups in the process of shaping the material in order to reduce its complexity.

Table facilitators: From comments and observations made, it is clear that procedures for table facilitation varied from meeting to meeting and also from table to table. This is a well-known issue, due to the complexity of the task and differences in personal facilitation experiences and capabilities. We would therefore recommend increasing the amount and the standardization of information and training given to table facilitators. Some facilitators requested more detailed instructions and tools for facilitation. A specific point of observation is that there were too few table facilitators in Orleans and Paris. In Paris, members of the facilitation crew circulating the room found that citizens were able to structure their deliberations themselves. We would, however, strongly recommend assigning a table facilitator to each table in order to make sure that deliberations stay on track and cover the necessary issues, and so that all citizens are given the opportunity to state their views.



### **Collecting and presenting results**

Although the counting and collection of votes worked well, results were not immediately available to the public and journalists on the internet. The data had first to be processed before it could be released. We would recommend to use a web tool that would make results available and comparable immediately. This would increase the transparency of the process. It would also make it easier to present results to citizens at the end of the citizen consultations.

### **The demographic profile of citizens**

The demographic profile of the citizens taking part in a World Wide Views consultation is important because the result should be a snapshot of the public opinion on the issues discussed. The demographic profile of citizens participating should therefore reflect the demographic distribution in the population in general.

The recruitment of the citizens was done in a uniform manner by opinion survey companies according to a number of selection criteria, including gender, age, occupation, housing, mode of transport and distance to work, geographical zone of residency, and household composition. Although additional criteria, such as income and educational level could also have been used, the ones chosen are sufficient in order to secure a diverse representation. Based on the data available at the time of writing this report (data for 756 out of 1115 participants), the following observations can be made:

The demographic profile of participants does correspond to the general demographic distribution for most selection criteria. However, compared to national demographic statistics (INSEE), there is a

- Small underrepresentation of women
- Small underrepresentation of retired people
- Small overrepresentation of house owners
- Underrepresentation of young people (approximately 50% less, compared to the French population in general)
- Underrepresentation of blue collar workers / manual laborers (approximately 50% less, compared to the French population in general)

The underrepresentation of young people and manual laborers is an issue often struggled with for citizen consultations and has also been so for World Wide Views. Citizens in these categories are more difficult to recruit in the first place and the young especially are less likely to show up, even though they have accepted the invitation. Different strategies to compensate for this exist and could be used for future consultations.

### **Preparations and follow-up for May 25**

Although the DBT Foundation has not been very closely involved with the process leading up to May 25, we have been consulted on several occasions and have a fairly good impression of the efforts made by the team inside the general secretariat of the national debate on energy transition and the team working at the regional level. It is important for us to stress that we have been impressed with the seriousness and dedication to the process, shown by the Ministry, the Steering Group, the Stakeholder Panel, the regions, and the Minister. This may seem like a trivial and obvious point to those who have been involved in the process, but it is by no means a given fact for citizen consultations in general.

This process has raised the bar for what can be expected for future citizen consultations. It is the first time that the WWViews method has been used at the national scale outside Denmark, but given the success in France, expectations have been raised for the future use of the method for citizen consultations on similar as well as different issues, both at the National, the European and the Global level.

Sincerely,

Bjørn Bedsted

Global Coordinator of WWViews  
Project Manager at the Danish Board of Technology Foundation  
bb@tekno.dk  
+45 3078 5171

● ● ● **Un débat ouvert à tous**



Pour réussir à construire ce nouveau modèle de société,  
nous avons besoin de vous tous, de votre mobilisation, de vos avis,  
témoignages et expériences.

[www.transition-energetique.gouv.fr](http://www.transition-energetique.gouv.fr)

**Secrétariat général du débat national  
sur la transition énergétique**

246, boulevard Saint-Germain

75007 Paris

Tél. 33 (0)1 40 81 77 94

